JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

SÉNAT

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DU SENAT : FRANCE ET OUTRE-MER : 16 F ; ETRANGER : 24 F

(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1966-1967

COMPTE RENDU INTÉGRAL — 37^e SEANCE

Séance du Lundi 19 Décembre 1966.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal (p. 2582).
2. — Congé (p. 2582).
3. — Demandes tendant à l'envoi de missions d'information (p. 2582).
4. — Transmission d'une proposition de loi (p. 2582).
5. — Dépôt de rapports (p. 2582).
6. — Scrutins pour l'élection de membres de commissions mixtes paritaires (p. 2583).
7. — Ventes d'immeubles à construire ou en cours de construction. — Adoption d'une proposition de loi (p. 2583).
Discussion générale : MM. Pierre de Félice, rapporteur de la commission des lois ; Roland Nungesser, secrétaire d'Etat au logement.
Art. 1^{er} à 4 : adoption.
Art. 4 bis :
Amendement de M. Pierre de Félice. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Retrait.
Adoption de l'article.
Art. 5 : adoption.
Art. 6 :
Amendements de M. Pierre de Félice. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.
Amendement de M. Pierre de Félice. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Retrait.
Adoption de l'article modifié.

- Art. 7 : adoption.
- Art. 8 :
Amendement de M. Pierre de Félice. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.
Adoption de l'article modifié.
- Art. 9 :
Amendement de M. Pierre de Félice. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.
Adoption de l'article modifié.
- Art. 10 à 12 : adoption.
- Art. 12 bis.
Amendements de M. Pierre de Félice. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.
Adoption de l'article modifié.
- Art. 12 ter et 13 : adoption.
- Art. 14 :
Amendement de M. Louis Courroy. — MM. Louis Courroy, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Retrait.
Adoption de l'article.
- Art. 15 et 16 : adoption.
Adoption de la proposition de loi.
8. — Statut de la copropriété des immeubles bâtis. — Discussion d'une proposition de loi (p. 2591).
Discussion générale : M. Pierre de Félice, rapporteur de la commission des lois.
9. — Election de membres de commissions mixtes paritaires (p. 2592).

10. — Statut de la copropriété des immeubles bâtis. — Suite de la discussion et adoption d'une proposition de loi (p. 2592).

Suite de la discussion générale : M. Roland Nungesser, secrétaire d'Etat au logement.

Adoption des articles 1^{er} à 3 et de la proposition de loi.

11. — Ligne expérimentale d'aérotrains. — Adoption d'un projet de loi déclaré d'urgence (p. 2593).

Discussion générale : MM. Michel Chauty, rapporteur de la commission des affaires économiques ; André Bettencourt, secrétaire d'Etat aux transports ; Geoffroy de Montalembert, Raymond Bossus, Paul Chevallier, Etienne Dailly.

Adoption des articles 1^{er} et 2 et du projet de loi.

12. — Servitudes au profit des lignes d'aérotrains. — Adoption d'un projet de loi déclaré d'urgence (p. 2597).

Discussion générale : MM. Michel Chauty, rapporteur de la commission des affaires économiques ; André Bettencourt, secrétaire aux transports.

Art. 1^{er} à 3 : adoption.

Art. 4 :

Amendement de M. Michel Chauty. — Retrait.

Adoption de l'article.

Art. 6 : adoption.

Adoption du projet de loi.

13. — Statut des navires. — Adoption d'un projet de loi en deuxième lecture (p. 2599).

Discussion générale : MM. Pierre Marclhacy, rapporteur de la commission des lois ; André Bettencourt, secrétaire d'Etat aux transports.

Art. 1^{er} et 3 : adoption.

Art. 8 :

Amendement de M. Pierre Marclhacy. — le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 9, 12, 23, 43 et 50 : adoption.

Art. 61 :

Amendement de M. Pierre Marclhacy. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 62 :

Amendement de M. Pierre Marclhacy. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 65, 66, 67 et 72 : adoption.

Adoption du projet de loi.

Suspension et reprise de la séance.

Présidence de Mme Marie-Hélène Cardot.

14. — Sociétés commerciales. — Adoption d'une proposition de loi en deuxième lecture (p. 2601).

Art. A et B : adoption.

Art. 1^{er} bis :

Amendement de M. Etienne Dailly. — MM. Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 6 :

Amendement de M. Etienne Dailly. — MM. le rapporteur, le garde des sceaux — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 7 : adoption.

Adoption de la proposition de loi.

15. — Publicité du privilège du Trésor en matière fiscale. — Adoption d'un projet de loi (p. 2604).

Discussion générale : MM. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice ; Pierre de Félice, rapporteur de la commission des lois.

Art. 1^{er} à 3 : adoption.

Art. 4 :

Amendement de M. Pierre de Félice. — MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Retrait.

Adoption de l'article.

Art. 5 à 11 : adoption.

Art. 12 :

Amendement de M. Pierre de Félice. — MM. le rapporteur, le garde des sceaux, Etienne Dailly, Antoine Courrière, Yvon Coudé du Foresto. — Rejet.

Adoption de l'article.

Adoption du projet de loi.

16. — Dépôt d'un rapport (p. 2608).

17. — Règlement de l'ordre du jour (p. 2608).

PRESIDENCE DE M. GASTON MONNERVILLE

La séance est ouverte à dix-sept heures cinq minutes.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

PROCES-VERBAL

M. le président. Le procès-verbal de la séance du vendredi 16 décembre 1966 a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

— 2 —

CONGE

M. le président. M. Julien Brunhes demande un congé.

Conformément à l'article 34 du règlement, le bureau est d'avis d'accorder ce congé.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Le congé est accordé.

— 3 —

DEMANDES TENDANT A L'ENVOI DE MISSIONS D'INFORMATION

M. le président. J'ai reçu des lettres par lesquelles M. Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques et du Plan me fait connaître que cette commission a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner deux missions d'information chargées d'étudier : la première, la situation et les conditions de développement de l'économie indienne notamment dans les domaines de l'industrie textile et métallurgique, de l'agriculture (confrontée aux problèmes de la faim et de la démographie) et de la planification ; la seconde, les problèmes économiques, industriels et agricoles dans les Etats membres de la Communauté européenne.

Le Sénat sera appelé à statuer sur ces demandes dans les formes fixées par l'article 21 du règlement.

— 4 —

TRANSMISSION D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le président de l'Assemblée nationale une proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article L. 45 du code des pensions civiles et militaires, relatif au partage de la pension de réversion.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 174, distribuée et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyée à la commission des affaires sociales. (Assentiment.)

— 5 —

DEPOT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Etienne Dailly un rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales. (N° 40, 57 et 116 — 1966-1967.)

Le rapport sera imprimé sous le n° 168 et distribué.

J'ai reçu de M. Pierre de Félice un rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale relatif à la publicité du privilège du Trésor en matière fiscale. (N° 138 — 1966-1967.)

Le rapport sera imprimé sous le n° 169 et distribué.

J'ai reçu de M. Pierre de Félice un rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale relative aux ventes d'immeubles à construire ou en cours de construction et à l'obligation de garantie à raison des vices de construction. (N° 136 — 1966-1967.)

Le rapport sera imprimé sous le n° 170 et distribué.

J'ai reçu de M. Jean Geoffroy un rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale tendant à modifier l'article 1007 du code civil relatif au testament olographe et l'article 9 de la loi du 25 ventôse an XI, contenant organisation du notariat. (N° 118 — 1966-1967.)

Le rapport sera imprimé sous le n° 171 et distribué.

J'ai reçu de M. Pierre Marcihacy un rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur le projet de loi modifié par l'Assemblée nationale portant statut des navires et autres bâtiments de mer. [N° 298 (1965-1966) — 18, 19 et 144 (1966-1967).]

Le rapport sera imprimé sous le n° 172 et distribué.

J'ai reçu de M. Lucien de Montigny un rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale tendant à modifier les articles 234 et 235 du code civil relatif à la procédure du divorce. (N° 122 — 1965-1966.)

Le rapport sera imprimé sous le n° 173 et distribué.

— 6 —

SCRUTINS POUR L'ELECTION DE MEMBRES DE COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

M. le président. L'ordre du jour appelle les scrutins :

1° Pour l'élection de sept membres titulaires et de sept membres suppléants de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques ;

2° Pour l'élection de sept membres titulaires et de sept membres suppléants de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'organismes de recherche.

Ces élections vont avoir lieu simultanément, au scrutin secret, dans la salle voisine de la salle des séances, conformément à l'article 61 du règlement.

En application de l'article 12 du règlement, les commissions intéressées présentent les candidatures suivantes :

1° Pour la commission mixte paritaire chargée d'examiner le projet de loi modifiant la loi sur les monuments historiques (candidatures présentées par la commission des affaires culturelles) :

Titulaires : M. Jean de Bagneux, Mme Suzanne Crémieux, MM. Louis Gros, Georges Lamousse, Marcel Molle, Jean Noury, Joseph Raybaud ;

Suppléants : MM. Adolphe Chauvin, André Diligent, Charles Durand, Jacques Rastouin, Georges Rougeron, Pierre Roy, Maurice Vérillon ;

2° Pour la commission mixte paritaire chargée d'examiner le projet de loi portant création d'organismes de recherche (candidatures présentées par la commission des affaires économiques et du Plan) :

Titulaires : MM. Jean Bertaud, Michel Chauty, Henri Claireaux, Louis Gros, Maurice Lalloy, Henri Longchambon, Maurice Vérillon ;

Suppléants : MM. Emile Aubert, Jean-Marie Bouloux, Amédée Bouquerel, Jean Fleury, Marcel Lebreton, Marc Pautet, Maurice Sambron.

Je prie M. Marie-Anne, secrétaire du Sénat, de bien vouloir présider les bureaux de vote.

Il va être procédé au tirage au sort de huit scrutateurs titulaires et de quatre scrutateurs suppléants qui procéderont au dépouillement des scrutins.

(Le tirage au sort a lieu.)

M. le président. Le sort a désigné :

Scrutateurs titulaires : MM. Jacques Baumel, Fernand Esseul, René Blondelle, Jean Geoffroy, Maurice Carrier, Eugène Romaine, Henri Desseigne, Paul Guillard.

Scrutateurs suppléants : MM. Léon Motais de Narbonne, Edouard Soldani, Raymond de Wazières, Paul Wach.

Les scrutins sont ouverts.

Ils seront clos dans une heure.

— 7 —

VENTES D'IMMEUBLES A CONSTRUIRE OU EN COURS DE CONSTRUCTION

Adoption d'une proposition de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux ventes d'immeubles à construire ou en cours de construction et à l'obligation de garantie à raison des vices de construction. [N° 136 et 170 (1966-1967).]

Dans la discussion générale la parole est à M. le rapporteur de la commission de législation.

M. Pierre de Félice, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Monsieur le président, mes chers collègues, si j'avais à caractériser d'un mot l'élaboration du texte qui nous est soumis, je dirais volontiers qu'il a commencé par une motion d'ordre pour se terminer par l'établissement d'un ordre nouveau dans le domaine des immeubles à construire.

La proposition de MM. Neuwirth et Tomasini qui est à l'origine de ce texte n'était en effet qu'une motion d'ordre. Il y avait eu interférence entre deux textes : le décret du 10 novembre 1954 et celui du 26 décembre 1963 relatifs aux immeubles co-construits. Cette juxtaposition n'était pas née de la confusion dans l'esprit de nos magistrats, elle était provoquée par le désir de la jurisprudence d'apporter une solution aux difficultés grâce à l'emploi conjoint de ces deux textes. MM. Neuwirth et Tomasini se proposaient seulement de jeter un rayon de lumière salutaire dans cet enchevêtrement juridique.

Le Gouvernement, en présence de cette proposition initiale modeste, voulut introduire ses propres idées et, de ce fait, de ce cocon d'origine allait surgir un papillon législatif d'une toute autre envergure. En effet, en cinq jours de délibérations — le débat ayant commencé le 14 décembre à l'Assemblée nationale et nous l'entamons à notre tour aujourd'hui 19 décembre — on vient demander au Parlement d'incorporer des dispositions nouvelles dans le code civil et de bouleverser les textes traditionnels de ce code. Les rédacteurs de notre code civil — de Malesherbes à de Sèze et autres participants — ne ménageraient certainement pas leur admiration à la célérité intellectuelle étourdissante des ministres actuellement réunis. Pour ma part, je vous l'avoue, je suis pris d'une timidité beaucoup plus prudente et beaucoup plus peureuse pour vous expliquer, si je le puis, les raisons et les incidences possibles des bouleversements proposés.

Il est certain que les raisons qui sont données sont valables. Il n'y avait au moment de la rédaction du code civil que deux formes de contrat immobilier : il y avait la vente de l'immeuble construit, qui était largement « prévue » par les articles 1602 et suivants du code civil, et il y a vait l'ordre de construire donné à un tiers qui relevait alors du mandat, selon les articles 1984 et suivants du code civil. La situation actuelle a complètement modifié ces données. Aujourd'hui on achète le plus souvent non pas un immeuble, mais une perspective, celle de détenir ultérieurement un immeuble avec tous les aléas de l'aventure. Par conséquent, il fallait établir des textes en fonction de cette situation nouvelle et il le fallait d'autant plus que la façade

juridique grâce à laquelle on essayait d'empêcher certains abus de se produire dans ce genre de contrats avait révélé des lézards sérieuses, puisque des scandales avaient éclaté. Il fallait donc combler, comme l'a très bien dit à l'Assemblée nationale M. Pisani, un vide juridique, un vide législatif.

Tel est l'objet du débat d'aujourd'hui. Le texte qui vous est proposé à trois objets essentiels. D'abord, il établit la définition des contrats qui pourront être passés pour faire construire; ensuite, il entoure la signature de ces contrats de garanties pour en assurer la bonne exécution; enfin, lorsque l'exécution est finie, il prémunit l'acquéreur contre les malfaçons, contre les vices qui entacheraient cette construction. Ce sont ces trois lignes essentielles que je voudrais assez rapidement essayer de mettre en relief devant vous.

D'abord, on établit des contrats nouveaux. L'article 1601-1 ajouté au code civil les annonce et les articles 1601-2 et 1601-3 définissent ces contrats. Ces derniers sont de deux ordres et seront les seuls qui pourront être signés pour les immeubles à construire.

La première forme est la plus simple, c'est la vente à terme: on achète un immeuble, avec la perspective de l'avoir à une date ultérieure et convenue. L'immeuble est édifié par le constructeur mais n'est transféré en propriété de l'acquéreur qu'au terme convenu. Il y a, pour le constructeur, engagement de construire et de livrer dans un certain délai l'immeuble et, de la part de l'acheteur, obligation contractée de payer au moment de la livraison de l'immeuble. Autrement dit, le transfert de propriété ne se fait qu'à l'achèvement des travaux, au moment où l'immeuble est livrable.

Ce contrat, qui est le plus simple, cache une difficulté. Comme l'immeuble ne sera payé qu'à l'achèvement des travaux et qu'il faudra bien tout de même que le constructeur dispose des moyens de financement nécessaires pour assurer ces travaux, il est prévu à l'article 7 de la présente proposition qu'il y aura versement de dépôts de garantie qui resteront au nom de l'acquéreur et seront déposés dans un établissement agréé pour les recevoir. Ce ne sera par conséquent pas un paiement, le paiement devant intervenir seulement après l'achèvement des travaux, ce sera une avance permettant un financement de la construction.

Voilà la première formule. La seconde, c'est le contrat de vente « en l'état futur d'achèvement ». Cette appellation barbare n'est pas inédite. Elle résulte de textes antérieurs; elle n'est pas pour cela plus élégante et plus claire. Pour ma part, j'aurais préféré la « vente échelonnée », car c'est de cela qu'il s'agit. Le constructeur construit et est payé au fur et à mesure de l'exécution des travaux et l'acheteur voit transformer ses versements en une partie réelle, c'est-à-dire dans le sol, les constructions qui s'élèvent peu à peu. Voilà pour la seconde formule, formule qui est non pas innovée, mais établie en termes clairs dans le texte qui nous est proposé.

Les contrats de vente étant ainsi définis, il serait peut-être nécessaire que je poursuive mon exposé en passant de l'article 1^{er} à l'article 2, puis à l'article 3. Je me permettrai de suivre un autre ordre car les articles suivants du projet visent les vices apparents ou cachés de l'immeuble. Or ceux-ci, bien entendu, ne sont décelés qu'à la fin de la construction. Il me paraît logique de passer au second stade, le stade de la signature de ces contrats.

Cette signature est régie par l'article 6 de la proposition de loi qui nous est soumise. L'article 6 prévoit que les contrats, qu'ils soient d'ailleurs de vente à terme ou de vente en l'état futur d'achèvement, seront conclus par acte authentique. Ils contiendront des clauses normales et de bon sens: la description de l'immeuble vendu; le prix; ses modalités de paiement; les facultés de révision.

Vous comprenez bien que ce n'est pas ce qui fait l'originalité de ce texte, ce qui en fait l'originalité, ce sont trois conditions particulières que je vais énumérer.

La première condition pour la signature de ce contrat, c'est que les fondations de l'immeuble soient achevées. On veut que le constructeur sache exactement le prix auquel il peut s'engager à livrer l'immeuble parce qu'il connaît le terrain et le risque de fondation spéciale qui peut l'atteindre. De son côté, l'acheteur ne souffrira pas de ces surprises nées des fondations nécessaires spéciales, qui naturellement se répercuteront sur le prix. En somme — et c'est parfaitement normal — on veut que l'une et l'autre des deux parties sachent où elles vont.

La seconde condition prévoit que, lorsque le vendeur a fait miroiter aux yeux de l'acheteur la possibilité de prêt pour l'amener à souscrire un engagement de construction, existent

des garanties de la réalisation effective de ce prêt. Sur ce plan, visé à l'article 6, la commission vous proposera un amendement dont je voudrais, en passant, vous définir la portée. D'après le texte gouvernemental, la signature du contrat ne pouvait intervenir qu'après l'obtention du prêt envisagé par le constructeur et qui a été défini plus ou moins à l'acheteur par le vendeur. Il fallait que le prêt soit un fait acquis. Votre commission de législation a pensé que c'était là une mesure un peu trop rigide. Elle s'est inspirée d'un article 10 de la proposition de loi visant un contrat préliminaire et de la nécessité de permettre au constructeur de rechercher les crédits qui lui sont nécessaires pour la construction; ce contrat préliminaire présente l'avantage que l'acheteur peut se réserver un appartement futur et que le constructeur, qui connaît la volonté de l'acheteur, peut rechercher lui-même des crédits.

Transportant dans un autre domaine une expression savoureuse que je connais bien, puisqu'elle appartient à mon propre parti, je dirai que ce contrat préliminaire est destiné à permettre des « contacts exploratoires ».

C'est cette idée, d'abord, qui nous a conduits à une formule un peu souple. Nous avons dit qu'il y aura possibilité de passer le contrat de vente avant l'obtention effective du prêt, mais sans engagement ferme de l'acheteur, c'est-à-dire qu'il n'y aura passation du contrat que sous condition suspensive que le prêt sera réalisé ou condition résolutoire si le prêt n'est finalement pas réalisé, de façon à permettre justement ces contacts exploratoires dont je parlais il y a un instant.

La troisième condition est spéciale au contrat en l'état futur d'achèvement. C'est la règle spéciale de remboursement des avances qui doit être inscrite dans le contrat. Dans le contrat de vente en l'état futur d'achèvement, il y a, comme je vous l'ai dit, versements progressifs à la mesure de la construction et, par conséquent, il faut nécessairement que si cette construction n'arrive pas à sa fin il y ait remboursement des avances, des paiements effectifs qui ont été faits par l'acheteur « en l'état futur d'achèvement ».

Voilà les clauses nécessaires qui doivent être incluses dans le contrat de vente signé. Naturellement, malgré ces précautions, il faut prévoir des défaillances, défaillances de l'acheteur qui, lorsqu'il achète ferme, ne versera pas le dépôt de garantie dont je vous ai parlé il y a un instant ou qui, lorsqu'il s'agit d'une vente en l'état futur d'achèvement, ne fera pas les versements auxquels il est tenu en cours de construction. Sur ce plan, il n'y a pas innovation par rapport au droit commun. Il est dit que, lorsqu'il n'y a pas eu ces versements, il y aura sommation, commandement de verser; et, après un mois infructueux, il y aura jeu des clauses résolutoires inscrites dans le contrat en faveur du constructeur.

La commission a seulement voulu préciser dans le texte que ce délai d'un mois devra être utilisé pour saisir le juge des référés qui, par l'application de l'article 1244, pourra accorder des délais, si bien que les clauses résolutoires ne joueront pas, qu'elles seront même censées ne jamais avoir joué si le débiteur se conforme aux prescriptions du juge pour le paiement.

Cela n'a rien de très original, mais ce qui l'est dans le projet ce sont, au contraire, les solutions apportées aux défaillances du constructeur. Celui-ci peut se rendre coupable dans sa construction de ce qu'on appelle « les vices apparents ». Jusqu'à présent, le code civil ne rendait pas le constructeur responsable du vice apparent.

Quel est le vice apparent? Selon une jurisprudence bien connue, c'est le vice qu'un homme de diligence moyenne aurait découvert en procédant à des vérifications élémentaires. Eh bien, jusqu'à présent, le constructeur n'était pas responsable du vice apparent. Sur ce point le nouveau texte innove complètement. Le vendeur se trouve responsable des vices apparents.

Pour ce qui concerne les vices plus profonds — ceux qu'on appelle les vices cachés — il y a trois innovations également de très grande importance. Comme vous le savez, à l'heure actuelle sont responsables des vices cachés les architectes et les entrepreneurs; ils ne sont responsables que si le contrat a été passé à prix fait, c'est-à-dire sur une base forfaitaire, et leur responsabilité de dix années ne couvre en rien les travaux de finition, les travaux de menus ouvrages.

C'est sur ces trois points que les modifications sont apportées au texte actuel. D'abord, premier point, en plus des architectes et des entrepreneurs, le vendeur lui-même sera tenu à la responsabilité décennale qui jusqu'alors n'atteignait que les architectes et les entrepreneurs. Votre commission, je dois le dire, a beaucoup hésité à propos de cette extension pour la raison, d'une part, que le vendeur, quand il sera poursuivi par l'acheteur pour cause de vice caché, immédiatement appellera en garantie

les architectes et les entrepreneurs, si bien que cette disposition risque de compliquer la procédure sans apporter de satisfactions nouvelles. D'autre part, il est bien certain que les architectes et les entrepreneurs ont créé des caisses mutuelles pour assurer leurs garanties contre leur responsabilité en matière de vice caché. Mais, ce qui a décidé la commission, c'est l'idée que l'acheteur ne connaissait au fond que le vendeur et que par conséquent il fallait lui donner le droit d'actionner en justice le vendeur qui était la seule personne connue de lui, la seule susceptibles de répondre à ses revendications. Voilà la première modification.

La seconde est que la responsabilité ainsi établie n'existera pas seulement lorsqu'il y a prix forfaitaire, mais quel que soit le mode de paiement de l'immeuble. Par conséquent il y a une extension aussi sur ce plan.

Par ailleurs, le projet a décidé que la responsabilité n'atteindrait pas seulement les architectes, les entrepreneurs, les constructeurs effectifs eux-mêmes, mais aussi leurs collaborateurs lorsqu'ils seront liés à eux par un contrat de louage d'ouvrage, c'est-à-dire, disons le mot, les bureaux d'études souvent indépendants des architectes et des entrepreneurs qui peuvent commettre eux aussi des erreurs dont l'architecte a intérêt à les voir répondre.

Dernière modification : alors que dans notre code civil il n'y a responsabilité des architectes, des entrepreneurs que pour le gros œuvre, lorsque l'immeuble périclète par défaut de gros œuvre, on a introduit cette notion nouvelle de la responsabilité des uns et des autres, du vendeur joint aux entrepreneurs et aux architectes, pour les menus ouvrages, c'est-à-dire pour les travaux de finition qui sont les plus délicats lorsque l'on construit un immeuble, cette responsabilité ne jouant pas pendant dix ans, mais pendant deux ans seulement.

Voilà les précautions prises. Ces précautions n'éviteront pas évidemment la résolution de certains contrats lorsque les imperfections, les malfaçons dépasseront la normale, et il a été prévu naturellement des règles sur la résolution du contrat. On a cherché à faire en sorte que cette résolution soit la moins fréquente possible et c'est ainsi que, dans l'article 1646-1, il a été décidé que le constructeur aurait préalablement le droit de parfaire sa construction pour en effacer les vices cachés afin d'éviter la résolution. Et, si la résolution intervient, alors il est prévu dans l'article 14 une double règle, à savoir qu'il y aura en tout état de cause une indemnisation forfaitaire de 10 p. 100 du prix, mais que l'acheteur pourra aussi démontrer le préjudice effectif qu'il subit et se faire rembourser de ce préjudice.

Voilà, mes chers collègues, l'analyse sommaire de la proposition importante que vous êtes appelés à voter. Votre commission a donné un avis favorable à cette proposition, malgré sa présentation ultra-précipitée. Il est certain que les acheteurs trouveront une protection plus grande pour la réalisation d'un contrat qui est schématique au départ, qui est annoncé sur un plan et qui va se dérouler dans le futur avec tous les aléas de l'aventure.

Seulement la véritable question qui peut se poser est la suivante : les protections nouvelles que l'on donne à l'acquéreur en augmentant les responsabilités du vendeur ne vont-elles pas entraîner ce dernier à demander la contrepartie de ces responsabilités nouvelles qu'on vient d'autoriser contre lui et par conséquent l'amener à renchérir ses services et par conséquent à augmenter le prix de la construction, ce qui, inévitablement amènera un ralentissement de la construction ?

Ma conclusion sera très simple : nous bâtissons des textes à la hâte. Le véritable problème est de hâter la construction. (*Applaudissements*).

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat au logement.

M. Roland Nungesser, secrétaire d'Etat au logement. Mesdames, messieurs, parmi les mesures susceptibles de contribuer au développement de la construction, deux réformes ont une place prépondérante : l'une sur le plan administratif — la simplification des procédures — l'autre sur le plan juridique — la révision d'un certain nombre de textes qui régissent la construction privée.

La réforme qui vous est proposée tend à un certain nombre d'objectifs : d'une part, instituer des rapports de droit simples, clairs et sans équivoque entre le constructeur-vendeur et l'acquéreur d'un logement — le texte adopté par l'Assemblée nationale le 15 décembre et qui vous est soumis aujourd'hui répond à ce souci ; d'autre part, élaborer au titre des sociétés de construction un droit mieux adapté et plus protecteur du sous-

cripteur — ce sont les textes que prépare actuellement le Gouvernement et qui seront soumis au conseil des ministres au début de 1967 ; ensuite, aménager ou créer certains schémas juridiques susceptibles de réduire l'apport personnel demandé à l'acquéreur — système de la location-vente, bail à construction ; enfin, assouplir autant que possible la procédure des primes et prêts spéciaux, ce qui fait l'objet d'un groupe de travail réuni au ministère de l'équipement et au secrétariat d'Etat au logement.

Le texte élaboré par le Gouvernement, à l'occasion de la discussion de la proposition de loi de MM. Neuwirth et Tomassini, sur rapport conjoint du garde des sceaux, du ministre de l'équipement et de moi-même, et qui a été adopté en première lecture par l'Assemblée nationale, doit, dans un premier temps, apporter une première série de réformes pour régir les ventes d'immeubles en cours de construction.

Quelle est la situation présente ? M. le rapporteur l'a évoquée tout à l'heure. Du fait que, généralement, le logement est vendu avant d'être achevé, le logement en cours de construction s'insère mal dans notre droit encore fondé sur la situation antérieure, où la vente avant l'achèvement était l'exception. Il était indispensable, par conséquent, d'adapter notre droit aux coutumes nouvelles de la construction et il fallait donc revoir les textes du code civil qui la réglementent.

La vente d'un logement en cours de construction ne relevait, en effet, jusqu'alors, d'aucun droit spécifique. Or, les deux parties courent des risques : le vendeur est exposé à ne point achever l'immeuble, l'acquéreur à ne pouvoir, dans cette éventualité, récupérer ses apports, immobilisés qu'ils sont, en terrain ou en travaux. Il est dès lors paradoxal qu'une matière aussi délicate et aussi importante ne soit pas régie par le code civil.

Pendant longtemps, il a paru possible de se contenter de palliatifs juridiques. Ces palliatifs ont été de deux ordres.

Pour mettre fin à la situation courante dans les années de crise consécutives à 1930, dans laquelle de nombreux immeubles demeuraient inachevés, la loi du 28 juin 1938 a, dans son chapitre 1^{er}, prévu que l'associé d'une société de construction était tenu de répondre à tous les appels de fonds nécessaires à l'achèvement de l'immeuble, quand bien même ceux-ci dépasseraient les prévisions initiales. Plus de 90 p. 100 des immeubles collectifs d'habitation réalisés en accession à la propriété l'ont été, non sous le régime de la vente, mais sous celui des sociétés de l'article 1^{er} de la loi de 1938. Ainsi, neuf fois sur dix par conséquent, on n'acquiert pas un logement, mais des parts sociales. Or, l'expérience a montré que qui croyait acheter un logement achetait trop souvent un procès. Tenu de répondre aux appels de fonds supplémentaires, sans vendeur contre qui se retourner en cas de malfaçon ou de retard, puisque le promoteur c'est la société dont il est lui-même membre, le souscripteur connut maintes fois un sort peu enviable.

Pour le promoteur sérieux, en revanche, la situation n'est pas non plus satisfaisante. Associé à des dizaines, des centaines, parfois à des milliers de souscripteurs, il lui devient souvent difficile de mener à bon terme l'opération et de gérer les immeubles pendant les années qui précèdent la dissolution de la société et le passage à la propriété.

Des palliatifs ont alors tendu à protéger l'épargne investie dans la construction. Après les premiers désordres immobiliers qui ont marqué les années 1953 et 1954 vint le décret du 10 novembre 1954. Il assujettissait, non les contrats de vente, mais les contrats de mandats, au titre I relatif aux contrats de construction, les sociétés de construction, au titre II, dans le cas où le promoteur recourait à des prêts spéciaux à la construction ou à un prêt d'une société de crédit immobilier, organisme de prêt du type H. L. M.

D'autres scandales s'étant produits, le législateur décida de punir de sanctions pénales les infractions au décret de 1954. Ce fut la loi du 10 août 1957 sur la construction. Le 5 octobre 1961, le Gouvernement déposait un vaste projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition et de construction. Mais ce texte de quatre-vingt-neuf articles devait être abandonné après deux années de débats.

Entre-temps, les tribunaux prirent sur eux de pallier les insuffisances des textes. Alors une jurisprudence extensive assujettit au décret du 10 novembre 1954, d'abord des contrats de vente, bien que manifestement ils ne relevassent point de ce décret, puis les opérations n'utilisant pas les prêts spéciaux.

D'autre part, des garanties pour l'acquéreur prévues dans le projet de 1961 étaient insérées dans des textes d'ordre fiscal.

C'est la loi du 15 mars 1963, le décret du 9 juillet de la même année et le texte relatif aux primes et prêts spéciaux, le décret du 24 décembre 1963.

Au bout du compte la sécurité du souscripteur-acquéreur n'est finalement organisée que dans le cadre d'un droit réglementaire et fragmentaire qui vaut dans les deux cas suivants : ou bien l'immeuble est construit par un mandataire ou sous le régime de la loi de 1938, et du décret de 1954 ; ou bien le promoteur choisit de bénéficier du régime fiscal privilégié ou recourt aux primes et prêts spéciaux, se plaçant sous la protection du décret de 1963.

Ainsi, d'une part, le risque de sanctions pénales décourage d'assez nombreux promoteurs et place la profession en dehors du droit commun des obligations en matière commerciale qui veut que, sauf délits caractérisés, l'inexécution d'un contrat n'emporte pas de peines correctionnelles.

D'autre part, les garanties données à l'acquéreur s'avèrent insuffisantes, comme le montre le nombre de procès en cours.

La situation des intéressés est incertaine et précaire. Un vide juridique devrait donc être comblé par des dispositions d'ordre général, opposables en toutes circonstances, qui permettent à la fois d'offrir à tous les sécurités nécessaires et de supprimer un grand nombre de réglementations particulières. Votre rapporteur a souligné tout à l'heure cet aspect de la situation actuelle.

Quelle est la solution qui vous est proposée aujourd'hui ? La proposition de loi amendée sur les ventes d'immeubles à construire ou en cours de construction tend à apporter une solution simple et claire. Elle repose sur l'idée que la vente, et non plus que la société du régime de la loi de 1938 ou le mandat peut constituer le meilleur et le plus sain des processus d'accession à la propriété.

L'économie du projet est simple : la vente d'un immeuble à construire crée pour les deux cocontractants, le constructeur-vendeur et le client acquéreur, des droits réciproques très clairs. L'acquéreur est assuré qu'il recevra livraison du logement conforme à la description qui en est obligatoirement faite dans le contrat.

Il est assuré de recevoir ce logement dans le délai et pour le prix prévu au contrat faute de quoi le contrat pourra être résolu et l'acquéreur remboursé de ses versements.

Quant au vendeur, il est assuré de n'être tenu de rien d'autre que ce à quoi l'engage le contrat, d'être payé du prix selon les modalités prévues au contrat et, à moins qu'il ne commette un délit de droit commun ou qu'il ne reçoive des fonds avant la signature du contrat, de n'être assigné que devant les tribunaux civils.

Le dispositif du texte peut donc être résumé ainsi : les formes de la vente telles qu'elles s'inscrivent dans le chapitre nouveau du code civil ne sont que de deux ordres seulement. Première formule : la vente à terme, dans laquelle le transfert de propriété s'opère de plein droit par la constatation de l'achèvement de l'immeuble, l'acheteur s'engageant à payer le prix au moment de la livraison. Deuxième formule : la vente en l'état futur d'achèvement, dans laquelle l'acquéreur devient propriétaire du sol et des ouvrages existants lors de la conclusion du contrat et des ouvrages à venir au fur et à mesure de leur exécution ; il en paie le prix à mesure de l'avancement des travaux.

Dans les deux cas, le contrat ne peut toutefois être conclu avant l'achèvement des fondations. Cette disposition élimine les incertitudes relatives au prix des terrains et aux fondations spéciales. Les fondations achevées, le constructeur qualifié doit être capable de déterminer le coût de la construction de l'ouvrage.

Enfin, le contrat de vente doit, à peine de nullité et dans l'un et l'autre cas, revêtir la forme authentique.

Quant aux modalités du prix, dans le cas de vente en l'état futur d'achèvement, les versements de fonds des acquéreurs, effectués au fur et à mesure de l'avancement des travaux et entre les mains du vendeur, contribuent de manière essentielle au financement de l'opération.

Dans la vente à terme, au contraire, le prix n'est dû qu'à l'achèvement de l'immeuble ; mais des dépôts de garantie peuvent être faits, bloqués pour assurer la sécurité de l'acquéreur. Ils peuvent néanmoins permettre au banquier dépositaire d'ouvrir des crédits équivalents au constructeur dans de bonnes conditions.

Dans les deux cas, un contrat préliminaire de réservation peut être conclu ; il donne lieu à un dépôt de garantie indispensable

et insaisissable, qui est restitué si le contrat n'est pas conclu du fait du vendeur ou si le contrat de vente proposé diffère des prévisions du contrat préliminaire.

Quant à la protection de l'acheteur contre les vices de construction, comme M. le rapporteur l'a fort bien souligné, elle est du fait du nouveau texte considérable. Les vices apparents sont, selon la jurisprudence, les vices « ostensibles et que révèle un examen superficiel ». Selon le code civil, le vendeur n'en est pas responsable. Le texte prévoit qu'il en sera désormais tenu pendant un mois après la prise de possession par l'acheteur.

Quant aux vices cachés, le vendeur peut ne pas être tenu dans le droit actuel s'il insère, ce qu'il fait généralement, une clause l'en exonérant. Dorénavant, il en sera tenu pour le gros œuvre pendant dix ans, c'est-à-dire que sa responsabilité rejoint la responsabilité décennale des architectes et des entrepreneurs. Elle permettra, par conséquent, à l'acheteur de se retourner, non plus contre plusieurs entrepreneurs qui se rejettent l'un sur l'autre la responsabilité du vice, mais contre son seul cocontractant, le vendeur, celui-ci pouvant, bien entendu, actionner à son tour l'architecte ou les entrepreneurs.

Quant au vendeur, il sera par ailleurs tenu des vices cachés pour les menus ouvrages pendant une durée de deux ans à compter de la réception des travaux. Il est à noter que, dans le droit actuel, ni le vendeur, ni même l'architecte et l'entrepreneur, ne sont tenus des vices cachés qui se révèlent dans les menus ouvrages et que la jurisprudence ne s'est pas encore fixée.

A tous ces titres, par conséquent, le supplément de sécurité apporté à l'acquéreur est très sensible.

Un des points très importants qui a été soulevé dans le texte actuel a été celui des répercussions qu'il pourrait avoir sur le coût de la construction. Il apparaît, en effet, selon certains, que le coût de la construction pourrait s'en ressentir.

Dans le cas de la vente à terme, le blocage des fonds déposés entraînerait leur stérilisation et obligerait les constructeurs à se procurer d'autres fonds à des coûts élevés.

Dans le cas de la vente en l'état futur d'achèvement, la mise en œuvre des garanties d'achèvement ou de remboursement pourrait coûter très cher.

Nous croyons que ces inquiétudes ne sont pas fondées.

D'une part, en ce qui concerne la vente à terme, le blocage des fonds n'aboutit pas à la stérilisation totale des sommes versées par l'acheteur. Utilisant la technique des intérêts compensés, le banquier pourra consentir au constructeur des prêts pour un montant correspondant à des taux très bas, de l'ordre de 3 p. 100, la garantie résultant par elle-même du procédé de la vente à terme. Ce système est déjà pratiqué par certains établissements ; sa généralisation serait, par conséquent, facile.

Quant au cas de la vente en l'état futur d'achèvement, le coût de la garantie ne saurait être très élevé puisque les banques nous assurent que son taux ne dépasserait pas 2 p. 100.

Ainsi, mesdames, messieurs, le texte proposé substitue la clarté à la confusion, la simplicité à la complexité. Ses articles rendront caduques un nombre important de dispositions fragmentaires et parfois contradictoires actuellement en vigueur.

Dans un système de contrat clair, simple, intelligible pour tous, l'acquéreur est assuré d'être livré d'un logement conforme dans le délai et pour le prix promis. A défaut, il serait intégralement remboursé. Je crois que l'on ne peut pas mieux protéger.

Quant aux constructeurs-vendeurs, si leurs responsabilités vont se trouver accrues, ils y gagneront en efficacité, car dans un cadre juridique qui s'articule parfaitement avec les traditions de notre droit, la profession pourra justifier de ses capacités et témoigner de sa maturité. Si d'aucuns s'avéraient inaptes ou réfractaires aux conversions devenues nécessaires par ce texte, ils s'élimineraient vite d'eux-mêmes pour le plus grand profit de l'intérêt général.

Précédant d'autres textes que le Gouvernement soumettra bientôt au Parlement, la proposition de loi telle qu'elle est amendée par l'Assemblée nationale sur les ventes d'immeubles à construire apporte une première réponse concrète à la longue attente de ceux que concerne l'accession à la propriété d'un logement. (*Applaudissements sur divers bancs à gauche, au centre et à droite.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à la discussion des articles de la proposition de loi.

J'en donne lecture.

[Article 1^{er}.]

M. le président. Art. 1^{er}. — « Il est ajouté au code civil, livre troisième, titre VI, un chapitre III-1 intitulé : « De la vente d'immeubles à construire ou en cours de construction » et comportant les articles suivants :

« Art. 1601-1. — La vente d'un immeuble à construire ou en cours de construction peut revêtir la forme d'une vente à terme ou celle d'une vente en l'état futur d'achèvement.

« Art. 1601-2. — La vente à terme est le contrat par lequel le vendeur s'engage à livrer l'immeuble à son achèvement, l'acheteur s'engage à en prendre livraison et à en payer le prix à la date de livraison. Le transfert de propriété s'opère de plein droit par la constatation de l'achèvement de l'immeuble.

« Toute constitution volontaire de droits réels sur l'immeuble ne peut être faite qu'avec l'accord du vendeur et de l'acheteur.

« Art. 1601-3. — La vente en l'état futur d'achèvement est le contrat par lequel le vendeur transfère immédiatement à l'acquéreur ses droits sur le sol ainsi que la propriété des constructions existantes. Les ouvrages à venir deviennent la propriété de l'acquéreur au fur et à mesure de leur exécution ; l'acquéreur est tenu d'en payer le prix à mesure de l'avancement des travaux.

« Le vendeur conserve les pouvoirs de maître de l'ouvrage jusqu'à la réception des travaux. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

[Articles 2 à 4.]

M. le président. « Art. 2. — Il est ajouté après l'article 1642 du code civil un article 1642-1 ainsi rédigé :

« Art. 1642-1. — Le vendeur d'un immeuble à construire ou en cours de construction est tenu des vices apparents ; il ne peut en être déchargé ni avant la réception des travaux ni avant l'expiration d'un délai d'un mois après la prise de possession par l'acheteur. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Il est ajouté après l'article 1646 du code civil un article 1646-1 ainsi rédigé :

« Art. 1646-1. — Le vendeur d'un immeuble à construire ou en cours de construction est tenu, pendant dix ans, à compter de la réception des travaux, des vices cachés dont les architectes, entrepreneurs et autres personnes liées au maître de l'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage sont eux-mêmes tenus en application des articles 1792 et 2270 du présent code.

« Le vendeur est tenu de garantir les menus ouvrages pendant deux ans à compter de la réception des travaux.

« Ces garanties bénéficient aux propriétaires successifs de l'immeuble.

« Il n'y aura pas lieu à résolution du contrat ou à diminution du prix si le vendeur s'oblige à réparer le vice. » — (Adopté.)

« Art. 4. — Les articles 1779, 1792 et 2270 du code civil sont ainsi modifiés :

« Art. 1779. —

« 3° Celui des architectes, entrepreneurs d'ouvrages et techniciens par suite d'études, devis ou marchés.

« Art. 1792. — Si l'édifice périt en tout ou en partie par le vice de la construction, même par le vice du sol, les architectes, entrepreneurs et autres personnes liées au maître de l'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage en sont responsables pendant dix ans.

« Art. 2270. — Les architectes, entrepreneurs et autres personnes liées au maître de l'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage sont déchargés de la garantie des ouvrages qu'ils ont faits ou dirigés après dix ans s'il s'agit de gros ouvrages, après deux ans pour les menus ouvrages. » — (Adopté.)

[Article 4 bis.]

M. le président. « Art. 4 bis. — Les dispositions des articles 1642-1 et 1646-1 du code civil sont applicables à la vente de tous les locaux compris dans un même immeuble, dès lors que l'un au moins de ces locaux fait l'objet d'une vente régie par les dispositions des articles 1601-2 ou 1601-3 dudit code. »

Par amendement n° 1, M. Pierre de Félice, au nom de la commission de législation, propose de supprimer cet article.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre de Félice, rapporteur. Il est indiqué, dans l'article 4 bis, que les dispositions des articles 1642-1 et 1646-1 du code civil, portant sur les vices apparents et les vices cachés, sont applicables à la vente de tous les locaux compris dans un même immeuble, dès lors que l'un au moins de ces locaux fait l'objet d'une vente régie par les dispositions des articles 1601-2 et 1601-3 dudit code.

Autrement dit, dès qu'un appartement aura fait l'objet soit d'une vente à terme, soit d'une vente en l'état futur d'achèvement, l'ensemble de l'immeuble sera placé dans les conditions posées par les articles nouveaux 1642-1 et 1646-1 du code civil.

La commission ne comprend pas très bien que l'acheteur ferme d'un appartement terminé soit placé dans les conditions spéciales qui sont faites à l'acheteur pour construire et prévues par les articles 1601-2 et 1601-3.

C'est la raison pour laquelle, ne comprenant pas le sens exact et l'opportunité de cet article, la commission en demande la suppression.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Roland Nungesser, secrétaire d'Etat. La commission propose la suppression de cet article, ce dont le Gouvernement n'est pas du tout partisan.

En effet, il apparaît indispensable de maintenir ce texte qui est destiné à donner aux acquéreurs de logements achevés les mêmes garanties en ce qui concerne les vices apparents ou cachés que celles dont bénéficient les acquéreurs à terme ou en l'état futur d'achèvement des autres logements d'un même immeuble.

Tous les acquéreurs de logements d'un même immeuble doivent bénéficier des mêmes garanties, ces garanties devant être fournies par la même personne, en l'occurrence le vendeur ; sinon certains acquéreurs devraient se retourner contre le vendeur — ceux qui auraient acheté à terme — alors que les autres — ceux qui auraient acheté les logements terminés — devraient se retourner contre l'architecte et contre l'entrepreneur, et ce pour les mêmes vices.

C'est pourquoi le Gouvernement insiste pour que la commission veuille bien retirer cet amendement de suppression, car nous prévoyons une uniformisation de traitement de l'ensemble des acquéreurs soit de logements achevés, soit de logements achetés à terme, qui est indispensable dans un même immeuble.

M. Pierre de Félice, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre de Félice, rapporteur. La commission estime en effet qu'il peut y avoir répercussion, même pour l'acquéreur d'un logement achevé, des vices apparents ou cachés qui résultent de la construction faite, pour les autres parties de l'immeuble, sous la forme de vente à terme ou de vente en l'état futur d'achèvement. Par conséquent, il paraît logique de soumettre au même régime tous les acquéreurs dudit immeuble. La commission renonce donc à sa demande de suppression de l'article 4 bis.

M. le président. L'amendement n° 1 est retiré.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 4 bis dans le texte de l'Assemblée nationale.

(L'article 4 bis est adopté.)

[Article 5.]

M. le président. « Art. 5. — Tout contrat ayant pour objet le transfert de propriété d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble à usage d'habitation ou à usage professionnel, et comportant l'obligation pour l'acheteur d'effectuer des versements ou des dépôts de fonds avant l'achèvement de la construction, doit, à peine de nullité, revêtir la forme de l'un des contrats prévus aux articles 1601-2 et 1601-3 du code civil. Il doit, en outre, être conforme aux dispositions des articles 6 à 11 ci-après. » — (Adopté.)

[Article 6.]

M. le président. « Art. 6. — Le contrat prévu à l'article précédent ne peut être conclu avant l'achèvement des fondations de l'immeuble, ni avant l'obtention du ou des prêts destinés au financement de la construction lorsque le vendeur a fait état de tels prêts.

« Il doit être conclu par acte authentique et préciser :

« a) La description de l'immeuble ou de la partie d'immeuble vendu ;

« b) Son prix et les modalités de paiement de celui-ci ;

« c) Le délai de livraison ;

« d) Lorsqu'il revêt la forme prévue à l'article 1601-3 du code civil, la garantie de l'achèvement de l'immeuble ou du remboursement des versements effectués en cas de résolution du contrat avant cet achèvement.

« Il doit également mentionner si le prix est ou non révisable et, dans l'affirmative, les modalités de sa révision.

« Il doit en outre comporter en annexes, ou par référence à des documents déposés chez un notaire, les indications utiles relatives à la consistance et aux caractéristiques techniques de l'immeuble.

« Le règlement de copropriété est remis à chaque acquéreur lors de la signature du contrat ; il doit lui être communiqué préalablement.

« Lorsque les ventes portent sur des immeubles à construire avec le bénéfice d'un prêt spécial du Crédit foncier de France ou du Comptoir des entrepreneurs, le contrat devra comporter en annexe un document établi dans les conditions déterminées par décret et contenant les indications relatives à l'équilibre financier de l'opération, au vu duquel a été prise la décision de prêt.

« L'inobservation des dispositions du présent article entraîne la nullité du contrat. Cette nullité ne peut être invoquée que par l'acquéreur et avant l'achèvement des travaux. »

Je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° 2, présenté par M. Pierre de Félice, au nom de la commission de législation, tend à rédiger comme suit le premier alinéa de cet article :

« Le contrat prévu à l'article précédent ne peut être conclu avant l'achèvement des fondations de l'immeuble. Lorsque le vendeur a fait état de prêts destinés au financement de la construction, le contrat ne peut être conclu, au choix des parties, que sous condition suspensive de l'octroi du prêt ou sous condition résolutoire en cas de refus de celui-ci.

Le second, n° 10, présenté par le Gouvernement, tend à rédiger comme suit le premier alinéa de cet article :

« Le contrat prévu à l'article précédent ne peut être conclu avant l'achèvement des fondations de l'immeuble. Lorsque le vendeur a fait état de prêts destinés au financement de la construction le contrat doit être conclu sous condition résolutoire par le cas de non obtention de ceux-ci. »

Je donne la parole d'abord à M. le rapporteur, puisque le texte qu'il propose s'éloigne le plus du texte de l'Assemblée nationale.

M. Pierre de Félice, rapporteur. Comme je l'ai expliqué voilà un instant, la commission a estimé trop grande, lorsque le vendeur a fait état d'un prêt, l'exigence de l'attente de la réalisation effective de ce prêt. Elle a permis un contrat sous condition suspensive pour attendre l'obtention du prêt ou sous condition résolutoire, si ce prêt n'est pas réalisé.

L'amendement du Gouvernement tend à supprimer les mots « sous condition suspensive de l'octroi du prêt » et à ne maintenir que les mots « sous condition résolutoire en cas de refus de ce prêt ».

Il me semble que la protection est la même et, par conséquent, nous nous rallions au texte déposé par la commission, mais amendé par le Gouvernement, prévoyant seulement la condition résolutoire en cas de refus effectif de ce prêt.

La commission se rallie donc à l'amendement déposé par le Gouvernement.

M. le président. L'amendement n° 2 est retiré par la commission au bénéfice de l'amendement du Gouvernement.

La parole est à M. le secrétaire d'Etat pour défendre l'amendement n° 10.

M. Roland Nungesser, secrétaire d'Etat. A la vérité, il s'agit d'un travail commun puisque l'amendement du Gouvernement intervient en quelque sorte comme un sous-amendement à l'amendement de la commission et ainsi nous sommes bien d'accord sur ce que nous recherchons.

Je voudrais simplement signaler l'existence d'une erreur de frappe dans le texte présenté par le Gouvernement. Il faut lire : « ... lorsque le vendeur a fait état de prêts... » — et non des prêts — « ... destinés au financement de la construction... »

Sous cette réserve, le Gouvernement propose au Sénat d'adopter l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 10.

(L'amendement n° 10 est adopté.)

M. le président. Le premier alinéa est donc ainsi rédigé.

Les alinéas suivants qui précèdent l'avant-dernier ne semblent pas contestés.

Je les mets aux voix.

(Ces textes sont adoptés.)

M. le président. Par amendement n° 3, M. de Félice, au nom de la commission de législation, propose, à la fin de l'avant-dernier alinéa de cet article, de supprimer les mots suivants :

« ... au vu duquel a été prise la décision de prêt. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre de Félice, rapporteur. L'avant-dernier alinéa de cet article 6 vise le cas spécial où des prêts ont été accordés par le crédit foncier de France ou le comptoir des Entrepreneurs.

Nous demandons la suppression du dernier membre de phrase : « au vu duquel a été prise la décision de prêt » parce qu'il se trouverait en contradiction avec les dispositions actuelles de l'alinéa 1^{er} de l'article 6 puisqu'on n'attend pas la décision du prêt pour la signature du contrat de vente. Par conséquent, si nous maintenons les mots « ... au vu duquel a été prise la décision de prêt », nous serions en contradiction avec ce que nous venons de décider à l'instant.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Roland Nungesser, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement ayant accepté, bien entendu, l'amendement à l'alinéa 1^{er} se doit d'accepter, pour les raisons de logique que vient d'évoquer M. le rapporteur, l'amendement qui est maintenant soumis au Sénat.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 3.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je mets aux voix l'avant-dernier alinéa de l'article 6, ainsi modifié.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 4, M. Pierre de Félice, au nom de la commission de législation, propose, à la fin du dernier alinéa de l'article 6, de remplacer les mots : « ... l'achèvement des travaux », par les mots : « ... la perception du prix ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre de Félice, rapporteur. Cette modification au dernier alinéa nous paraissait justifiée par le règlement du prix et des modalités de paiement de celui-ci. Il est indiqué que le contrat de vente doit comprendre, à l'alinéa b, le prix et les modalités de paiement de celui-ci. Par conséquent, nous pensons qu'il faut maintenir la possibilité des revendications jusqu'au paiement du prix, moment où l'acquéreur peut s'apercevoir que n'est pas justifié le prix qu'on lui demande. L'alinéa

dernier stipule : « L'inobservation des dispositions du présent article entraîne la nullité du contrat. Cette nullité ne peut être invoquée que par l'acquéreur et avant la perception du prix. »

La commission précise l'expression « avant la perception du prix ». Evidemment, les dispositions de l'article 6 visent les vices formels du contrat et peut-être les exigences de la commission dépassent-elles, en l'occurrence, la nécessité, puisque c'est du contrat lui-même intrinsèquement, que la nullité doit être demandée. L'exécution peut toujours être l'objet de revendications après l'achèvement du contrat ou après la perception du prix.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Roland Nungesser, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement comprend les préoccupations en la matière de la commission, mais l'adoption de l'amendement proposé aurait pour inconvénient, dans le cas de vente à l'état futur d'achèvement, comme le prix est versé par le vendeur au fur et à mesure de l'avancement des travaux, de priver l'acquéreur de la possibilité de faire jouer la clause de nullité.

Etant donné que c'est une des formes de contrat proposées, il apparaît indispensable de rejeter cet amendement.

M. Pierre de Félice, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre de Félice, rapporteur. Dans les deux cas, l'achèvement des travaux, c'est l'achèvement définitif. Il est exact, en effet, que, dans la vente en l'état futur d'achèvement, le paiement est progressif. Si vous entendez par « l'achèvement des travaux », « l'achèvement complet », je renoncerai à mon amendement.

Est-ce bien là votre interprétation ?

M. Roland Nungesser, secrétaire d'Etat. Oui, monsieur le rapporteur.

M. Pierre de Félice, rapporteur. Je retire donc mon amendement.

M. le président. L'amendement n° 4 est retiré.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le dernier alinéa.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je mets aux voix l'article 6 modifié par les amendements 10 et 3.

(L'article 6, ainsi modifié, est adopté.)

[Article 7.]

M. le président. « Art. 7. — Dans le cas de vente en l'état futur d'achèvement, le vendeur ne peut exiger ni accepter aucun versement, aucun dépôt, aucune souscription ou acceptation d'effets de commerce avant la signature du contrat, ni avant la date à laquelle la créance est exigible.

« Le contrat de vente à terme peut seulement stipuler que des dépôts de garantie seront faits, à mesure de l'avancement des travaux, à un compte spécial ouvert au nom de l'acquéreur par un organisme habilité à cet effet. Les fonds ainsi déposés sont incessibles et insaisissables dans la limite des sommes dues par l'acheteur, sauf pour le paiement du prix. »
— (Adopté.)

[Article 8.]

M. le président. « Art. 8. — Nonobstant toutes stipulations contraires, les clauses de résolution de plein droit concernant les obligations de versement ou de dépôt prévues aux articles 5, 6 et 7 ci-dessus ne produisent effet qu'un mois après la date de la sommation ou du commandement de payer demeuré infructueux.

« Les effets des clauses de résolution de plein droit sont suspendus pendant le cours des délais octroyés dans les conditions prévues à l'article 1244 du code civil. Ces clauses sont réputées n'avoir jamais joué si le débiteur se libère dans les conditions déterminées par le juge. »

Par amendement n° 5, M. Pierre de Félice, au nom de la commission de législation, propose d'insérer entre les deux alinéas de cet article un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Un délai peut être demandé pendant le mois ainsi imparti, conformément à l'article 1244 du code civil. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre de Félice, rapporteur. Il s'agit des clauses de résolution qui peuvent agir contre l'acheteur qui ne fait pas les versements et les dépôts de garantie prévus dans la convention qu'il a passée.

Cet article dispose que ces clauses de résolution de plein droit joueront après sommation ou commandement de payer resté infructueux pendant un mois.

Le texte proposé immédiatement après est le suivant : « Les effets des clauses de résolution de plein droit sont suspendus pendant le cours des délais octroyés dans les conditions prévues à l'article 1244 du code civil. Ces clauses sont réputées n'avoir jamais joué si le débiteur se libère dans les conditions déterminées par le juge. »

On pouvait en induire qu'une fois la clause résolutoire acquise le juge pouvait encore la suspendre. Aussi la commission a-t-elle pensé qu'il fallait bien préciser que le juge n'avait de pouvoir qu'au cours du délai d'un mois qui s'écoule entre la sommation et la constatation du caractère infructueux de cette sommation. En effet, la clause résolutoire de plein droit n'est pas encore acquise ; le juge peut alors la suspendre.

C'est pourquoi nous avons demandé l'insertion de cette disposition supplémentaire entre le premier et le second alinéa.

On me répondra peut-être que c'est le droit commun. Même si c'est le cas, j'estime qu'il doit être précisé dans une matière aussi délicate que celle-ci.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Roland Nungesser, secrétaire d'Etat. M. le rapporteur vient d'évoquer le droit commun. En matière de loyers d'habitation comme en matière de baux commerciaux, les textes prévoient des dispositions identiques à celles qui ont été adoptées par l'Assemblée nationale pour l'article 8. Or, ces dispositions ont toujours été interprétées par la cour de cassation en ce sens que le locataire — dans notre texte l'acquéreur — pouvait saisir le juge dans un délai qui lui était imparti par le commandement pour obtenir des délais supplémentaires. Si le juge est saisi dans le délai d'un mois, la résolution peut être écartée par une décision expresse. Dans le cas contraire, elle produit tous ses effets.

L'amendement n'ajoutera rien au texte voté par l'Assemblée nationale. Si toutefois la commission y tient, le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

M. le président. Monsieur le rapporteur, maintenez-vous votre amendement ?

M. Pierre de Félice, rapporteur. Oui, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets l'amendement aux voix.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Un nouvel alinéa est donc inséré entre les deux alinéas du texte de l'Assemblée nationale.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 8, modifié par l'amendement n° 5.

(L'article 8, ainsi modifié, est adopté.)

[Article 9.]

M. le président. « Art. 9. — Le contrat ne peut stipuler, en cas de résolution, le paiement par la partie à laquelle elle est imputable, d'une indemnité supérieure à 10 p. 100 du prix.

« Toutefois, les parties conservent la faculté de demander la réparation du préjudice effectivement subi. »

Par amendement n° 6, M. Pierre de Félice, au nom de la commission de législation, propose de rédiger comme suit le début du premier alinéa de cet article :

« Le contrat ne peut stipuler forfaitairement... » (Le reste sans changement.)

La parole est M. le rapporteur.

M. Pierre de Félice, rapporteur. La commission de législation a été frappée d'une contradiction entre les deux parties de texte de l'article 9. Le premier alinéa dispose ceci :

« Le contrat ne peut stipuler, en cas de résolution, le paiement par la partie à laquelle elle est imputable, d'une indemnité supérieure à 10 p. 100 du prix », et le deuxième alinéa : « Toutefois, les parties conservent la faculté de demander la réparation du préjudice effectivement subi. »

Par conséquent, d'un côté on fixe un plafond, et de l'autre on indique que l'on peut aller au-dessus à condition de démontrer le préjudice subi.

Il nous paraît assez contradictoire que ces deux alinéas puissent être maintenus en l'état. C'est pourquoi, pour leur donner quelque clarté, nous avons ajouté : « Le contrat ne peut stipuler forfaitairement... », le reste sans changement. Ainsi, si le forfait n'est pas accepté par l'acquéreur, il demandera la réparation du préjudice complet.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Roland Nungesser, secrétaire d'Etat. L'observation de la commission me paraît judicieuse et le Gouvernement accepte volontiers cet amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'amendement n° 6, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, le premier alinéa est ainsi modifié.

Le deuxième alinéa ne me semble pas contesté.

Je le mets aux voix.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 9 modifié par l'amendement n° 6.

(L'article 9, ainsi modifié, est adopté.)

[Articles 10 à 12.]

M. le président. « Art. 10. — La vente prévue à l'article 5 ci-dessus peut être précédée d'un contrat préliminaire par lequel, en contrepartie d'un dépôt de garantie effectué à un compte spécial, le vendeur s'engage à réserver à un acheteur un immeuble ou une partie d'immeuble.

« Ce contrat doit comporter les indications essentielles relatives à la consistance de l'immeuble, à la qualité de la construction et aux délais d'exécution des travaux ainsi qu'à la consistance, à la situation et au prix du local réservé.

« Les fonds déposés en garantie sont indisponibles, incessibles et insaisissables jusqu'à la conclusion du contrat de vente. Ils sont restitués, dans le délai de trois mois, au déposant si le contrat n'est pas conclu du fait du vendeur ou si le contrat proposé fait apparaître une différence anormale par rapport aux prévisions du contrat préliminaire.

« Est nulle toute autre promesse d'achat ou de vente. » — *(Adopté.)*

« Art. 11. — Toute clause contraire aux dispositions des articles 6 à 10 ci-dessus et à celles des articles 1642-1 et 1646-1 du code civil est réputée non écrite. » — *(Adopté.)*

« Art. 12. — Toute personne qui aura exigé ou accepté un versement en violation des dispositions des articles 7 et 10 de la présente loi sera punie d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 2.000 à 40.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement. » — *(Adopté.)*

[Article 12 bis.]

M. le président. « Art. 12 bis. — Toute personne qui, ayant reçu ou accepté un ou plusieurs versements, dépôts, souscription d'effets de commerce, en vue d'une vente soumise aux dispositions de la présente loi, aura détourné tout ou partie de ces sommes de son objet, sera punie des peines prévues à l'article 408 du code pénal. »

Je suis saisi de deux amendements.

Le premier, n° 7, présenté par M. Pierre de Félice, au nom de la commission de législation, tend à remplacer les mots : « en vue » par les mots : « à l'occasion ».

Le second, n° 8, présenté par M. Pierre de Félice, au nom de la même commission tend à supprimer après les mots : « ... de ces sommes » les mots : « de son objet ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre de Félice, rapporteur. Concernant l'amendement n° 7, la commission a pensé que les mots « en vue » étaient restrictifs et « qu'à l'occasion » d'une vente englobait ce qui pouvait être fait avant et postérieurement au contrat. C'est pourquoi ces mots nous paraissent d'une acception plus large comme le désire la commission.

Par l'amendement n° 8, la commission désire supprimer le membre de phrase « de son objet ». Elle pense que lorsque l'on détourne quelque chose c'est que l'on ne réalise pas l'objet pour lequel elle avait été prévue. Ce style nous paraît meilleur, même dans un texte de loi.

M. le président. Surtout dans un texte de loi !

Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Roland Nungesser, secrétaire d'Etat. Sur le premier amendement, le Gouvernement pense qu'en effet l'interprétation donnée par la commission est conforme aux objectifs suivis par le Gouvernement. Dans ces conditions, il s'y rallie volontiers.

Sur l'amendement n° 8, s'agissant d'une meilleure rédaction, le Gouvernement ne peut aussi que se rallier à l'avis de la commission.

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur l'amendement n° 7?...

Je le mets aux voix.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole sur l'amendement n° 8?...

Je le mets aux voix.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole sur l'article 12 bis, modifié par les amendements qui viennent d'être adoptés?...

Je le mets aux voix.

(L'article 12 bis, ainsi modifié, est adopté.)

[Articles 12 ter et 13.]

M. le président. « Art. 12 ter. — Ne peuvent procéder habituellement, à titre quelconque, directement ou par personne interposée, pour leur compte ou pour celui d'autrui, aux opérations soumises aux dispositions de la présente loi, les personnes condamnées en application de ladite loi, ainsi que celles auxquelles, en application de l'article 60 de la loi n° 57-908 du 7 août 1957, il est interdit de procéder aux opérations visées au décret n° 54-1123 du 10 novembre 1954 ». — *(Adopté.)*

« Art. 13. — L'article 1^{er} du décret n° 54-1123 du 10 novembre 1954 (titre I^{er}) est modifié comme suit :

« Art. 1^{er}. — Tout contrat par lequel une personne physique ou morale s'engage, en une autre qualité que celle de vendeur, à construire ou à procurer un immeuble ou une partie d'immeuble à usage principal d'habitation, est soumis aux dispositions du présent titre si cette personne intervient ou est intervenue, comme mandataire ou gérant d'affaires ou selon toute autre modalité, de droit ou de fait, directement ou par personne interposée, en vue de l'obtention d'un prêt spécial à la construction du crédit foncier ou du comptoir des entrepreneurs, en application de l'article 266 du code de l'urbanisme et de l'habitation ou par une société de crédit immobilier visée au chapitre II, livre II, dudit code et destiné à la construction de cet immeuble ou partie d'immeuble ». — *(Adopté.)*

[Article 14.]

M. le président. « Art. 14. — Les infractions réprimées par l'article 59 de la loi n° 57-908 du 7 août 1957 et commises par un vendeur antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi continuent à être constatées, poursuivies et réprimées conformément aux dispositions des textes qui leur étaient applicables au moment où elles ont été commises.

Sur le texte même de l'article, personne ne demande la parole?...

Je le mets aux voix.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 9, M. Courroy propose de compléter cet article *in fine* par les mots suivants :

« ... dès lors que du fait de ses détournements les immeubles ou parties d'immeubles vendus, n'auraient pu être mis à la disposition des acquéreurs, ou qu'auraient été exigées ou obtenues de ceux-ci des sommes supérieures aux prix contractuellement prévus. »

La parole est à M. Courroy.

M. Louis Courroy. Les débats, ainsi que les interventions de M. le garde des sceaux à l'Assemblée nationale et ici ce soir, établissent que le texte actuellement soumis à l'examen du Sénat a pour but d'assurer la protection d'acquéreurs d'appartements ou de pavillons individuels par la détermination claire et sans équivoque de l'étendue de leurs droits et obligations dans les matières de la vente en état futur d'achèvement ou de la vente à terme.

Aux termes du projet dont nous débattons, celui qui achète un pavillon ou un appartement à construire ou en construction dans le cadre de l'un ou l'autre de ces contrats qui seront désormais régis par le nouveau texte bénéficiera d'une protection exactement définie tant en ce qui concerne la détermination du prix convenu que la garantie des vices apparents ou cachés.

Il est apparu que cette garantie indispensable, clairement définie désormais, mettant un terme aux équivoques et aux incertitudes du passé, ne pouvait être écartée — dès lors que certaines conditions sont remplies — pour les contrats antérieurement intervenus et qui sont en cours d'exécution.

C'est dans cette vue que l'article 15 a été adopté par l'Assemblée nationale et qu'il le sera sans doute par le Sénat.

Dans le même esprit, il serait contraire aux principes fondamentaux de notre droit, selon lesquels des textes nouveaux doivent s'appliquer immédiatement quand ils apportent une solution plus équitable à des difficultés existantes, de prétendre maintenir la qualification qui a pu leur être donnée à des faits qui n'ont pu être taxés d'infractions qu'en raison des incertitudes de sens et de portée de textes antérieurs. Vous avez parlé, je crois, de jurisprudence qui n'était pas très précise et vous avez même employé les mots de « vide juridique ».

L'amendement que j'ai déposé à l'article 14 tend à formuler une distinction entre des faits qui constituent des infractions de droit commun — j'ai spécifié que mon amendement ne revêt pas une forme dangereuse qui pourrait ouvrir une discussion ou des procès — cet amendement, dis-je, tend à formuler une distinction entre des faits qui constituent des infractions de droit commun, dont les auteurs doivent continuer à être poursuivis, et des faits qui n'ont pu être considérés comme des infractions qu'en raison de l'incertitude, à laquelle il est très justement mis fin, sur le sens et la portée qu'avaient les textes antérieurs.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Pierre de Félice, rapporteur. Il m'est difficile, monsieur le président, de donner l'avis de la commission puisqu'elle n'a pas eu l'occasion de délibérer sur cet amendement de M. Courroy. Je le remercie des explications qu'il vient de nous donner, mais, pour autant que je puisse interpréter l'avis éventuel de la commission, je dirai que celle-ci n'est pas favorable à cet amendement, parce qu'elle est décidée à une répression aussi ferme que possible des infractions. Or l'amendement trace deux conditions pour que l'infraction puisse être réprimée, conditions qui ne sont pas à l'article 14.

Il faudrait que, du fait de ces détournements, les immeubles ou parties d'immeubles vendus, n'aient pu être mis à la disposition des acquéreurs, c'est-à-dire que la livraison couvrirait l'infraction, ou encore qu'aient été exigées ou obtenues de ceux-ci des sommes supérieures au prix contractuellement prévu. Il faudrait donc un dépassement du prix pour que l'infraction ne soit pas couverte.

Je crois interpréter la pensée de la commission en disant que la réalisation ne peut pas couvrir l'infraction et c'est pour cette raison que la commission me semble devoir être hostile à cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Roland Nungesser, secrétaire d'Etat. Si M. le rapporteur, par prudence, a dit qu'il croyait interpréter la pensée de la commission, je puis lui donner l'assurance qu'il a interprété parfaitement la pensée du Gouvernement, car nous partageons les mêmes préoccupations sur ce point. Il faut le noter, mais cette coopération est aujourd'hui très suivie.

L'amendement tel qu'il est rédigé paraît en contradiction avec son exposé des motifs. Il est plus restrictif que cet exposé tend à l'indiquer.

En effet, comme l'a souligné M. le rapporteur, il tendrait à supprimer toute sanction pénale en cas d'infraction commise avant l'entrée en vigueur de la loi, dans tous les cas où l'appartement a été livré à l'acheteur, même si le prix n'a pas été respecté et, dans le cas où le prix ayant été respecté, l'appartement n'est pas conforme à ce qui a été prévu.

Le Gouvernement pense donc comme M. le rapporteur que cet amendement ne peut pas être accepté.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ? ...

M. Louis Courroy. Devant tant d'hostilité, je ne puis que m'incliner. Je voudrais cependant dire à M. le secrétaire d'Etat que si j'ai volontairement mis quelques restrictions dans l'exposé de cet amendement, je n'ai pas du tout voulu agir en fonction de certains procès qui peuvent être encore en cours ; j'ai simplement voulu tenir compte des deux choses qui paraissent indispensables : la livraison des appartements et le respect du prix. Cela dit, je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.

Personne ne demande plus la parole ? ...

L'article 14 demeure adopté dans le texte de l'Assemblée nationale.

[Articles 15 et 16.]

M. le président. « Art. 15. — Les dispositions de la présente loi seront applicables aux contrats conclus à compter du premier jour du sixième mois suivant celui de sa publication.

« Celles des articles 1642-1 et 1646-1 du code civil sont, nonobstant toute stipulation contraire, applicables aux contrats en cours d'exécution lors de cette entrée en vigueur. » — (Adopté.)

« Art. 16. — Un décret en conseil d'Etat fixera en tant que de besoin les modalités d'application de la présente loi et notamment les conditions dans lesquelles les personnes tenues à garantie pour les vices des ouvrages qu'elles ont faits ou dirigés devront se garantir elles-mêmes contre les conséquences pécuniaires qui peuvent en résulter. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

(La proposition de loi est adoptée.)

— 8 —

STATUT DE LA COPROPRIETE DES IMMEUBLES BATIS

Discussion d'une proposition de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 22 et à abroger l'article 46 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis. [N° 117 et 164 (1966-1967).]

Dans la discussion générale la parole est à M. le rapporteur de la commission de législation.

M. Pierre de Félice, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Mes chers collègues, la loi du 10 juillet 1965 a créé un statut de la copropriété des immeubles bâtis. A cette loi, la proposition qui vous est soumise apporte deux modifications. La première, c'est de supprimer un article 46 dont l'application s'est révélée contraire à la fois à la liberté des transactions immobilières et à la volonté réelle du Gouvernement. L'autre consiste à réformer l'article 22 relatif aux décisions qui sont à prendre par la communauté des copropriétaires. Ce sont ces deux modifications que je voudrais très rapidement vous exposer avant de vous demander d'adopter sans changement le texte qui a été voté par l'Assemblée nationale.

L'article 46 de la loi du 10 juillet 1965 a décidé que tout transfert ultérieur à cette loi devait être fait avec remplacement du règlement intérieur de la copropriété par le nouveau statut de la copropriété établi par cette loi. Autrement dit, pour qu'une vente soit régulière, il fallait qu'un immeuble en copropriété soit vendu, après remplacement du règlement intérieur de la copropriété par les stipulations particulières de la nouvelle loi. En fait, tout en gênant les transactions, le système ne présente aucune garantie particulière parce que, en tout état de cause, les parties peuvent se référer à la nouvelle loi et demander l'annu-

lation des stipulations du règlement intérieur qui seraient contraires à cette loi. Le texte propose donc, d'une part, pour l'avenir, l'abrogation de l'article 46 et, pour le passé, la validation définitive des ventes qui ont été passées sans observer cet article 46 dont l'abrogation est demandée.

A cette proposition initiale, la commission des lois de l'Assemblée nationale a ajouté deux idées nouvelles touchant toujours l'article 22 de la loi du 10 juillet 1965.

Le premier sujet de ses préoccupations concerne le cas où un copropriétaire est majoritaire au sein de la copropriété. Comme vous le savez, chaque copropriétaire dispose d'un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède dans les parties communes de l'ensemble de la copropriété.

Or, si un copropriétaire détient la majorité des parts, il a, par définition, la libre disposition de l'ensemble de l'immeuble. Il en devient seigneur et maître. Il fallait remédier à cette situation. On pouvait donner un droit personnel à chaque copropriétaire, mais cela aurait pu amener des coalitions insolites qui auraient été tout aussi néfastes à l'immeuble. Dans ces conditions, la proposition de loi qui vous est soumise demande de limiter les droits du copropriétaire, à lui seul majoritaire, à l'importance des voix qu'ont les autres propriétaires qui sont, eux, dans la minorité. Ce système a évidemment un défaut : c'est que si le copropriétaire majoritaire reste en totale opposition avec la totalité du groupe inverse, il n'y aura aucune décision prise. Mais il y a aussi un avantage, c'est que le copropriétaire majoritaire, qui était seigneur et maître de l'immeuble, devra, pour faire prévaloir ses décisions, avoir au moins une voix du groupe adverse des copropriétaires qui sont minoritaires. Tel est le premier point.

Le second point, visé à l'article 22 également, est relatif à un ensemble immobilier géré par un syndicat principal, mais qui, se composant d'immeubles particuliers, se trouve avoir pour ses immeubles un syndicat secondaire. Dans la législation de l'article 22, il était décidé qu'on pouvait déléguer un mandat à un copropriétaire, mais que la délégation ne pourrait dépasser trois mandats. Il en résultait que dans un ensemble immobilier important, il était non seulement impossible d'avoir suffisamment de représentants pour assurer le quorum, mais qu'il était parfois difficile d'avoir un local susceptible de les contenir, puisque chaque copropriétaire ne pouvait être porteur de plus de trois mandats. La proposition de loi qui vous est soumise déclare que dans ce cas particulier d'un ensemble d'immeubles avec syndicat secondaire, il n'y aura plus de limitation dans la délégation des pouvoirs ; on pourra déléguer plus de trois mandats à condition que le mandataire soit le représentant du syndicat particulier auquel il appartient.

Ces deux réformes nous sont apparues de bon sens. L'Assemblée nationale les a adoptées dans sa séance du 13 décembre dernier. Votre commission vous demande de les voter également. (*Applaudissements.*)

— 9 —

ELECTION DE MEMBRES DE COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin pour l'élection de sept membres titulaires de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'organismes de recherche :

Nombre des votants 39
Suffrages exprimés 39

Majorité absolue des suffrages exprimés 20

Ont obtenu :

MM. Jean Bertaud 39 voix.
Michel Chauty —
Henri Claireaux —
Louis Gros —
Maurice Lalloy —
Henri Longchambon —
Maurice Vérillon —

Nos collègues, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, sont proclamés membres titulaires de cette commission mixte paritaire.

Voici le résultat du dépouillement du scrutin pour l'élection de sept membres suppléants de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'organismes de recherche :

Nombre des votants 39
Suffrages exprimés 39

Majorité absolue des suffrages exprimés 20

Ont obtenu :

MM. Emile Aubert 39 voix
Jean-Marie Bouloux —
Amédée Bouquerel —
Jean Fleury —
Marcel Lebreton —
Marc Pauzet —
Maurice Sambron —

Nos collègues, ayant obtenu la majorité des suffrages exprimés, sont proclamés membres suppléants de cette commission mixte paritaire.

Voici le résultat du dépouillement du scrutin pour l'élection de sept membres titulaires de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques :

Nombre des votants 39
Suffrages exprimés 39

Majorité absolue des suffrages exprimés 20

Ont obtenu :

MM. Jean de Bagneux 39 voix.
M^{me} Suzanne Crémieux —
MM. Louis Gros —
Georges Lamousse —
Marcel Molle —
Jean Noury —
Joseph Raybaud —

Nos collègues, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, sont proclamés membres titulaires de cette commission mixte paritaire.

Voici le résultat du dépouillement du scrutin pour l'élection de sept membres suppléants de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques :

Nombre des votants 39
Suffrages exprimés 39

Majorité absolue des suffrages exprimés 20

Ont obtenu :

MM. Adolphe Chauvin 39 voix.
André Diligent —
Charles Durand —
Jacques Rastoin —
Georges Rougeron —
Pierre Roy —
Maurice Vérillon —

Nos collègues, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, sont proclamés membres suppléants de cette commission mixte paritaire.

— 10 —

STATUT DE LA COPROPRIETE DES IMMEUBLES BATIS

Suite de la discussion et adoption d'une proposition de loi.

M. le président. Nous reprenons la discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 22 et à abroger l'article 46 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis. [N° 117 et 184 (1966-1967).]

Le rapporteur de la commission de législation a présenté la proposition de loi et la parole est maintenant à M. le secrétaire d'Etat au logement.

M. Roland Nungesser, secrétaire d'Etat au logement. Après le rapport de M. de Félice, il n'y a que peu de choses à ajouter et je ne ferais que des redites si je commentais le texte qui vous est soumis. Je me bornerai à indiquer que l'avantage des dispositions de cette proposition est de faire apparaître dans deux alinéas différents de l'article 22 de la loi du 10 juillet 1965, d'une part, les principes relatifs au nombre de voix dont les copropriétaires disposent aux assemblées et, d'autre part, les principes relatifs à la représentation des copropriétaires aux assemblées qui jusqu'alors provoquaient souvent des confusions.

Il s'agit d'une simple remarque sur un avantage de forme, à ajouter aux propos de M. de Félice sur le fond même du texte.

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale?...

La discussion générale est close.

Nous passons à la discussion des articles de la proposition de loi.

J'en donne lecture.

« Art. 1^{er}. — L'article 46 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis est abrogé. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — L'inobservation, antérieurement à leur abrogation, des dispositions de l'article 46 de la loi susvisée du 10 juillet 1965, n'affecte pas la validité des actes translatifs de propriété passés avant l'entrée en vigueur de la présente loi. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Le deuxième alinéa de l'article 22 de la loi du 10 juillet 1965 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Chaque copropriétaire dispose d'un nombre de voix correspondant à sa quote-part dans les parties communes. Toutefois, lorsqu'un copropriétaire possède une quote-part des parties communes supérieure à la moitié, le nombre de voix dont il dispose est réduit à la somme des voix des autres copropriétaires.

« Tout copropriétaire peut déléguer son droit de vote à un mandataire. Chaque mandataire ne peut recevoir plus de trois délégations de vote, à moins qu'il ne participe à l'assemblée générale d'un syndicat principal et que tous ses mandants appartiennent à un même syndicat secondaire. » — (Adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

(La proposition de loi est adoptée.)

— 11 —

LIGNE EXPERIMENTALE D'AEROTRAINS

Adoption d'un projet de loi déclaré d'urgence.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, tendant à accélérer la mise en œuvre des travaux nécessaires à la construction de la première ligne expérimentale de véhicules guidés sur coussins d'air (aérotrains). [N°s 141 et 156 (1966-1967)].

Dans la discussion générale la parole est à M. le rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan.

M. Michel Chauty, rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan. Monsieur le président, mes chers collègues, j'ai l'honneur de vous présenter l'avis de la commission des affaires économiques et du Plan sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence tendant à accélérer la mise en œuvre des travaux nécessaires à la construction de la première ligne expérimentale de véhicules guidés sur coussins d'air appelés en France aérotrains.

Si votre commission des affaires économiques et du Plan a demandé d'être saisie de ce projet de loi qui avait été présenté à nos collègues de l'Assemblée nationale par la commission des lois, c'est en raison du fait que ce texte, émanant d'ailleurs du ministre de l'équipement, a pour objet essentiel non l'élaboration de nouvelles règles d'expropriation, mais la décision d'entreprendre une expérience d'exploitation en vraie grandeur de l'aérotrain.

Peut-être serait-il utile, avant d'aller plus loin, de vous rappeler ce qu'est l'aérotrain. Vous être au courant des progrès techniques constatés depuis une vingtaine d'années sur les véhicules connus à l'étranger sous le nom d'*overcraft*.

En France, l'ingénieur J. Bertin a poursuivi une série de travaux et le Gouvernement a retenu un projet d'aérotrain valable pour des développements ultérieurs. C'est un véhicule sustenté sur coussins d'air qui se propulse par traction soit à moteur classique, soit à moteur à réaction ; il est guidé dans sa progression par un rail en béton. Des essais ont eu lieu à l'échelle de la demi-grandeur sur une section de 6,500 kilomètres de l'ancienne ligne de Massy-Palaiseau à Chartres, près de Gometz-le-Châtel, de juin 1965 à novembre 1966. Sur cette voie expérimentale, des vitesses maximales de l'ordre de 280 kilomètres à l'heure ont été atteintes.

Mais il se révèle maintenant nécessaire de disposer d'un laboratoire en vraie grandeur pour procéder à des essais à grandeur réelle et également à des essais pouvant permettre de mettre au point les servitudes générales de l'engin. Une section de 20 à 30 kilomètres, incorporable éventuellement dans une liaison définitive, qui pourrait être Paris—Orléans, a été retenue pour monter ce laboratoire en vraie grandeur.

Nous vous signalons que les dépenses envisagées pour cette opération d'importance atteindront 30 millions de francs, dont 15 seront supportés par le budget de la direction générale de la recherche scientifique et technique rattachée au service du Premier ministre, les 15 autres étant fournis par le fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire.

A titre de documentation, le coût de construction de la voie, voie unique pour l'instant, se situe entre 1 million et 1.500.000 francs par kilomètre. Nous atteignons donc la phase expérimentale à la fin de laquelle les conclusions seront tirées qui permettront de dire : l'aérotrain est exploitable commercialement et, pour ce faire, il faut adopter telles solutions techniques bien déterminées.

Ce véhicule en grandeur réelle devrait avoir une longueur d'une vingtaine de mètres, une largeur de quatre mètres environ et transporter une centaine de passagers à une vitesse moyenne de 400 kilomètres à l'heure.

L'intérêt de cette ligne, si elle peut être établie, ou d'une ligne quelconque, c'est de transporter du cœur d'une ville au cœur d'une autre ville cent passagers à une vitesse semblable à celle d'Air-Inter sur les lignes intérieures. Donc sur un trajet déterminé, par exemple Nantes—Paris, qui dure exactement trois heures de la gare de Nantes au Sénat, pratiquement une heure et demie serait gagnée, c'est-à-dire le temps du trajet de la gare de Nantes à l'aérodrome et de l'aérodrome de Paris au centre de la ville.

Vous voyez tout de suite l'intérêt de cette opération pour l'aménagement du territoire. Un maillage desservant le bassin parisien — c'est à cette échelle et non à celui de la région parisienne qu'il doit être conçu — peut être entrepris ; on peut également prévoir des liaisons entre métropoles d'équilibre ; on peut prévoir des liaisons entre une métropole d'équilibre et une métropole régionale ; on peut également prévoir des liaisons à l'intérieur de métropoles bi-polaires, par exemple Nantes—Saint-Nazaire, Metz—Nancy, Lyon—Saint-Etienne, Aix—Marseille ; dans le cadre des métropoles régionales, l'on pourrait concevoir des liaisons métropoles régionales—métropoles d'équilibre, par exemple une ligne Metz—Nancy—Strasbourg, une autre Strasbourg—Mulhouse, distances à la rigueur acceptables.

Il s'agit donc de desservir deux pôles importants qui peuvent donner un courant de clients suffisamment constant pour alimenter la ligne et de tenir compte des distances minima qui sont nécessaires.

Pour passer aux essais, il est absolument nécessaire de trouver un terrain pour étudier l'opération en vraie grandeur car elle n'a été menée qu'en demi-grandeur, sur 6,500 mètres en région plate ; il faudra donc procéder à des études pour des régions au relief plus mouvementé car l'on ne voit pas très bien un tel projectile — c'est bien le cas ! — se promener sur un rail à 400 kilomètres à l'heure en suivant les ondulations du terrain. Beaucoup de conditions techniques doivent donc être mises au point.

Vous en savez suffisamment sur les conditions du fonctionnement de cet aérotrain et ses possibilités pour que nous passions maintenant à l'étude du projet.

Le Gouvernement, par ce projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, nous propose en deux articles d'établir une procédure spéciale d'extrême urgence.

L'article premier stipule : « Jusqu'au 31 décembre 1970, la procédure prévue à l'article 58 modifié de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique, pourra être appliquée en vue de la prise de possession immédiate par l'Etat de tous immeubles, bâtis ou non bâtis, dont l'utilisation est nécessaire à la construction de la première ligne expérimentale de véhicules guidés sur coussins d'air (aérotrains). »

Que stipule cet article 58 modifié de l'ordonnance du 23 octobre 1958 ? « Lorsque l'extrême urgence » — il s'agit d'un cas bien précis — « rend nécessaire l'exécution immédiate de travaux intéressant la défense nationale dont l'utilité publique a été ou est régulièrement déclarée, l'autorisation de prendre possession de propriétés privées peut, sous réserve des dispositions de l'article 2 de la loi du 29 décembre 1892 relative aux propriétés non soumises à l'occupation temporaire, être donnée à l'administration maître de l'ouvrage par un décret rendu sur avis conforme du Conseil d'Etat.

« L'administration soumet au conseil un projet motivé accompagné d'un plan indiquant les communes où sont situés les terrains qu'elle se propose d'occuper et la description générale des ouvrages projetés.

« Dans les vingt-quatre heures de la réception du décret, le préfet prend les arrêtés nécessaires, comme il est dit aux articles 1^{er} et 3 de la loi du 29 décembre 1892. Les agents de l'administration peuvent alors pénétrer dans les propriétés privées en se conformant à la procédure des articles 1^{er}, 4, 5 et 7 de même loi. Si la demande en est présentée par les propriétaires ou les autres intéressés, l'administration paie ou, en cas d'obstacle au paiement, consigne dans la quinzaine une indemnité provisionnelle égale à l'évaluation du service des domaines. A défaut, par elle, de payer ou de consigner cette provision, l'autorisation d'occuper les terrains cesse d'être valable.

« L'administration est tenue, dans le mois qui suit la prise de possession, de poursuivre des procédures d'expropriation. Le juge attribue, le cas échéant, une indemnité spéciale aux intéressés qui justifient d'un préjudice causé par la rapidité de la procédure.

« Si l'expropriation de certaines des propriétés dont l'administration a pris possession est abandonnée, notification doit en être faite aux intéressés dans le délai d'un mois prévu à l'alinéa précédent et dans les formes prévues à l'article 4 de la loi du 29 décembre 1892.

« A défaut d'accord amiable, l'indemnité due pour les dommages causés par les études ou par l'occupation temporaire des propriétés est réglée comme il est dit aux articles 10 et suivants de la même loi. »

Comme vous le voyez, cette procédure est extrêmement simple. Elle a été utilisée à l'origine, comme l'indique l'article lui-même, pour des travaux intéressant la défense nationale. Par extension, elle a été accordée à la création de cités administratives dans la région parisienne ; elle a été également étendue aux travaux de construction des oléoducs et des autoroutes. Il est évident que cette procédure exceptionnelle ne peut être utilisée que dans des cas exceptionnels. Il est assez normal que le Gouvernement la sollicite dans l'obligation où il se trouve d'avoir rapidement un terrain d'essais important à sa disposition afin de poursuivre des études qui ont une grosse répercussion sur l'économie et qui, il faut bien le reconnaître, engagent l'avenir.

L'administration prend possession des terrains sous réserve du paiement ou de la consignation de leur prix dans la quinzaine après son établissement par le service des domaines.

Là nous devons souligner que ceux d'entre vous qui administrent des collectivités locales, surtout quand elles sont en grand bouleversement, comprennent, certes, l'intérêt des dispositions proposées mais ils en apprécient les difficultés d'application, car je ne connais pas de comptable du Trésor qui puisse payer ou qui puisse consigner une indemnité sous quinzaine si un certain nombre de pièces ne sont pas produites, ce qui exige un délai de trois à six mois.

C'est pourquoi notre commission estime qu'il serait préférable d'utiliser la procédure d'urgence qui soulèverait moins de complications. Elle recommande, dans la mesure du possible, d'être très attentive aux conséquences de cette procédure d'extrême urgence, car l'appréciation des prix par les domaines est toujours étroite. Cette administration est tenue d'apprécier le prix du terrain dans l'état où il se trouve un an avant la déclaration d'utilité publique, mais elle n'a pas pouvoir d'en apprécier les conséquences. Seul le juge peut le faire. Je sais que le recours au juge est prévu, mais cela n'empêche pas les contestations. Il faut penser à la susceptibilité compréhensible des agricul-

teurs qui verront fondre ces nouvelles servitudes sur leur territoire. Par conséquent, il faut tenir compte des réactions bien simples de la psychologie humaine et tenter de leur donner satisfaction dans toute la mesure du possible et en tenant compte de l'intérêt général.

Le deuxième article est ainsi rédigé : « Lorsque les opérations réalisées en application de l'article précédent intéressant des immeubles d'habitation à usage de résidence principale, la prise de possession est subordonnée au relogement préalable des occupants ». C'est une préoccupation qui est certainement très louable et il est regrettable que le ministre du logement qui était là tout à l'heure soit parti, car nous aurions pu lui faire part de nos réserves ; mais, comme le ministre des transports est présent, nous sommes certains qu'elles lui seront transmises. Nous insistons donc sur la nécessité de bien coordonner les opérations.

Prévoir le relogement, c'est bien et il faut penser que les terrains doivent être acquis très vite ; alors il est souhaitable qu'un contingent de logement soit prévu dès le départ de l'opération après une analyse complète des besoins. Il faut surtout que les logements nouveaux soient disponibles au moment où on lancera l'opération. Cela peut sembler anodin ; pourtant c'est une question importante.

Nous faisons une autre observation : un certain nombre de propriétaires préféreront peut-être aller à l'expropriation et obtenir une indemnité pour se reloger eux-mêmes ; c'est leur droit. Là nous tenons à attirer votre attention sur le fait que vous avez pouvoir d'appréciation. Mais il est certain qu'une recommandation pourrait être faite au juge foncier dans ce sens et plus spécialement aux domaines. Le préjudice immédiat et certain d'une personne expropriée, c'est la valeur de la maison neuve qu'il faudra reconstruire pour se loger dans les conditions actuelles. Si l'appréciation est faite par les domaines, c'est différent. C'est la valeur de la maison dans l'état où elle se trouve, compte tenu du coefficient de vétusté. Je me permets donc d'appeler votre attention, car il se pose là un problème d'équité très importante qu'il ne faut absolument pas négliger.

Ces observations étant faites, qu'elle a estimées nécessaires, votre commission a donné un avis favorable à la procédure proposée, qui est justifiée par la nécessité de disposer de toute urgence d'un terrain d'essai pour étudier les conditions réelles de l'emploi de l'aérotrain. (*Applaudissements.*)

M. Paul Chevallier. Très bien !

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux transports.

M. André Bettencourt, secrétaire d'Etat aux transports. Messieurs, messieurs, je n'ai pas beaucoup à ajouter à ce que vient de dire M. Chauty, car de façon remarquable, scrupuleuse même, il a développé son rapport sur le problème qui nous réunit ce soir.

Tout d'abord, je le remercie de tout cœur pour les compliments très mérités, auxquels je m'associe, qu'il a adressés à nos chercheurs, à nos ingénieurs et à nos techniciens. Je tiens à dire aussi à M. Chauty que les observations qu'il a présentées, que les questions qu'il s'est posées, n'ont pas été ignorées du Gouvernement lorsqu'il a été conduit à élaborer ces deux projets de loi dont nous allons traiter successivement.

Nous avons dû, en effet, nous demander s'il était vraiment indispensable d'utiliser la procédure d'urgence pour la construction de cette ligne expérimentale de l'aérotrain et choisir ensuite le tracé qui convient le mieux à cette expérience, compte tenu des impératifs auxquels l'aérotrain doit répondre. Différentes en apparence, ces deux questions sont en réalité étroitement liées, comme je vais essayer de m'en expliquer maintenant devant vous.

L'objectif auquel concourent ces deux projets de loi est de réaliser une expérience en vraie grandeur, permettant d'apporter à cette technique toutes les améliorations possibles et de préciser, notamment par une évaluation correcte du prix de revient, les conditions économiques de son exploitation future. Ainsi disposera-t-on de tous les éléments nécessaires pour rendre le procédé opérationnel. Encore faut-il les obtenir dans un délai raisonnable pour ne pas nous laisser distancer par d'autres pays qui, eux aussi, étudient des procédés reposant sur un principe analogue.

Il nous faut donc pouvoir réaliser l'expérience et présenter l'engin dont il s'agit dans les délais les plus rapides afin de promouvoir une technique dans laquelle la France dispose incontestablement d'une avance sur l'étranger. Il serait dès lors regrettable qu'ayant pris cette décision et conscients de notre position favorable, nous subissions un retard imputable au déroulement nécessairement lent de la procédure d'expropria-

tion publique de droit commun. La procédure d'urgence prévue à l'article 58 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 est donc apparue nécessaire au Gouvernement qui désirait rester cohérent avec lui-même et se donner les moyens d'une politique dynamique, mais devant la possibilité de multiples tracés, il était non moins indispensable que celui qui serait choisi ne soit pas situé en un lieu dont les difficultés rendent vaine la procédure que je viens d'indiquer.

Le site totalement ou en partie urbain devrait donc être écarté. Un certain nombre de sites interurbains ne seront certainement pas retenus parce qu'ils présentent des difficultés de réalisation rapide ou comportent un coût trop élevé. Il y a des tracés qui nous viennent tout naturellement à l'esprit et qui seraient très intéressants pour l'aérotrain mais qui, de ce fait, sont rendus difficiles. Le tracé Paris-Orléans a été avancé à plusieurs reprises. En fait, le Gouvernement n'a pas encore fixé son choix, mais un tronçon d'une vingtaine de kilomètres pourrait être construit dans un délai acceptable et à un prix très convenable au nord d'Orléans. Il constituerait en ce cas l'amorce d'une liaison Paris-Orléans qui pourrait, à terme, se révéler justifiée dans le cadre de l'aménagement des transports entre la capitale et les villes-écrans situées à moyenne distance de celle-ci. Rien n'a encore été décidé à cet égard et les études sont poursuivies pour déterminer le tracé qui correspond le mieux aux impératifs les plus divers, voire contradictoires, auxquels nous sommes soumis.

Telles sont les réponses que le Gouvernement voulait apporter aux questions essentielles que le Parlement peut légitimement se poser et sur lesquelles il doit être informé objectivement.

J'ajouterai, pour répondre aux préoccupations de votre rapporteur, une précision sur un dernier point : ce sera en effet vraisemblablement la Société nationale des chemins de fer français qui aura l'exploitation de l'aérotrain mais avec un compte séparé, comme par exemple pour les *car-ferries* qui traversent la Manche, de telle manière que les responsabilités techniques et financières surtout, soient bien précisées de part et d'autre.

Conscient de l'importance des transports, notamment des personnes, dans le monde actuel, le Gouvernement entend ne rien négliger, croyez-le, des progrès que la technique peut apporter en ce domaine.

D'autres pays, vous le savez, étudient également des procédés de transport par véhicules guidés sur coussin d'air ; les recherches françaises et le procédé mis au point par la Société d'études de l'aérotrain ont suscité un vif intérêt, tout à l'honneur de nos ingénieurs et de la technique française. Bien placés dans la compétition internationale qui se développe pour la mise au point de nouveaux moyens de transport, il nous faut aller de l'avant le plus rapidement possible pour être capables de nous assurer nous-mêmes des transports à l'échelle de nos besoins dans les années à venir. Il ne fait d'ailleurs pas de doute que nous en tirerons également avantage sur le plan de nos finances extérieures.

Si les deux projets sur lesquels vous allez vous prononcer apparaissent limités tant dans leur objet que dans leur durée d'application, ils nous ouvriront pourtant, je l'espère, de larges perspectives dont nous aurons l'occasion de reparler. Le Gouvernement vous demande donc de les voter, car il estime que l'aérotrain, sujet d'étude et sujet d'expérience aujourd'hui, peut devenir la réalité et la chance de demain. (*Applaudissements.*)

M. Yvon Coudé du Foresto. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Coudé du Foresto.

M. Yvon Coudé du Foresto. Monsieur le secrétaire d'Etat, l'une de vos réflexions dans votre exposé m'a amené à me poser une question que je vous répercute. Vous avez dit tout à l'heure qu'il n'était pas impossible que, dans le premier stade d'essais, vous procédiez à une réalisation, entre Orléans, par exemple, et un point situé à vingt kilomètres au Nord de cette ville. Certes, je veux bien que cet essai sur vingt kilomètres soit de nature à vous conduire à des résultats techniques qui peuvent être intéressants, à des modifications ou à une mise au point qui sont toujours à envisager dans le cas d'une technique aussi nouvelle.

Mais au point de vue financier, je crains fort que vous n'en puissiez rien tirer. Vingt kilomètres au Nord d'Orléans, cela ne mène nulle part. Vous ne pouvez pas savoir quel sera l'accueil de la clientèle ni aussi dans quelle mesure vous arriverez à écouler un trafic important ; car c'est de cela qu'il s'agira dans le futur. Vous aurez, en effet, pour écouler ce trafic, des véhicules dont la capacité sera fatalement réduite.

Alors, il faudrait voir ce que cela donnera en vrai grandeur et ce n'est pas sur vingt kilomètres que vous pourrez arriver à conclure dans un sens quelconque.

M. Geoffroy de Montalembert. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. de Montalembert.

M. Geoffroy de Montalembert. Mes chers collègues, l'intervention de M. le secrétaire d'Etat et celle de mon collègue et ami de la commission des finances, M. Coudé du Foresto, me permettront de ne pas insister longuement sur la question que je voulais poser à M. le secrétaire d'Etat et qui rejoint celle de notre collègue.

Si j'ai demandé la parole c'est que j'avoue, monsieur le rapporteur, avoir été assez surpris des termes de votre rapport, par ailleurs excellents et pertinents. Lorsque vous avez évoqué le choix d'un itinéraire expérimental, Paris-Orléans, Lyon-Grenoble, Metz-Strasbourg, Reims-Nancy, Toulouse-Bordeaux, je me suis dit, dans la même pensée dont M. Coudé du Foresto nous a fait part : mais pourquoi ne pas faire des essais précisément dans des régions qui sont industriellement placées d'une façon exceptionnelle et vous me permettez bien de songer à la Basse Seine, la Seine-Moselle et le complexe portuaire Le Havre-Rouen. Je n'oublie pas avoir été le député d'Yvetot — comme tel ne pensez pas au roi, mes chers collègues, bien entendu — il y a de cela trente ans et l'on m'écrivait alors comme représentant de la région de liaison entre Le Havre et Rouen, à une époque où une certaine concurrence existait entre les deux villes, heureusement dissipée aujourd'hui. A l'heure actuelle, parce qu'il est nécessaire de développer cet axe séquanien si favorable à notre économie, au moment où le Marché commun nous impose la création d'un complexe portuaire capable de concurrencer les ports étrangers tels qu'Anvers et Amsterdam, je me dis : pourquoi ne pas avoir cité dans le rapport qui nous est soumis la liaison éventuelle Rouen-Le Havre ?

Qu'il me soit permis de vous inciter, monsieur le secrétaire d'Etat, à retenir, parmi d'autres, cette liaison Rouen-Le Havre. Cette région, qui la connaît mieux que vous ? C'est précisément pour cela et pour vous mettre à l'aise que je crois devoir vous faire cette suggestion, on m'excusera d'insister, non pas pour ma propre région, mais pour l'ensemble du pays tout entier.

M. Jacques Descours Desacres. Très bien !

M. Raymond Bossus. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Bossus.

M. Raymond Bossus. J'ai écouté attentivement le rapport de M. Chauty. Comme lui, je pense que nos techniciens, nos chercheurs et nos ouvriers sont capables de très grandes choses. En entendant parler de cette construction de la première ligne expérimentale de véhicules guidés sur coussin d'air ou aérotrains, je me souvenais qu'à plusieurs reprises, comme membre du bureau du conseil général de la Seine, j'ai fait partie de délégations où l'on comptait de nombreux étrangers qui se rendaient dans cette région de Beaugency voir ce qu'était ce métro aérien qui occupe très peu de place et qui va très vite. Tous les visiteurs approuvaient ce modèle réduit expérimental qui donnait de grands espoirs et pour lequel des crédits importants avaient été dépensés. Or, cette ligne a été abandonnée.

D'autre part, il a été question ici, à propos de circulation et de transport en général, de voitures à impériales commandées à vingt-cinq exemplaires. Je lis enfin à la page 6 du rapport de M. Michel Chauty que les tarifs en fonction des études entreprises seraient supérieurs de 20 à 30 p. 100 à ceux de la première classe du train, donc du même ordre que ceux de l'avion. Cela m'effraie, car si nous voulons améliorer la circulation et les rapports de ville à ville, ce ne peut être seulement au profit de quelques privilégiés, mais en faveur de masses importantes de la population. Il serait inadmissible de réserver ce transport à ceux qui peuvent payer un prix semblable à celui de l'avion.

Nous voterons le projet de loi. Cependant, il faut entreprendre de nouvelles études et recherches afin de faire baisser les tarifs de ce moyen de transport. Sinon, il ne sera pas utilitaire, mais réservé aux riches. Telles sont les réflexions que je voulais formuler au nom du groupe communiste.

M. Louis Namy. Très bien !

M. Paul Chevallier. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Paul Chevallier.

M. Paul Chevallier. J'ai écouté avec beaucoup d'attention l'excellent rapport, très brillant dans la forme et dans le fond, de M. Chauty. Cela dit, après les demandes faites par M. le secrétaire d'Etat et qui sont prévisionnelles, je souscris également aux propos de M. de Montalembert dont les observations sont toujours précieuses. M. de Montalembert a souligné à ce sujet qu'il voudrait bien voir le début des travaux de la liaison Seine—Moselle. Mais vous me permettrez de dire qu'il y a une région sur laquelle je voudrais insister et qui va connaître dans deux ans une circulation très intense, dont les prévisions donnent déjà de vives inquiétudes à la ville intéressée. Cette ville, c'est Grenoble.

Vous avez parlé, monsieur le secrétaire d'Etat, de Lyon et de Grenoble. Il y a là des réalisations qu'il est urgent d'effectuer. Les routes nationales, départementales, les chemins vicinaux qui vont conduire à Grenoble ne sont pas dans toute cette région en mesure d'absorber la grande clientèle d'étrangers qui viendra, croyez-moi, en nombre impressionnant et par tous les moyens de circulation possible. Par conséquent, il faut agir très vite pour améliorer les conditions de notre circulation routière à seule fin d'éviter les incidents, sinon les accidents très graves qu'il risque d'y avoir et diminuer le temps qu'il faudra utiliser pour rejoindre Grenoble à l'occasion des Jeux olympiques. Cela, monsieur le secrétaire d'Etat, je vous le demande instamment.

On a parlé de la liaison Lyon—Chambéry, à juste raison, car Chambéry est une grande régulatrice, elle est placée sur l'axe Lyon—Grenoble. Je crois qu'il faut, d'ores et déjà, penser à ces réalisations qui donneront une très grande renommée à notre région alpine, tant pour la réception des touristes étrangers qui vont y venir nombreux que pour les facilités qui y seront offertes dans nos stations de sports d'hiver, dont le renom s'étend bien au-delà de cette magnifique région, tant par la valeur de ses pentes neigeuses que par le rayonnement de ses skieurs nationaux et internationaux qui seront les grandes vedettes des Jeux olympiques de 1968. (*Applaudissements.*)

M. Michel Chauty, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Chauty, rapporteur. J'ai écouté avec la plus vive attention les observations fort aimables que chacun d'entre vous a bien voulu faire sur la présentation de mon rapport. Je répondrai d'abord à notre ami, M. de Montalembert, que je n'évinçais absolument personne, loin de là; j'avais cité simplement un maillage du Bassin parisien, et en présentant les choses à l'échelle géographique du Bassin parisien, il est évident que la Basse-Seine y était incluse, mais je voulais laisser à M. le secrétaire d'Etat le soin de formuler des observations à ce sujet.

A M. Bossus, je répondrai que je n'ai pas fait miennes les conclusions qui ont été présentées, j'ai simplement approuvé à propos des prix certaines observations. Il comprendra certainement pourquoi j'ai dit que cette ligne est un laboratoire qui permettra d'aboutir à certaines conclusions que je ne peux aujourd'hui préjuger.

A M. Chevallier, je dis très honnêtement que j'avais oublié de parler de la liaison Lyon—Grenoble. C'était une des premières qui venaient à l'esprit. Je lui rappelle qu'une des premières lignes de chemin de fer fut la ligne Lyon—Saint-Etienne, donc dans votre région, monsieur Chevallier. Vous voyez que je ne vous oubliais pas.

M. Paul Chevallier. Je vous remercie, monsieur le rapporteur.

M. André Bettencourt, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. André Bettencourt, secrétaire d'Etat. Je désire à mon tour répondre en quelques mots à certaines observations qui viennent d'être présentées par le Sénat.

Je voudrais m'adresser à M. Coudé du Foresto. Je ne me suis peut-être pas parfaitement expliqué, mais je tiens à bien souligner le caractère d'expérience — le rapporteur l'a dit — et même le caractère de laboratoire de ce que nous allons faire. Nous avons pourtant, bien entendu, l'espoir que la ligne projetée pourra s'inclure dans un ensemble qui pourra un jour être économiquement exploité et sera rentable.

Mais, pour l'instant, de quoi disposons-nous? Qu'avons-nous à vous montrer ainsi qu'aux étrangers qui viennent du monde entier pour l'aérotrain?

Nous avons à montrer un parcours très réduit, avec un aérotrain qui est lui-même à une très petite échelle et qui transporte, si ma mémoire est bonne, de cinq à six passagers.

Or, ce que nous voulons faire maintenant, c'est une expérience, en vraie grandeur, c'est-à-dire avec une technique qui sera celle de l'aérotrain de demain comprenant un ou deux wagons avec le nombre de voyageurs correspondant aussi au futur aérotrain. Nous avons évidemment intérêt à trouver un trajet qui soit pour nous le plus commode, disons le moins onéreux possible. Lorsque M. de Montalembert est intervenu tout à l'heure, il a souligné le très gros avantage que pourrait présenter un service par aérotrain de la vallée de la Seine et de la basse-Seine; et nous nous sentons forcément très proches l'un de l'autre à ce sujet, de sorte que certains parmi vous ont pu sourire un instant; mais nos préoccupations sont nécessairement les mêmes en ce domaine et pour une raison toute simple, technique et économique, que je voudrais exposer au Sénat et plus particulièrement à M. de Montalembert. En effet, la liaison entre Paris—Rouen—Le Havre est économique, sans aucun doute pour l'avenir, et des plus intéressantes. Elle est une de celles où géographiquement l'aérotrain peut être exploité dans les conditions les meilleures. Des distances relativement courtes par rapport à Paris — ou par rapport à telle ou telle grande ville de province — avec une grande densité de population et dans un secteur économiquement important ont tout intérêt à être reliées par l'aérotrain, car l'avion ne sera jamais le mode de transport approprié sur d'aussi faibles distances. Je m'associe donc tout à fait à ce qu'a dit M. de Montalembert comme aux exemples cités par votre rapporteur. J'ajouterai même que la liaison Paris—Le Havre, avec un départ de la station du R. E. R., à Nanterre, vers Clergy, la ville projetée, et Rouen, est une des plus justifiées. Il semble toutefois qu'il soit impossible, avec les moyens financiers dont nous disposons, d'établir à bref délai un tronçon expérimental entre Nanterre et Clergy; une telle section expérimentale pourrait être évidemment envisagée entre Clergy et Rouen, mais aucune étude de tracé ne peut être valablement entreprise tant que le schéma de l'urbanisation de la vallée de la Seine ne sera pas davantage précisé. Et pour nous, qui connaissons bien la vallée de la Seine, nous sommes bien obligés d'admettre qu'elle comporte un certain nombre de méandres et par conséquent, sur le plan technique, un certain nombre d'obstacles à vaincre qui correspondent inévitablement à des dépenses plus importantes. Donc, nous recherchons pour l'instant un trajet qui, financièrement, soit le moins onéreux possible pour nous, qui corresponde à une expérience en grandeur nature sur le plan technique, que nous pourrions analyser de façon parfaite et que nous pourrions montrer, bien sûr, aux Français que nous sommes, mais aussi aux étrangers nombreux qui s'intéressent à ce projet.

Alors, je répondrai peut-être tout de suite à M. Paul Chevallier, car il tombe sous le sens que des étrangers très nombreux vont venir en France, plus que jamais, à l'occasion des Jeux olympiques de Grenoble. Je lui avouerai bien sincèrement que le premier trajet qui a été cité comme éventuellement possible pour l'aérotrain a été le trajet Lyon—Grenoble.

Si ce trajet n'a pas été retenu c'est parce que, techniquement, il allait de pair avec de grandes difficultés que ceux qui connaissent bien la région devinent tout de suite, au moins en ce qui concerne l'approche de Grenoble, et que, financièrement, nous ne pouvions dépenser qu'une certaine somme.

Vouloir faire en grandeur nature tout de suite, du premier coup, le trajet Lyon—Grenoble, avec les difficultés techniques que cela représentait et un financement nécessairement beaucoup plus important que ceux que nous prévoyons dans l'immédiat, comportait pour nous le risque très grave de ne pouvoir vaincre en temps opportun les obstacles techniques importants qui se présentaient, la distance Lyon—Grenoble n'ayant au surplus rien à voir avec ce que nous voulons faire pour l'instant. La France aurait ainsi été mise dans une situation qu'elle a, hélas! connue en d'autres temps, c'est-à-dire que l'aérotrain Lyon—Grenoble n'aurait pas été prêt pour recevoir tous les étrangers qui vont venir à Grenoble au moment des Jeux olympiques.

Ce sont donc des considérations financières, d'abord, et techniques, ensuite, qui nous ont amenés à ne pas retenir pour l'instant le trajet Lyon—Grenoble.

On a raison de dire, comme l'a souligné M. Coudé du Foresto, que le trajet retenu, qui va être somme toute en rase campagne et qui va ne desservir personne sur le plan de la rentabilité, n'aura pas spécialement de valeur. Mais il aura une grosse valeur sur le plan technique, car construit à sa grandeur naturelle on pourra le charger à plein, voir à quelle vitesse on peut réellement le pousser. C'est à partir de ce moment-là qu'on pourra envisager de le prolonger en direction d'Orléans ou de

Paris et, plus tard, de l'adapter à un certain nombre d'autres trajets à travers la France. En somme, nous avons de grandes ambitions, mais ces ambitions sont néanmoins limitées par des considérations techniques et financières.

Je crois avoir répondu à M. Coudé du Foresto, au moins partiellement, à M. Paul Chevallier, à M. de Montalembert. Je n'ai pas répondu encore à M. Bossus. Mais l'aérotrain n'est pas la S. A. F. E. G. E. Je comprends d'une certaine manière les regrets qui sont les siens car ils sont aussi les nôtres. En ce qui concerne la S. A. F. E. G. E., nous n'avons pas dépensé un sou; quand je dis nous, j'entends la puissance publique, l'Etat. Ce sont uniquement des capitaux privés qui ont été dépensés. C'est une précision que je devais au Sénat. Les entreprises privées qui ont créé la S. A. F. E. G. E. ont l'espoir naturel, grâce à des contrats qui sont en cours de discussion, de réaliser une très belle invention, de la réaliser au moins dans d'autres régions du monde, ce qui n'empêchera pas du tout, le moment venu, que nous la réalisions dans notre propre pays. Voilà les réponses que je voulais faire en espérant que, pour une part au moins, elles satisfieront aux demandes qui ont été formulées.

M. Raymond Bossus. Sur le problème des tarifs, j'ai marqué une inquiétude très sérieuse, monsieur le secrétaire d'Etat.

M. André Bettencourt, secrétaire d'Etat. Je réponds à votre inquiétude. Dans d'autres pays du monde, beaucoup moins aisés que le nôtre — la France figure sûrement parmi les dix nations les plus aisées du monde — disons dans des pays moins développés, l'avion est déjà un moyen de transport de masse. Les prix des transports par avion sont relativement coûteux, mais les succès enregistrés par Air Inter sont tels qu'il faut bien se rendre à l'évidence qu'une multitude de gens commencent à prendre l'avion. Si, demain, un aérotrain relie Paris au Havre et que le prix du billet est plus élevé que le prix du billet de chemin de fer, peut être comparable au prix du billet d'avion, nous aurons le choix, sur une distance comme celle-là, ce qui n'est pas anormal car tout le monde pourra continuer à prendre le train, entre deux moyens de transport. Et puis, vous le savez, les années passant, ce sera comme pour l'avion: petit à petit les prix baisseront.

M. Etienne Dailly. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Dailly.

M. Etienne Dailly. Nous avons été nombreux à nous inquiéter de l'emplacement qui avait été choisi, en définitive, pour l'aéroport Nord de Paris et des répercussions, en matière de bruit notamment — que le Gouvernement autant que les techniciens sont d'ailleurs incapables de prévoir — qu'entraînera l'utilisation des avions supersoniques du genre *Concorde*.

Or je me souviens d'un long débat qui s'est déroulé au conseil d'administration du district de la région de Paris, débat au cours duquel avait été étudiée la possibilité, au lieu de placer ce nouvel aéroport dans les meilleures terres agricoles de la région et à proximité immédiate de l'agglomération parisienne, avec les conséquences que cela peut, encore une fois, entraîner en matière de bruit, de l'installer en Sologne ou ailleurs, mais dans des endroits beaucoup plus retirés et déserts, à cent ou cent vingt kilomètres de Paris, et de le relier à la capitale par un aérotrain.

A l'époque, on ne nous avait laissé aucun espoir en ce qui concerne la construction prochaine d'un tel moyen de transport. N'entre-t-il pas finalement dans les intentions du Gouvernement de prévoir, le moment venu, compte tenu que les sujétions de bruit deviendront insupportables, la construction d'un aérodrome plus lointain de Paris? La liaison entre l'aéroport et le centre de la capitale par l'aérotrain mettrait en définitive cet aéroport plus près de Paris que ne l'est aujourd'hui Orly avec les autocars.

M. André Bettencourt, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. André Bettencourt, secrétaire d'Etat. Le problème de l'aéroport Nord est tout de même assez éloigné de celui que nous avons à traiter maintenant. J'en ai longuement parlé devant le Sénat il y a quelques semaines et j'ai donné alors des indications précises en ce qui concerne les expropriations.

Je reconnais qu'il y a une liaison possible entre l'aéroport Nord ou le grand aéroport et Paris par aérotrain. Elle sera étudiée. J'ai indiqué tout à l'heure au Sénat qu'il s'agit là d'un petit trajet et que nous n'avons pas actuellement l'intention de faire une expérimentation en milieu urbain qui coûterait fort cher et retarderait l'expérimentation en grandeur naturelle.

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale?...

La discussion générale est close.

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi.

J'en donne lecture.

« Art. 1^{er}. — Jusqu'au 31 décembre 1970, la procédure prévue à l'article 58 modifié de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique pourra être appliquée en vue de la prise de possession immédiate par l'Etat de tous immeubles, bâtis ou non bâtis, dont l'utilisation est nécessaire à la construction de la première ligne expérimentale de véhicules guidés sur coussins d'air (aérotrains). »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Lorsque les opérations réalisées en application de l'article précédent intéressent des immeubles d'habitation à usage de résidence principale, la prise de possession est subordonnée au relogement préalable des occupants. » — (Adopté.)

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

— 12 —

SERVITUDES AU PROFIT DES LIGNES D'AEROTRAINS

Adoption d'un projet de loi déclaré d'urgence.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, établissant des servitudes au profit des lignes de transport public par véhicules guidés sur coussins d'air (aérotrains). [N° 142 et 157 (1966-1967).]

Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan.

M. Michel Chauty, rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, je vais vous présenter l'opinion et les avis de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, établissant des servitudes au profit des lignes de transports publics par véhicules guidés sur coussins d'air. C'est le deuxième volet de l'opération « aérotrains ».

J'ai expliqué tout à l'heure le principe général de fonctionnement de l'aérotrain. Dans les faits, je vous ai dit qu'il s'agit d'une sorte de projectile, puisqu'il n'a pas d'ailes, qui circulera à une vitesse atteignant, paraît-il, 400 kilomètres à l'heure. Il est évident qu'on ne pourra pas laisser ce véhicule faire de grands mouvements en azimut et en site et qu'on sera obligé de le guider très sévèrement avec son rail. Ce rail exigera donc des travaux divers. Comment se présentent les choses?

On peut estimer — car la première ligne expérimentale n'existe pas — que ce rail aura une certaine largeur, qu'il faudra déterminer, et qu'il sera placé au-dessus du sol à une hauteur type minimum qui sera, je crois, de 4,75 mètres et permettra le passage d'un certain nombre de véhicules atteignant ce gabarit. Mais ce n'est pas tout. Il est bien évident que dans les lieux où la hauteur de la voie sera de beaucoup supérieure à ces 4,75 mètres les pylônes seront plus compliqués à construire.

On ne connaît donc pas encore très bien les servitudes de construction de la ligne, pas plus que celles de surveillance. Il est certain que cette ligne en béton devra faire l'objet d'une surveillance très attentive aux intempéries, aux mouvements du sol, à bien d'autres choses encore. Nous ignorons à peu près tout de ces servitudes.

Il y aura aussi les servitudes de l'entretien, qui ne sont pas, elles non plus, encore connues, et les servitudes inhérentes au fonctionnement. Je suis persuadé que l'aérotrain fera du bruit. De quel ordre sera ce bruit? Je n'en sais rien. L'aérotrain provoquera aussi un mouvement d'air qui aura des conséquences sur le voisinage. Tout cela reste à examiner.

Ce qui a étonné la commission c'est que les servitudes étudiées sont généralement assimilées à celles d'une canalisation électrique

ou autre. Or, il nous a semblé que cela n'était pas tout à fait exact non seulement pour les raisons de fonctionnement que je vous ai données, mais même pour des raisons de construction. Lorsque l'on construit un pipe-line les experts géomètres déterminent le droit de passage. L'entreprise qui construit doit suivre un tracé très précis qu'elle n'a pas le droit de dépasser, sauf pénalité. Les servitudes restent limitées à la construction. L'entretien est ensuite extrêmement réduit.

Dans le cas d'une ligne électrique, on rencontre des servitudes du même genre au moment de la construction et de l'établissement des pylônes.

Quant aux servitudes de surveillance, elles sont très différentes.

Telles sont les principales observations que la commission m'a chargé de présenter. Il nous semble difficile à première vue d'assimiler les servitudes de cette voie avec les servitudes d'une canalisation électrique ou d'un pipe-line.

Si vous le voulez, nous allons passer à l'examen des articles. L'article 1^{er} fixe la servitude en hauteur à 4,75 mètres. C'est donc une servitude minimale. Au-dessous de cette hauteur de 4,75 mètres, le terrain doit vraisemblablement être acquis par la collectivité. Autrement, on ne voit pas très bien comment on pourrait garantir une servitude. C'est une observation que nous avons faite au passage.

La deuxième servitude établie par l'article 2 est précisée à une largeur de vingt mètres. C'est dans la limite de cette largeur que doivent évidemment intervenir les observations que nous avons à faire.

Nous ne reviendrons pas sur l'article 2 bis nouveau. C'est la transposition par l'Assemblée nationale de l'article 5 que nous adoptons.

Sur l'article 3, nous n'avons pas d'observation à formuler.

Nous en ferons seulement une à propos de l'article 4, modifié par l'Assemblée nationale, qui est ainsi rédigé : « Le propriétaire du terrain frappé des servitudes prévues aux articles premier et 2 de la présente loi peut demander l'expropriation de la bande de terrain soumise à ces servitudes lorsque celles-ci rendent impossible l'utilisation normale des terrains. L'expropriation portera sur la totalité de la ou des parcelles concernées si le propriétaire le requiert. »

Il est bien évident que la servitude établie au départ peut se révéler, au cours du fonctionnement, complètement différente, le propriétaire du terrain qui accordait un droit de passage, qui acceptait cette servitude, pourra peut-être se trouver dans l'impossibilité d'utiliser ce terrain comme il l'envisageait, soit pour une exploitation agricole, soit pour tout autre usage. Nous pensons qu'il est normal qu'il requière à ce moment-là l'acquisition par le concessionnaire.

Le Gouvernement, lui, avait prévu dans la première rédaction que le propriétaire pourrait demander pendant un an l'expropriation du terrain. L'Assemblée nationale a jugé ce texte restrictif et a supprimé les mots : « pendant un an » en indiquant à la place : « ... peut demander l'expropriation de la bande de terrain ».

Nous avons pensé que c'était peut-être un peu étroit. Nous ne doutons pas, à ce sujet, de la largeur de vue du ministère de l'équipement, mais nous considérons que le juge — surtout si c'est un juge foncier dont il ne faut pas oublier qu'il est un juge unique — peut, dans certains cas, estimer les possibilités de façon restrictive.

Alors, nous faisons remarquer en passant que ce texte a été établi en s'inspirant de celui qui régit les canalisations, l'article 4 de la loi du 29 juin relatif au transport des produits chimiques par canalisations :

« Les servitudes prévues aux articles 2 et 3 donne droit à indemnisation, conformément aux dispositions de l'article 11 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958. Toutefois, le propriétaire peut, pendant le délai d'un an à compter de l'enquête parcellaire, requérir l'acquisition de tout ou partie de la bande large et éventuellement du reliquat des parcelles. Il peut en outre le faire à tout moment si l'existence de ces servitudes vient à rendre impossible l'utilisation normale de ces terrains. A défaut d'accord amiable, les contestations relèvent de la juridiction compétente en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. »

Dans cet esprit, et pour ne pas trop compliquer le texte, notre commission proposera tout à l'heure un amendement tendant à insérer, après les mots : « peut demander », les mots : « à tout moment ».

A part cette réserve, votre commission est favorable à l'adoption de ce texte. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. André Bettencourt, secrétaire d'Etat aux transports. Monsieur le président, mesdames, messieurs, d'abord toutes les observations qui viennent d'être faites par votre rapporteur sont de celles que nous retenons avec soin.

En ce qui concerne l'article 1^{er}, je voudrais lui dire qu'effectivement, pour les cas où la hauteur sera inférieure à 4,75 mètres, il faudra acquérir les terrains, au besoin par expropriation.

En ce qui concerne l'article 4, je lui réponds tout de suite sans penser devoir y revenir tout à l'heure. La nouvelle rédaction de l'article 49 résulte d'un amendement qui a été réadmis à l'Assemblée nationale et accepté par le Gouvernement. La rédaction primitive prévoyait un délai d'un an, vous vous en souvenez. En acceptant l'amendement, le Gouvernement a répondu implicitement à la préoccupation exprimée par l'amendement.

Dans ces conditions, je demande au Sénat de bien vouloir ne pas retenir l'amendement qui lui est proposé, mais je lui donne l'assurance, son texte correspondant tout à fait à notre propre préoccupation, que toutes les précisions utiles, et notamment le fait que l'option pourra intervenir à tout moment, seront indiquées dans les décrets du Gouvernement.

Si je fais cette demande au Sénat, c'est parce que, si nous changeons maintenant le texte, nous serions obligés d'en délibérer à nouveau devant l'Assemblée nationale, et comme nous sommes tout à fait d'accord sur le fond et que nous vous promettons de donner les précisions que vous souhaitez dans les textes d'application, nous nous estimons en droit de demander à la commission d'avoir l'amabilité de retirer son amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi.

J'en donne lecture.

[Article 1^{er}.]

M. le président. « Art. 1^{er}. — La déclaration d'utilité publique d'une ligne de transport public au moyen de véhicules guidés sur coussins d'air (aérotrains) confère à la collectivité publique, à l'établissement public ou à leur concessionnaire, sans préjudice du droit de recourir éventuellement à l'expropriation, celui d'établir à demeure, dans les terrains privés non attenants aux habitations et non bâtis ni fermés de murs ou autres clôtures équivalentes, les pylônes de soutien des plates-formes de guidage nécessaires à la circulation de ces véhicules. Une hauteur minimum de 4,75 mètres devra être réservée entre ladite plate-forme et le sol. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

[Articles 2 à 3.]

M. le président. « Art. 2. — La déclaration d'utilité publique confère également à la collectivité publique, à l'établissement public ou à leur concessionnaire un droit d'accès et de circulation pour le personnel et le matériel affectés à l'entretien et l'exploitation de la ligne de transport, et le droit de faire dégager le sol et l'espace jusqu'à la hauteur estimée nécessaire et sur une largeur maximum de 20 mètres, des arbres et autres obstacles.

« Dans cette limite de 20 mètres, la largeur de la servitude sur les différentes sections de la ligne est fixée par arrêté du ministre de l'équipement en ce qui concerne les lignes établies ou concédées par l'Etat et par arrêté préfectoral dans les autres cas. » — (Adopté.)

« Art. 2 bis. — La suppression des obstacles existants tels qu'ils seront définis par le bénéficiaire de la servitude est effectuée par le bénéficiaire et à ses frais.

« Toutefois, le propriétaire du fonds peut demander à y procéder lui-même dans les délais et conditions qui seront fixés par le décret prévus à l'article 6. » — (Adopté.)

« Art. 3. — L'établissement des servitudes visées aux articles 1^{er} et 2 ouvre droit à indemnité. Les contestations relatives aux indemnités sont jugées comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. » — (Adopté.)

[Article 4.]

M. le président. « Art. 4. — Le propriétaire du terrain frappé des servitudes prévues aux articles 1^{er} et 2 de la présente loi peut demander l'expropriation de la bande de terrain soumise à ces servitudes lorsque celles-ci rendent impossible l'utilisation normale des terrains. L'expropriation portera sur la totalité de la ou des parcelles concernées si le propriétaire le requiert. »

Par amendement n° 1, M. Chauty, au nom de la commission des affaires économiques, propose, après les mots : « ... peut demander... », d'insérer les mots suivants : « ... à tout moment... ». (Le reste sans changement.)

La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Chauty, rapporteur. Devant les assurances que M. le ministre a bien voulu donner à la commission et au Sénat, je pense que nous aurions mauvaise grâce à ne pas retirer l'amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 4.

(L'article 4 est adopté.)

M. le président. L'article 5 a été supprimé par l'Assemblée nationale.

Personne n'en demande le rétablissement ?...

L'article 5 demeure supprimé.

[Article 6.]

M. le président. « Art. 6. — Un règlement d'administration publique fixera en tant que de besoin les modalités d'application de la présente loi, de manière à rendre l'exercice des servitudes aussi peu dommageable que possible pour les propriétés privées. Il déterminera notamment les conditions auxquelles devront satisfaire les clôtures qui pourraient être établies, de manière à ne pas entraver l'exercice des servitudes visées aux articles premier et 2. » — (Adopté.)

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

— 13 —

STATUT DES NAVIRES

Adoption d'un projet de loi en deuxième lecture.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion en deuxième lecture du projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, portant statut des navires et autres bâtiments de mer. [N° 298 (1965-1966), 18, 19 ; 144 et 172 (1966-1967).]

Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur de la commission de législation.

M. Pierre Marcihacy, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, de règlement et d'administration générale. Monsieur le président, mesdames, messieurs, ce texte qui nous revient de l'Assemblée nationale n'appelle de la part de la commission que peu d'observations.

Tout d'abord j'émettrai un regret : c'est que l'Assemblée nationale n'ait pas retenu pour les articles 58 et suivants — ce n'est pas un amour-propre d'auteur — quelques modifications qui ne touchaient pas l'économie du texte, mais qui nous avaient à tous semblé être plus claires. Je rappelle qu'avant la première lecture, j'avais — je ne livrerai aucun nom — soumis le texte à des juristes éminents lesquels, à la fin de la lecture, m'avaient dit très simplement : le moins qu'on puisse dire, c'est que le texte n'est pas clair. J'avais donc essayé de donner à cet texte un peu de clarté tout en respectant son économie.

Ce n'est pas une question de personne, il ne s'agit pas non plus de faire une querelle à l'Assemblée nationale, d'autant plus celle-ci a accepté par l'introduction d'un tout petit verbe à l'article 58 de donner au moins une consistance à l'ensemble des articles en cause.

Si vous voulez bien, je donnerai au cours de la discussion des articles, des explications sur les positions prises par la commission des lois.

J'émettrai encore le regret — c'est le temps des regrets platoniques — que l'article 1^{er} ait été repris, alors qu'il est la reproduction intégrale de l'article 1^{er} du décret. Le décret a-t-il pris la place de la loi ou la loi celle du décret ? Ce n'est pas très bon dans le cadre des articles 34 et 37 dont j'avais espéré qu'ils seraient modifiés ou abrogés pour éviter les méfaits qu'ils peuvent causer.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux transports.

M. André Bettencourt, secrétaire d'Etat aux transports. Ce projet de loi constitue, vous le savez, la deuxième étape de la refonte de l'ensemble du droit maritime privé entreprise par la Chancellerie en vue de rajeunir les dispositions souvent très désuètes du code de commerce.

Ce texte sera suivi d'un projet de loi relatif aux assurances maritimes qui a été déposé sur le bureau du Sénat lors de la présente session parlementaire. Un autre projet de loi sur les événements de mer doit être soumis à un prochain conseil des ministres et sera incessamment déposé également sur le bureau du Sénat. D'autres textes interviendront ultérieurement.

Je tiens à faire remarquer que le texte adopté par l'Assemblée nationale ne présente pas de graves divergences avec celui adopté par le Sénat en première lecture.

Certaines des modifications faites au texte initial du Gouvernement donnent même satisfaction à des remarques formulées par le rapporteur du projet au Sénat ; c'est ainsi qu'en matière d'exploitation en copropriété des navires, la nouvelle rédaction donnée à l'article 12 répond à un souci qu'il avait exprimé.

Un seul amendement devant le Sénat avait divisé la commission et le Gouvernement ; ce dernier avait vu repoussé le texte qu'il proposait pour un article 60 bis nouveau visant à remplacer le 4° de l'article 60 dont le Sénat avait voté la suppression. Cette difficulté a pu être réglée devant l'Assemblée nationale, au mieux semble-t-il, puisque le Gouvernement a retiré son amendement. Le 4° de l'article 60 reste donc supprimé, ce qui veut dire qu'en matière de dommages causés aux ouvrages des ports aucun régime d'indemnisation dérogatoire au droit commun n'est accordé à l'administration.

L'Assemblée nationale a cru devoir rétablir, à quelques légères modifications près, le texte du Gouvernement dans le chapitre relatif à la responsabilité des propriétaires de navires. Il ne s'agit, d'ailleurs, que d'un ordre de présentation des textes, ordre qui avait été modifié par le Sénat sur proposition de M. Marcihacy, au nom de la commission des lois. Rien n'est changé sur le fond des impositions. Il appartiendra au Sénat de dire s'il se rallie à l'ordre de présentation donné à ces articles qui, à quelques variantes de rédaction près, a pour effet de revenir au texte initial du Gouvernement. Ce dernier avait en première lecture suivi le Sénat. Il souhaite maintenant que celui-ci se rallie au texte adopté par l'Assemblée nationale, pour éviter entre les deux Assemblées un conflit portant sur une question de pure forme.

En ce qui concerne les amendements présentés par le rapporteur au nom de la commission des lois aux articles 8, 61 et 62, premier alinéa, le Gouvernement est disposé à s'y rallier, estimant qu'ils constituent d'utiles améliorations au texte voté par l'Assemblée nationale.

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi.

Je rappelle qu'aux termes de l'article 42, alinéa 9, du règlement, à partir de la deuxième lecture au Sénat des projets ou propositions de loi, la discussion des articles est limitée à ceux pour lesquels les deux Chambres du Parlement n'ont pas encore adopté un texte identique.

Je donne lecture des articles restant en discussion.

[Articles 1^{er} et 3.]

M. le président. « Art. 1^{er}. — Les éléments d'individualisation des navires sont :

- « — le nom ;
- « — le port d'attache ;
- « — la nationalité ;
- « — le tonnage. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 3. — Pour être francisé, le navire doit, appartenir pour moitié au moins à des Français, soit appartenir pour le tout à des sociétés dont le siège social est situé sur le territoire de la République française ou dans les territoires visés aux articles 119 bis-3 et 429-3 du code des douanes et qui répondent aux conditions suivantes :

« a) Dans les sociétés anonymes, soit le président du conseil d'administration, la majorité des membres du conseil d'administration, les directeurs généraux et les commissaires aux comptes, soit la majorité des membres du conseil de surveillance, les directeurs généraux et les commissaires aux comptes doivent être français ;

« b) Dans les sociétés en commandite par actions, les gérants et la majorité des membres du conseil de surveillance doivent être français ;

« c) Dans les sociétés à responsabilité limitée, les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite simple et les sociétés civiles, les gérants doivent être français et la moitié du capital doit appartenir à des Français. » — (Adopté.)

[Article 8.]

M. le président. « Art. 8. — L'action en garantie contre le constructeur se prescrit par un an à compter de la découverte du vice. »

Par un amendement n° 1, M. Marcihacy, au nom de la commission de législation, propose de rédiger comme suit cet article :

« L'action en garantie contre le constructeur se prescrit par un an. Ce délai ne commence à courir, en ce qui concerne le vice caché, que de sa découverte. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Marcihacy, rapporteur. Cet article pose une question sur laquelle je dois m'expliquer pour éviter toute confusion.

La disposition adoptée par l'Assemblée nationale a peut être été un peu hâtive. En effet, aux termes de l'article 7 adopté conforme par les deux assemblées, le constructeur est garant des vices cachés du navire malgré sa recette sans réserve. Ensuite, le texte adopté par l'Assemblée nationale pour l'article 8 dispose que l'action en garantie contre le constructeur se prescrit par un an à compter de la découverte du vice.

Enfin, l'article 9 dit : « L'entrepreneur qui a procédé à la réparation d'un navire est garant des vices cachés résultant de son travail dans les conditions des articles 7 et 8. »

M. le garde des sceaux, estimant sans doute qu'il y avait quelque chose qui n'était pas tout à fait régulier, a demandé en séance la disparition de l'adjectif « cachés » à la fin de l'article 8. Mais il n'est pas allé à mon avis assez loin, et c'est là qu'intervient l'interprétation que je crois devoir donner dans les travaux préparatoires, car ce délai de garantie peut-être comparé à celui qui est accordé à un propriétaire d'automobile quand il achète sa voiture ; à ce moment-là, il est garanti non seulement du vice caché qui fait l'objet d'une loi tout à fait spéciale, mais du défaut de fonctionnement, voire même d'un certain défaut de conception. Les articles 7 et 9 du texte sont relatifs aux vices cachés.

Pour éviter toute espèce de confusion, la commission suggère au Sénat de dire :

« L'action en garantie contre le constructeur se prescrit par un an. Ce délai ne commence à courir, en ce qui concerne le vice caché, que de sa découverte. »

De ce fait se trouvent dans cet article 8 deux protections, l'une l'action de garantie — j'allais dire presque de droit commun —

qui est d'un an et l'action contre le vice caché, dont le délai ne commence à courir qu'à partir du moment où on le découvre.

Si M. le secrétaire d'Etat est d'accord sur cette interprétation, j'aimerais qu'il nous le fasse savoir.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement?...

M. André Bettencourt, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement accepte à la fois l'interprétation de M. le rapporteur et son amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur l'amendement n° 1?...

Je le mets aux voix.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article 8 est donc rédigé dans le texte de l'amendement.

[Articles 9, 12, 23, 43 et 50.]

M. le président. « Art. 9. — L'entrepreneur qui a procédé à la réparation d'un navire est garant des vices cachés résultant de son travail dans les conditions des articles 7 et 8. » — (Adopté.)

« Art. 12. — Nonobstant toute clause contraire, les décisions de la majorité sont susceptibles de recours en justice de la part de la minorité. Ces recours doivent être exercés dans un délai de trois ans.

« L'annulation en est prononcée en cas de vice de forme ou si la décision attaquée est contraire à l'intérêt général de la copropriété et prise dans l'unique dessein de favoriser la majorité au détriment de la minorité. » — (Adopté.)

« Art. 23. — Les copropriétaires qui sont membres de l'équipage du navire peuvent, en cas de congédiement, quitter la copropriété et obtenir de celle-ci le remboursement de leur part. En cas de désaccord, et sauf compromis, le prix est fixé par le tribunal. » — (Adopté.)

« Art. 43. — Les navires et autres bâtiments de mer francisés sont susceptibles d'hypothèques. Ils ne peuvent être grevés que d'hypothèques conventionnelles.

« L'hypothèque doit, à peine de nullité, être constituée par écrit. » — (Adopté.)

« Art. 50. — Les sûretés conventionnelles, constituées avant la francisation sur un bâtiment, sont valables et produisent effet à condition :

« 1° D'avoir été publiées, conformément à la loi du pavillon du bâtiment ou, à défaut, du lieu de construction du bâtiment ;

« 2° D'avoir été portées à la connaissance de l'acquéreur avant l'acte de transfert du bâtiment ;

« 3° D'avoir fait l'objet de la publicité réglementaire lors de la francisation.

« Des décrets détermineront les sûretés constituées en application d'une législation étrangère auxquelles s'applique le présent article. » — (Adopté.)

[Article 58 bis.]

M. le président. L'article 58 bis a été supprimé par l'Assemblée nationale.

Personne n'en demande le rétablissement?...

L'article 58 bis demeure supprimé.

[Article 61.]

M. le président. « Art. 61. — Sous réserve des dispositions de l'article 60, le propriétaire du navire n'est pas responsable au-delà des limites établies par la convention internationale du 10 octobre 1957 sur la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires de mer. »

Par amendement n° 2, M. Marcihacy, au nom de la commission de législation, propose de rédiger comme suit le début de cet article :

« En application des articles 58 et 59, et sous réserve des dispositions de l'article 60... »

(Le reste sans changement.)

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Marcihacy, rapporteur. Il faut noter que la limitation des garanties en application de la convention de Bruxelles résulte d'un acte de volonté qui doit être exprimé par quelqu'un. D'où la rédaction que nous vous proposons pour l'article 61.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. André Bettencourt, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement estime en effet que l'amendement apporte une précision utile.

M. le président. Personne de demande plus la parole ?...
Je mets aux voix l'amendement n° 2.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'article 61 ainsi modifié.
(L'article 61 est adopté.)

[Article 62.]

M. le président. « Art. 62. — Lorsque l'ensemble des créances résultant d'un même événement dépasse les limites de la responsabilité telles qu'elles sont déterminées par l'article 61, le montant global des réparations dues par le propriétaire dans le cadre de la limitation légale est constitué en un fonds de limitation unique.

« Le fonds ainsi constitué est affecté exclusivement au règlement des créances auxquelles la limitation de responsabilité est opposable.

« Après la constitution du fonds, aucun droit ne peut être exercé pour les mêmes créances, sur d'autres biens du propriétaire par les créanciers auxquels le fonds est réservé, à condition que le fonds de limitation soit effectivement disponible au profit du demandeur. »

Par amendement n° 3, M. Marcihacy, au nom de la commission de législation, propose, à la fin du premier alinéa de cet article, après le mot : « constitué », d'insérer les mots suivants : « ... , à la diligence et par les soins du propriétaire ou de toute autre personne à lui substituée ;... »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Marcihacy, rapporteur. Ici la commission demande une adjonction dans le mécanisme de ce fonds de limitation unique que le texte initial a fait surgir comme un diable d'une boîte, sans qu'on sache qui est le diable ni qui a ouvert la boîte.

Nous demandons qu'à la fin du premier alinéa on dise que « Ce fonds de limitation est constitué à la diligence et par les soins du propriétaire ou de toute autre personne à lui substituée. »

Il s'agit donc à la fois du propriétaire, éventuellement des compagnies d'assurance et de tous autres garants bancaires chargés de constituer ce fonds.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. André Bettencourt, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement pense que cet amendement apporte une précision nécessaire. Je voudrais à mon tour souligner combien il était utile de dire par qui est constitué le fonds de limitation. Ce sont des précisions qui doivent figurer dans le décret, dont le projet a été communiqué à M. le rapporteur. Aussi sera-t-il complété dans ce sens par des dispositions sur la mise en œuvre de ce fonds de limitation.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 3 accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'article 62, ainsi modifié.
(L'article 62, ainsi modifié, est adopté.)

[Articles 65 à 67 et 72.]

M. le président. « Art. 65. — Si, avant la répartition du fonds, le propriétaire d'un navire a payé en tout ou en partie une des créances indiquées aux articles 58, 59 et 61, il est autorisé à prendre, à due concurrence, les lieux et places de son créancier dans la distribution du fonds, mais seulement dans la mesure où, selon le droit du pays où le fonds est constitué, ce créancier aurait pu faire reconnaître sa créance contre le propriétaire. » — (Adopté.)

« Art. 66. — Pour l'application de l'article 61, on tiendra compte du tonnage au sens des 5° et 7° de l'article 3 de la convention internationale précitée. » — (Adopté.)

« Art. 67. — Dans tous les cas où un propriétaire est autorisé par la présente loi à limiter sa responsabilité, il peut obtenir la mainlevée de la saisie de son navire ou de tout autre bien lui appartenant ainsi que la libération des cautions et garanties données. Il devra prouver au préalable qu'il a constitué le fonds ou fourni toutes garanties propres à sa constitution.

« Le juge tient compte, pour l'application de l'alinéa précédent, de la constitution du fonds ou de la fourniture de garanties suffisantes non seulement sur le territoire de la République française, mais encore soit au port où s'est produit l'événement donnant lieu à la créance du saisissant, soit à la première escale après l'événement, si celui-ci n'a pas eu lieu dans un port, soit au port de débarquement ou de déchargement s'il s'agit d'une créance relative à des dommages corporels ou à des dommages aux marchandises. » — (Adopté.)

« Art. 72. — Sont abrogés les articles 190 à 220 du code de commerce, la loi du 10 juillet 1885 qui modifie celle du 10 décembre 1874 sur l'hypothèque maritime ainsi que toutes autres dispositions contraires à la présente loi.

« Les articles 216, 217, 218, 221 et 237 à 254 du code des douanes sont également abrogés et remplacés par les dispositions correspondantes de la présente loi. » — (Adopté.)

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

M. le président. Je propose au Sénat de renvoyer à vingt et une heures trente la discussion des autres projets à l'ordre du jour. (Assentiment.)

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à dix-neuf heures cinquante-cinq minutes, est reprise à vingt et une heures trente-cinq minutes, sous la présidence de Mme Marie-Hélène Cardot.)

PRESIDENCE DE Mme MARIE-HELENE CARDOT,
vice-président.

Mme le président. La séance est reprise.

— 14 —

SOCIÉTÉS COMMERCIALES

Adoption d'une proposition de loi en deuxième lecture.

Mme le président. L'ordre du jour appelle la discussion en deuxième lecture de la proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales. [N° 40, 57 ; 116 et 168 (1966-1967).]

Dans la discussion générale la parole est à M. le rapporteur de la commission de législation.

M. Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Madame le président, je suggère que nous ne fassions pas de discussion générale ; en tout cas, la commission n'a rien à déclarer dans le cadre de celle-ci...

M. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice. ... et le Gouvernement n'a rien à ajouter !

Mme le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à la discussion des articles de la proposition de loi.

Je rappelle qu'aux termes de l'article 42, alinéa 9, du règlement, à partir de la deuxième lecture au Sénat des propositions de loi, la discussion des articles est limitée à ceux pour lesquels les deux Chambres du Parlement n'ont pas encore adopté un texte identique.

Je donne lecture des articles restant en discussion.

[Article A.]

Mme le président. « Art. A. — Le deuxième alinéa de l'article 8 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales est modifié comme suit :

« La société ne peut se prévaloir, à l'égard des tiers, des nominations et cessations de fonction des personnes visées ci-dessus tant qu'elles n'ont pas été régulièrement publiées. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article A.

(L'article A est adopté.)

[Article B.]

Mme le président. « Art. B. — La deuxième phrase du premier alinéa de l'article 62 de la loi précitée du 24 juillet 1966 est modifiée comme suit :

« Toutefois, le commissaire aux apports est nommé par décision de justice, à la demande d'un gérant. » — (Adopté.)

[Article 1^{er} bis.]

Mme le président. « Art. 1^{er} bis. — L'article 274 de la loi précitée du 24 juillet 1966 est complété par un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Si les statuts d'une société ne faisant pas publiquement appel à l'épargne instituent un droit de préemption sur les actions émises par la société au profit des personnes qu'elle emploie, la clause d'agrément pourra être stipulée, même dans les cas où elle est interdite par l'alinéa 1^{er} ci-dessus. »

Par amendement n° 1, M. Dailly, au nom de la commission de législation, propose de rédiger comme suit le texte proposé pour le nouvel alinéa ajouté à l'article 274 de la loi du 24 juillet 1966 :

« Lorsque les statuts d'une société ne faisant pas publiquement appel à l'épargne réservent des actions aux salariés de la société, il peut être stipulé une clause d'agrément interdite par les dispositions de l'alinéa premier ci-dessus, dès lors que cette clause a pour objet d'éviter que lesdites actions ne soient dévolues ou cédées à des personnes n'ayant pas la qualité de salarié de la société. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Etienne Dailly, rapporteur. En effet, pour l'article A et pour l'article B, nous avons repris la rédaction de l'Assemblée nationale, qui nous a paru préférable.

A l'article 1^{er} bis, l'Assemblée nationale a introduit un amendement qui vise de toute évidence les statuts des sociétés qui, ne faisant pas directement appel à l'épargne, instituent un droit de préemption sur les actions qui sont émises au profit de leur personnel. Sa rédaction ne nous a toutefois pas paru très claire.

Je me permets de vous rappeler que l'article 1^{er} bis, en ses premier et second alinéas, prévoit que des clauses d'agrément sont possibles, mais qu'elles ne peuvent pas s'appliquer « en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant ».

L'amendement introduit par l'Assemblée nationale vise à dire que ces clauses d'agrément qui, par conséquent, dans ce cas-là, sont interdites, pourraient néanmoins demeurer valables concernant des actions émises au profit de salariés de l'entreprise de telle sorte qu'elles demeurent bien entre les mains de ces salariés. Il suffit de lire les débats de l'Assemblée nationale pour comprendre que c'est bien de cela dont il s'agit. Il n'en reste pas moins que le texte voté ne le dit pas clairement et nous entendons le remplacer par une rédaction plus complète, qui ne prêterait pas à ambiguïté :

« Lorsque les statuts d'une société ne faisant pas publiquement appel à l'épargne réservent des actions aux salariés de la société, il peut être stipulé une clause d'agrément interdite par les dispositions de l'alinéa 1^{er} ci-dessus, dès lors que cette clause a pour objet d'éviter que lesdites actions ne soient dévolues ou cédées à des personnes n'ayant pas la qualité de salarié de la société. »

Rédigé sous cette forme, je crois que le dernier alinéa de l'article 1^{er} bis serrerait de plus près le cas qu'à bon droit l'Assemblée nationale a voulu régler.

Mme le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Foyer, garde des sceaux. Le Gouvernement estime, lui aussi, que cette rédaction est plus claire et en conséquence il s'y rallie volontiers.

Mme le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 1.

(L'amendement est adopté.)

Mme le président. Personne ne demande plus la parole sur l'article 1^{er} bis ?...

Je le mets aux voix dans la nouvelle rédaction qui résulte de l'amendement n° 1.

(L'article 1^{er} bis, ainsi modifié, est adopté.)

[Article 6.]

Mme le président. « Art. 6. — Le deuxième alinéa de l'article 493 de la loi précitée du 24 juillet 1966 est modifié comme suit :

« Jusqu'au 31 décembre 1970, la déduction prévue au 1^o de l'article 352 sera calculée au taux d'intérêt statutaire, même s'il est inférieur à 5 p. 100, dès lors que ce taux aura été fixé par une assemblée générale antérieurement à la publication de la présente loi et que le montant global de l'intérêt statutaire calculé à ce taux représente au moins 5 p. 100 de la fraction du capital, libérée et non amortie, autre que celle qui représente une incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes d'émission. »

Par amendement n° 2, M. Dailly, au nom de la commission de législation, propose de supprimer les mots : « Jusqu'au 31 décembre 1970... ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Etienne Dailly, rapporteur. Monsieur le ministre, cet article 6 vise le calcul des tantièmes. Vous vous rappelez qu'en première lecture nous avons voulu, à la fin du texte, prévoir une disposition évitant aux administrateurs de sociétés qui auraient bien géré et à ce titre auraient incorporé au capital, par élévation de la valeur nominale, des réserves ou des bénéfices, une sanction.

Or, ce faisant, ils avaient souvent simultanément abaissé le taux d'intérêt statutaire et, les dispositions de la loi stipulant que les tantièmes doivent être calculés sur ce qui dépasse le premier dividende, celui-ci étant lui-même calculé au taux d'intérêt statutaire ou à 5 p. 100 dans la mesure où le taux statutaire était inférieur à 5 p. 100, ils risquaient d'être sanctionnés bien à tort, surtout lorsque les sociétés avaient augmenté la valeur nominale des actions par incorporation de bénéfices ou de réserves. Nous avons donc prévu qu'il n'en serait rien dès lors que la somme distribuée aux actionnaires au titre de cet intérêt statutaire serait égale ou supérieure à celles qu'ils touchaient auparavant. Il n'y avait pas de raison que les administrateurs de telles sociétés soient privés de tantièmes.

Vous aviez bien voulu vous rallier à ce point de vue et nous avons donc déposé un amendement dans ce sens et portant sur l'article 493 de la loi de juillet 1966.

A l'occasion de cette proposition de loi qui ne visait qu'à modifier la date d'application de la loi, à réparer des erreurs ou à lever des ambiguïtés, nous vous avons fait observer qu'en fait il y avait plusieurs façons de procéder à des augmentations de capital gratuites : l'élévation de la valeur nominale, certes, mais aussi l'émission d'actions gratuites. Aussi, en plein accord avec vous, monsieur le ministre, nous avons introduit une disposition qui figure au comparatif dans la colonne « texte adopté par le Sénat ».

L'Assemblée nationale vient de rédiger cette disposition dans des termes à mon sens remarquables et excellents, très supérieurs à la rédaction du Sénat. Au lieu d'indiquer, comme tous l'avons fait : « Jusqu'au 31 décembre 1970, la déduction prévue au 1^o de l'article 352 sera calculée aux taux d'intérêt statutaire, même s'il est inférieur à 5 p. 100, dès lors que la fixation de ce taux aura été décidée antérieurement à la publication de la présente loi » — ce qui demeure bien entendu valable — « par une assemblée générale, à la suite d'une augmentation de capital réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, et que cette augmentation de capital aura pour effet de fixer la somme versée à chaque actionnaire, au titre de l'intérêt statutaire, à un montant au moins égal à celui précédemment perçu au même titre » elle abandonne cette notion de : « montant au moins égal à celui précédemment perçu » et y substitue une notion beaucoup plus sage et qui se rapproche beaucoup plus de l'esprit de la loi : un plancher constitué par

le 5 p. 100 de la fraction du capital libérée et non amortie autre que celle qui représente des incorporations de réserves, de bénéfices ou de primes d'émission. On ne pourra prélever des tantièmes qui si la somme distribuée aux actionnaires par application du nouveau taux statutaire — sous réserve qu'il ait été fixé et c'est ce qui confère toujours un caractère transitoire à cet article antérieurement à la présente loi — est égale ou supérieure à ce plancher ; pas de tantièmes au contraire si elle est inférieure à 5 p. 100, au montant qu'ils devaient toucher par application du taux de 5 p. 100 à la partie libérée non amortie du capital, déduction faite de la part de ce capital qui résulte d'incorporations de réserves, de bénéfices ou de primes d'émission.

Ainsi, grâce à cette rédaction, qui est excellente et à laquelle nous n'avions pas pensé, on est certain que les administrateurs ne peuvent pas toucher de tantièmes dès lors que, d'abord, les actionnaires n'ont pas reçu 5 p. 100 des sommes qu'ils ont apportées en numéraire.

Nous trouvons la rédaction remarquable et nous nous y rallions volontiers. Mais elle est devenue si bonne qu'en dehors du caractère transitoire que comporte la fixation du taux d'intérêt statutaire ainsi déterminé avant la promulgation de la présente loi, il n'y a plus lieu d'en limiter l'application au 31 décembre 1970. Sous la forme qui nous est maintenant présentée, ces dispositions peuvent continuer à s'appliquer même au-delà de cette date, dès lors, encore une fois, que le taux d'intérêt statutaire inférieur à 5 p. 100 aura été décidé avant la publication de la loi. L'amendement de la commission vise donc à supprimer les mots : « jusqu'au 31 décembre 1970 ».

Mme le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Foyer, garde des sceaux. Le Gouvernement est au regret de ne pouvoir se rallier à l'amendement qui vient d'être soutenu par M. Dailly. La proposition de loi qui est en discussion — et votre rapporteur, du reste, l'avait observé en première lecture — a un caractère, j'allais dire hybride et, me laissant entraîner à la langue latine, j'allais déclarer : *Mixtam causam habere video*. En effet, si elle a pris la forme d'une proposition de loi, ses termes avaient été discutés, je dirai même arrêtés en commun, autour d'une table préparatoire extra-parlementaire, plus exactement antéparlementaire et, à ce moment-là, le rapporteur était d'accord avec moi pour considérer que ce texte devait viser deux objectifs, d'une part, modifier les dispositions transitoires et, quant au fond, se limiter à des réécritures de dispositions qui apparaîtraient insuffisamment claires, avec la rectification d'erreurs grammaticales ou de rédaction. Or, l'amendement que soutient maintenant M. Dailly va bien au-delà de ce qui avait été primitivement envisagé car, en proposant de supprimer la date limite du 31 décembre 1970, dans l'article 493 de la loi du 24 juillet 1966, M. Dailly transforme la disposition de l'article 493 dont nous avions voulu faire seulement une disposition transitoire — afin de faciliter les adaptations — en une disposition permanente. Peut-être, telle qu'elle est présentée et d'un point de vue perfectionniste, vaudrait-elle mieux que les dispositions de l'article 493, mais il est évident que, prenant un caractère permanent, elle ne serait plus à sa place dans cet article. Je suis convaincu que le puriste qu'est M. Dailly, qui a tant eu le souci — un souci auquel je rend volontiers hommage — de faire de la loi du 24 juillet 1966 un texte bien rédigé et qui fasse honneur, dans l'histoire du droit, à la période législative que nous traversons, n'insistera pas pour l'adoption d'un amendement que, pour sa part, le Gouvernement ne saurait accepter.

M. Etienne Dailly, rapporteur. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Etienne Dailly, rapporteur. Je suis extrêmement ennuyé, monsieur le ministre, car ce que vous venez de dire prouve que je n'ai pas été compris. Si je ne l'ai pas été, c'est que j'ai été peu clair.

Vous avez bien voulu évoquer dans ces travaux le purisme que j'ai cherché à apporter à la rédaction de tous ces textes. C'est vrai, mais vous avez vous aussi grandement contribué à la qualité de la loi. Il ne me paraît pas possible que cette fois encore nous ne nous mettions pas d'accord.

Le Sénat avait rédigé cet amendement en lui conférant un double caractère transitoire. Premièrement, le taux d'intérêt statutaire inférieur à 5 p. 100 devait avoir été fixé par une assemblée générale antérieure à la présente loi. Il en est de même à cet égard dans le nouveau texte et son caractère transitoire demeure donc certain. Dire qu'il a pris un caractère permanent ne me paraît donc pas exact.

M. Jean Foyer, garde des sceaux. Disons qu'il a une durée d'application illimitée. C'est ce que j'appellais une disposition permanente.

M. Etienne Dailly, rapporteur. Il a une durée d'application illimitée dans le cadre d'une disposition qui a elle-même un caractère transitoire.

Le caractère transitoire tenait aussi au fait que l'application ne s'en ferait que jusqu'au 31 décembre 1970. Pourquoi ? Parce qu'il fallait que les dispositions conjuguées de la fixation d'un taux d'intérêt statutaire à un taux inférieur à 5 p. 100 et à l'augmentation de capital gratuite par ailleurs décidée se traduisent — je cite — « par une distribution à l'actionnaire d'un montant au moins égal à celui précédemment perçu au même titre ». Alors, il fallait bien fixer une date limite du fait de l'expression « précédemment perçu au même titre » qui ne pouvait pas de toute évidence s'appliquer pendant un délai illimité.

Or l'Assemblée nationale ne veut pas entendre parler de ce plancher. Elle est plus rigoriste que nous, elle est plus logique aussi puisqu'elle se réfère aux dispositions de la loi. La loi dit en effet qu'on ne peut prélever de tantièmes avant d'avoir distribué 5 p. 100 du capital aux actionnaires.

L'Assemblée dit qu'il ne pourrait être payé de tantièmes que dans la mesure où auront été attribuées aux actionnaires par application du nouveau taux d'intérêt statutaire, même inférieur à 5 p. 100, mais fixé antérieurement à la publication de la loi, des sommes au moins égales à 5 p. 100 de la fraction du capital libéré et non amorti, diminuée de ce qui, à l'intérieur de cette fraction de capital, n'a pas été souscrit en numéraire, mais résulte d'incorporation de réserves, de bénéfices, ou de primes d'émission.

Il y avait une correspondance entre le fait de fixer un terme et le fait de se référer au montant précédemment perçu au même titre. Il n'y a plus la nécessité de fixer un terme dès lors qu'on revient aux dispositions permanentes de la loi.

Mes chers collègues, c'est un problème un peu complexe. J'espère avoir été aussi clair que possible. La disposition conserve un caractère transitoire puisque, encore une fois, elle n'est valable que tant que demeure ce qu'il est le taux statutaire inférieur à 5 p. 100 décidé par une assemblée générale antérieurement aux dispositions de la présente loi, et je ne vois pas pourquoi, monsieur le garde des sceaux, vous ne voulez pas en convenir. Si je poursuis avec vous cette discussion, c'est parce que je suis convaincu que j'ai raison. Et comme c'est sans doute le dernier amendement que nous avons à discuter de cette dernière proposition de loi — j'espère bien en effet que nous ne discuterons pas à chaque session une proposition de loi complémentaire à notre grande loi du 24 juillet 1966 — je vous demande d'être assez aimable pour partager mon souci de purisme peut-être et pour accepter mon amendement.

M. Jean Foyer, garde des sceaux. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. Jean Foyer, garde des sceaux. M. Dailly vient, dans sa dernière intervention, d'adopter un ton, j'allais dire presque émouvant, pour me demander de me rallier à son amendement. Emouvant en même temps qu'exprimant une légitime fierté de l'œuvre qu'a été la loi du 24 juillet 1966. Et je m'attendais même à l'entendre exprimer, en reprenant les termes du poète Horace : *Exegimus monumentum aere perennius*.

Tout de même, monsieur le rapporteur, je ne suis pas absolument convaincu par votre argumentation. Et je dois dire qu'il me semble que, si vous êtes maintenant si convaincu de l'excellence du système adopté à titre transitoire par l'Assemblée nationale, je me demande alors pourquoi vous n'êtes pas allé jusqu'au bout de la logique et pourquoi vous maintenez l'exigence que ce taux d'intérêt statutaire inférieur à 5 p. 100 ait été fixé par une assemblée générale tenue antérieurement à la publication de la présente loi.

Il n'y a pas de raison, si ce système vaut celui de l'article 352, inspiré exactement des mêmes préoccupations et reprenant sous une forme améliorée en définitive la même idée, que vous limitiez le bénéfice de cette rédaction, selon vous améliorée, au seul cas où l'intérêt statutaire dont il s'agit aurait été fixé avant la publication de la présente loi. Par conséquent, ce que vous nous proposez consiste à maintenir indéfiniment une disposition qui, malgré tout, présente un caractère essentiellement transitoire et, dans ces conditions, je crois qu'il est préférable de maintenir la limitation de validité au 31 décembre 1970.

M. Etienne Dailly, rapporteur. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Etienne Dailly, rapporteur. Je ne veux pas poursuivre cette discussion longtemps, mais je voudrais quand même répondre à la question que vient de me poser M. le garde des sceaux. Si nous avons maintenu le critère de la fixation du taux antérieurement à la date de promulgation de la présente loi, c'est parce qu'il est souhaitable que toutes les sociétés rentrent aussi vite qu'elles le pourront dans le droit commun...

M. Jean Foyer, garde des sceaux. Celles-là n'y rentreront plus jamais.

M. Etienne Dailly, rapporteur. Ce que nous avons voulu, c'est ne pas faire tomber sous le coup d'une disposition coercitive des gens qui avaient agi de bonne foi, alors qu'ils ne la connaissaient pas encore, c'est-à-dire avant le vote de la loi. Si nous vous proposons de supprimer le terme du 31 décembre 1970, c'est parce que la loi n'étant applicable qu'au mois d'avril 1967, les sociétés ne disposeraient pour régulariser leur situation que des exercices 1968, 1969 et 1970. C'est trop court !

Quant aux sociétés, elles n'auront aucun intérêt à faire durer cette situation, faute de quoi il leur faudra, lors de chaque assemblée générale, expliquer aux actionnaires le processus de l'élaboration du capital pour en totaliser la part libérée et non amortie, puis parmi cette part celle qui a été souscrite en numéraire et enfin celle qui résulte d'incorporation de réserve, bénéfice ou prime d'émission, d'appliquer à la différence le taux de 5 p. 100 et de faire constater pour que les administrateurs puissent prélever des tantièmes que ce montant demeure inférieur au premier dividende. C'est là tout un historique du capital des sociétés dont elles se passeraient aussi vite qu'elles auraient pu régulariser leur situation. D'où la nécessité de conserver à cette affaire un caractère transitoire et de maintenir que le taux doit avoir été fixé avant l'adoption de la présente loi.

Je demande donc à mes collègues de me suivre et j'espère que l'Assemblée nationale en fera autant.

Mme le président. Personne ne demande plus la parole sur l'amendement n° 2, proposé par la commission et repoussé par le Gouvernement ?

Je le mets aux voix.

(L'amendement est adopté.)

Mme le président. Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je mets aux voix l'article 6, modifié par l'amendement n° 2.

(L'article 6, ainsi modifié, est adopté.)

[Article 7.]

Mme le président. « Art. 7. — I. — La deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article 499 de la loi précitée du 24 juillet 1966 est modifiée comme suit :

« Toutefois, les sociétés par actions ne faisant pas publiquement appel à l'épargne... » (Le reste sans changement.)

« II. — Le quatrième alinéa de l'article 499 de la même loi est modifié comme suit :

« Si pour une raison quelconque, l'assemblée des actionnaires ou des associés n'a pu statuer régulièrement... » (Le reste sans changement.)

« III. — Le cinquième alinéa de l'article 499 de la même loi est modifié comme suit :

« La présente loi est applicable à une société dès que la modification des statuts nécessaires à la mise en harmonie a fait l'objet des formalités de publicité requises ou, à défaut, à l'expiration du délai de dix-huit mois prévu à l'alinéa 2 ci-dessus. Jusqu'à cette application, la société demeure régie par les dispositions législatives et réglementaires antérieures. Si aucune mise en harmonie n'est nécessaire, il en est pris acte par l'assemblée des actionnaires ou des associés dont la délibération fait l'objet de la même publicité que la décision modifiant les statuts. La présente loi est alors applicable à la société à compter de l'accomplissement de ces formalités.

« IV. — L'article 499 de la même loi est complété par les nouveaux alinéas suivants :

« Toutefois, la révocation des gérants de sociétés à responsabilité limitée ne pourra être décidée dans les conditions prévues à l'article 55 qu'à compter de l'expiration du délai de dix-huit mois prévu à l'alinéa 2 ci-dessus ; pendant ce délai, les dispositions antérieurement en vigueur resteront applicables.

« Il en sera de même de la transformation de la société en société anonyme dans les conditions prévues à la dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 69. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

(La proposition de loi est adoptée.)

— 15 —

PUBLICITE DU PRIVILEGE DU TRESOR EN MATIERE FISCALE

Adoption d'un projet de loi.

Mme le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la publicité du privilège du Trésor en matière fiscale. [N° 138 et 169 (1966-1967).]

Dans la discussion générale, la parole est à M. le garde des sceaux.

M. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice. Messieurs, le texte qui vous est présenté ce soir est l'un des éléments d'un ensemble complet dont la deuxième partie a été déposée il y a quelques jours sur le bureau de l'Assemblée nationale. Il s'agit d'une refonte totale des procédures de règlement judiciaire et de faillite, procédures actuellement régies par un décret de 1955, lequel — inspiré d'idées sûrement intéressantes et en très grande partie justes — n'a pas dans la pratique apporté toutes les satisfactions qu'il était permis d'en attendre et n'a pas rempli les espérances qui avaient été mises en lui.

Après huit années d'application, en effet, les travaux poursuivis tant par le ministère de la justice que par une mission de l'inspection générale des finances, qui a dressé un rapport dont je n'hésite pas à dire qu'il est absolument remarquable, ont établi que les procédures de faillite n'apportaient généralement aux créanciers chirographaires qu'une satisfaction très modeste, pour ne pas dire dérisoire, ordinairement inférieure à 6 p. 100 du nominal de leurs créances.

A vrai dire, c'est là un vieux reproche fait à ces procédures. C'est déjà en partant de cette constatation que la monarchie, de juillet avait remis sur le chantier les textes du code de commerce et l'on retrouverait les mêmes soucis exprimés lors des travaux préparatoires du texte de 1889 qui devaient introduire dans le droit français la liquidation judiciaire. A diverses époques on a cherché à expliquer ce mauvais rendement de tels procédés. Il est apparu que le législateur de la monarchie de juillet avait pensé que la rigueur excessive du code, qui prévoyait l'incarcération obligatoire du débiteur failli, retardait le dépôt de bilan. Aujourd'hui ce dépôt est encore trop tardif, mais c'est à d'autres causes qu'il faut l'imputer et sans doute principalement au caractère occulte des privilèges qui garantissent les créances fiscales du Trésor public.

Le problème avait déjà été posé et partiellement résolu en 1951 pour le privilège qui garantit les créances des caisses de sécurité sociale et à cette époque un mécanisme de publicité a été institué, qui donne satisfaction. En 1953, une publicité avait été imposée pour les créances au titre des taxes sur la valeur ajoutée, mais l'on sait que ce texte est resté lettre morte faute d'intervention des décrets d'application qui eussent été nécessaires.

Le Gouvernement a décidé cette fois de proposer aux assemblées un texte soumettant à la nécessité d'une inscription les privilèges qui garantissent pratiquement toutes les créances fiscales qui présentent un intérêt lorsque le débiteur est exposé aux procédures de règlement judiciaire et de faillite — la faillite devant prendre le nom, dans la réforme que nous proposons, de « procédure de la liquidation des biens » — et tel est l'objet du texte qui vous est présenté ce soir. Il faut éviter qu'à l'avenir des créanciers continuent à faire crédit à des débiteurs déjà grevés d'un lourd passif fiscal dans l'ignorance où ils sont de celui-ci, les administrations financières étant tenues elles-mêmes au secret professionnel et ne pouvant même pas les renseigner. Il en résulte que des débiteurs, déjà en fait en état de cessation de paiements, poursuivent une existence lamentable pour le crédit public et pour le plus grand détriment d'une masse de créanciers chirographaires intéressants qui n'avaient pas la force économique nécessaire d'exiger de ces débiteurs la sûreté qui les eût garantis contre le risque de leur insolvabilité.

Il s'agit donc d'une mesure essentiellement favorable au crédit et de la plus grande importance, mais qui exige quelque temps d'adaptation de la part des comptables du Trésor et des régies financières pour devenir applicable. C'est pourquoi le Gouvernement qui ne pouvait, au point où nous sommes parvenus,

espérer qu'il obtiendrait le vote de la réforme d'ensemble des procédures de règlement judiciaire et de faillite, a demandé au Parlement, en cette fin de session, de bien vouloir consacrer dès maintenant la première partie de cette réforme en imposant, à une date que nous allons avoir à définir tout à l'heure, la publication des privilèges du Trésor sous la sanction de la perte du droit de préférence si l'inscription n'a pas été prise dans les termes de la loi avant le jugement qui interrompt le cours des inscriptions.

J'ai suffisamment souligné l'importance de ce texte mais je m'en voudrais de ne pas remercier au nom du Gouvernement votre commission pour la diligence qu'elle a montrée, comprenant toute l'utilité de ce texte, comprenant qu'il était utile de le voter dès maintenant afin que l'administration, sachant quelles sont les obligations qui vont lui échoir dans quelques mois, prenne les dispositions nécessaires pour que la loi soit appliquée à la date ultime que le législateur aura fixée.

En vous priant, à quelques jours de la clôture de la session, de bien vouloir rapporter et discuter cette réforme importante, le Gouvernement vous a demandé d'accepter un fardeau supplémentaire. Je tiens à vous en remercier et spécialement vous, monsieur le rapporteur, de l'avoir porté avec une si bonne grâce. (Applaudissements.)

Mme le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur de la commission de législation.

M. Pierre de Félice, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Mesdames, messieurs, mes chers collègues, je remercie M. le garde des sceaux de m'avoir fait bénéficier de la procédure exceptionnelle qui consiste à voir intervenir un membre du Gouvernement avant le rapporteur. Cela facilitera beaucoup ma tâche.

Mme le président. Ce n'est pas exceptionnel.

M. Pierre de Félice, rapporteur. Ce n'est pas exceptionnel, mais j'en ressens tout le prix exceptionnel.

M. Geoffroy de Montalembert. C'est même constitutionnel !

M. Pierre de Félice, rapporteur. Sur le fond de ce problème, nous sommes absolument d'accord. Nous pensons en effet que les créanciers, les prêteurs ont intérêt à connaître, par inscription au registre du tribunal de commerce ou du tribunal de grande instance, la dette fiscale réelle de leurs débiteurs, afin de ne pas voir l'irruption spontanée et de premier rang du Trésor exerçant son privilège et retirant l'actif apparent sur lequel les créanciers pouvaient compter.

Nous sommes d'accord aussi sur les modalités de ce texte, mais ce qui nous sépare et complètement, c'est la question de savoir si ce texte doit être voté immédiatement. En effet, M. le garde des sceaux, dans son exorde, a fait un historique de la matière — sur lequel je ne le suivrai pas, parce que je n'ai pas sa compétence — indiquant qu'il fallait arriver à une réforme de la liquidation judiciaire et même, selon une nouvelle formule, de la « liquidation des biens » ; que ce projet dont nous avons été saisis sous le numéro 2232 n'avait pas encore été examiné par l'Assemblée nationale, a fortiori par le Sénat, et que l'on ne savait pas au juste quand il serait voté.

Or, dans le texte gouvernemental qui nous est proposé, un article 12 est ainsi rédigé :

« La présente loi s'appliquera le premier jour du semestre civil suivant la date d'entrée en vigueur de la loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes, et s'appliquera également aux créances fiscales nées antérieurement à cette date. Toutefois, en ce qui concerne la contribution des patentes et les contributions indirectes, un décret pris sur le rapport du ministre de l'économie et des finances et du garde des sceaux, ministre de la justice, fixera la date d'entrée en vigueur de la présente loi qui ne pourra être postérieure de plus de deux ans à la date ci-dessus. »

Autrement dit, il résulte de l'aveu même du Gouvernement que le projet qu'on nous demande de voter aujourd'hui ne sera applicable que dans un délai postérieur au texte principal auquel il a été fait allusion et que, même pour la patente et les contributions indirectes, on reportera au-delà de cette date l'application du texte que nous votons.

Tout à l'heure, j'entendais M. le garde des sceaux nous dire : il faut que nous légiférions sur la liquidation des biens parce que c'est une notion nouvelle qui n'est pas encore introduite dans notre droit. Alors, de deux choses l'une : ou bien ce texte mérite d'être voté parce qu'il est d'une application prochaine, ou bien il ne peut pas bénéficier de l'urgence et ne doit pas être voté.

C'est la raison pour laquelle la commission de législation a proposé un texte essayant de sortir de cette impasse : « La présente loi s'appliquera le premier jour du semestre civil suivant sa promulgation... » — c'est-à-dire six mois après sa publication — « ... toutefois, en ce qui concerne la contribution des patentes et les contributions indirectes, un décret... fixera la date d'entrée en vigueur de la présente loi, qui ne pourra être postérieure de plus de six mois à la date ci-dessus. » C'est-à-dire avec application pour cette contribution spéciale, qui soulève des difficultés, de six mois supplémentaires, c'est-à-dire douze mois.

Alors, de deux choses l'une, je le répète : ou bien M. le garde des sceaux tient à son texte, le défend et nous dit : cette loi sera appliquée ultérieurement, à la suite du vote d'un texte qui n'est que présenté, dont on ne sait pas quand il sera voté, et alors je déclare, au nom de la commission, que nous ne pouvons pas voter un texte reporté dans son application à une époque indéterminée, car M. le garde des sceaux serait bien incapable de nous dire à quel moment aura lieu le vote de ce texte principal dont ce texte-ci n'est, de son aveu même, que l'accessoire ; ou bien il accepte à l'article 12 l'amendement que je viens d'avoir l'honneur de lire, qui décide une application rapide et autonome du texte, et ce texte peut, au bénéfice de l'urgence, être voté par le Sénat ; mais, de toute façon, monsieur le garde des sceaux, contrairement à la règle que nous avons apprise, « l'accessoire suit le principal », l'accessoire ne peut précéder le principal. Le Sénat n'est pas prêt à se plier à une hérésie juridique d'une pareille ampleur.

Mme le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi.

J'en donne lecture.

[Articles 1^{er} à 3.]

Mme le président. « Art. 1^{er}. — Donnent lieu à publicité, dans les conditions prévues aux articles 2 à 5, les sommes restant dues à titre privilégié par des commerçants et personnes morales de droit privé, même non commerçantes, au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de la taxe complémentaire, de l'impôt sur les bénéfices des sociétés et autres personnes morales, du versement forfaitaire à la charge des employeurs et des débiteurs de certaines pensions, de la contribution des patentes et des taxes annexes, des taxes sur le chiffre d'affaires et des taxes annexes, des contributions indirectes, ainsi qu'au titre des droits, taxes, confiscations, amendes et restitutions en matière douanière. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

Mme le président. « Art. 2. — La publicité est faite à la diligence de l'administration chargée du recouvrement. » — (Adopté.)

« Art. 3. — L'inscription ne peut être requise, selon la nature de la créance, qu'à partir de la date à laquelle :

« 1^o Le redevable a encouru une majoration pour défaut de paiement, pour les impôts directs ;

« 2^o Un titre exécutoire a été émis, pour les taxes sur le chiffre d'affaires et assimilées et les contribution indirectes ;

« 3^o Un titre exécutoire ou un titre autorisant la prise de mesures conservatoires a été émis, pour les créances en matière douanière. » — (Adopté.)

[Article 4.]

Mme le président. « Art. 4. — La publicité est obligatoire lorsque les sommes dues par un redevable à un même poste comptable ou service assimilé et susceptibles d'être inscrites dépassent, au dernier jour d'un semestre civil, un montant minimum déterminé par arrêté du ministre de l'économie et des finances, pris après avis du garde des sceaux, ministre de la justice. Les sommes qui ne dépassent pas le montant minimum peuvent également être inscrites. »

Par amendement n° 1, M. de Félice, au nom de la commission de législation, propose de rédiger comme suit le début de cet article :

« L'inscription, dans un délai maximum de trois mois, est obligatoire lorsque les sommes dues... » (Le reste sans changement.)

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre de Félice, rapporteur. La commission s'est inspirée, pour déposer cet amendement, de la raison suivante : il est indiqué dans le texte que l'inscription obligatoire sur le registre tenu au greffe du tribunal de commerce ou du tribunal de grande instance ne pourra avoir lieu qu'à partir du moment où la majoration sera appliquée en matière de contribution directe et où un titre exécutoire sera délivré en matière de contribution indirecte et de droits de douane. Le point de départ que doit respecter l'administration pour inscrire le privilège est donc fixé. Nous demandons qu'un point terminal soit aussi fixé.

C'est la raison pour laquelle la commission a estimé utile d'indiquer que l'inscription dans un délai maximum de trois mois est obligatoire.

Mme le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Foyer, garde des sceaux. Pour que le Gouvernement puisse émettre un avis absolument clair sur l'amendement en question, il souhaiterait que M. le rapporteur voudût bien répondre à la question suivante.

L'article 4 du projet de loi du Gouvernement dispose que « la publicité est obligatoire lorsque les sommes dues par un redevable à un même poste comptable ou service assimilé et susceptibles d'être inscrites dépassent au dernier jour d'un semestre civil un montant minimum déterminé par arrêté du ministre de l'économie et des finances pris après avis du garde des sceaux, ministre de la justice ».

L'amendement de la commission tend à rédiger comme suit le début de l'article : « L'inscription, dans un délai maximum de trois mois, est obligatoire lorsque les sommes dues... » (le reste sans changement). Ainsi, et si je comprends bien M. le rapporteur, ce n'est qu'au terme du semestre civil, et si le débit du compte du redevable dépasse pour un poste déterminé, c'est-à-dire pour une catégorie d'impôts déterminée, le plafond prévu par arrêté, que l'inscription devient obligatoire. Ce qu'il nous propose d'ajouter au texte, c'est le délai de trois mois dans lequel cette inscription doit être exécutée.

Dans le principe, le Gouvernement n'aurait pas d'objection à accepter cet amendement, car il envisage un délai beaucoup moins long, considérant, et cela semble être maintenant l'interprétation non seulement du Conseil d'Etat et du Conseil constitutionnel, mais aussi celle des assemblées et du Gouvernement, que la détermination de la durée d'un délai est, aux termes des articles 34 et 37 de la Constitution, une disposition de caractère réglementaire. Mais, notre intention est de fixer par décret le délai imparti au comptable public à l'expiration de chaque semestre civil pour procéder à l'inscription du privilège sur le registre tenu au greffe du tribunal de commerce ou du tribunal de grande instance.

Le projet de décret d'application est prêt. Ce sera l'un des éléments que je retiendrai tout à l'heure pour confirmer le caractère d'urgence que présente le vote de la loi. Dans ce projet de décret, nous avons prévu que ce sera non pas trois mois, mais un mois qui sera imparti comme délai au comptable du Trésor pour procéder à l'inscription.

L'article 2 du projet de décret dispose : « Lorsque la publicité est faite à titre obligatoire, en application de l'article 4 de la loi susvisée — c'est bien le point où nous sommes — l'inscription doit être requise au plus tard le 31 janvier pour les sommes dues à la date du 31 décembre de l'année précédente et le 31 juillet pour les sommes dues à la date du 30 juin de l'année courante.

Par conséquent, dans le même esprit que votre commission, nous avons l'intention d'être par voie de décret plus rigoureux encore qu'elle ne vous propose de l'être, en prévoyant un délai réduit des deux tiers par rapport à celui que vous nous proposez.

Ainsi, le Sénat a, du fait de ma déclaration, toute satisfaction et même une satisfaction plus grande que celle qu'il attendait.

Je pense dans ces conditions que la commission pourrait ne pas insister pour l'adoption de son amendement.

M. Pierre de Félice, rapporteur. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre de Félice, rapporteur. Il résulte des explications de M. le garde des sceaux que nous aurions satisfaction par le décret d'application en Conseil d'Etat, et que nous nous aventurerions dans un domaine qu'on déclare réglementaire en insistant sur ce point. Par conséquent, la commission est d'accord pour retirer cet amendement et puisque la parole m'est donnée,

je me permettrai avec prudence et timidité de rappeler l'une des préoccupations de la commission au sujet de ce décret en Conseil d'Etat. Nous nous sommes préoccupés de savoir qui pourrait exactement avoir communication de l'inscription du privilège du Trésor.

Parce que si cela peut être utile à des créanciers, à des prêteurs, nous ne voudrions pas que cette communication donnât lieu à des indiscrétions à l'encontre des commerçants ou des personnes morales non commerçantes impliquées dans la loi. C'est un aspect du problème que nous n'avons pas à régler, mais je serais heureux qu'il soit pris en considération par M. le garde des sceaux en vue précisément du prochain décret en Conseil d'Etat.

M. Jean Foyer, garde des sceaux. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. Jean Foyer, garde des sceaux. Je réponds immédiatement à la question de M. le rapporteur.

Lorsqu'on décide de la publicité d'une sûreté qui garantit une créance, ou bien on admet la publicité, ou bien on ne l'admet pas ; mais il n'est pas de moyen pratique d'obtenir une publicité limitée. Sinon, le fonctionnement des services chargés de la conservation du privilège sera compliqué d'une manière absolument incroyable et ces services seront obligés de demander des justifications à ceux qui requerront la délivrance d'un état. Cela est absolument impossible.

Vous allez m'objecter que la communication doit être limitée aux créanciers puisque ce sont eux que l'on veut protéger.

Mais précisément la publicité a une utilité dans la mesure où elle permet à quelqu'un qui envisagerait de prêter de l'argent au débiteur, de ne pas le faire si le passif privilégié déjà existant lui est révélé.

Il n'est pratiquement pas possible de limiter la publicité et nous n'avons pas prévu de limitation dans les dispositions d'application.

Je dois dire — et cela me semble de nature à apaiser les scrupules de M. le rapporteur de la commission — que l'économie des dispositions qui ont déjà été adoptées aux articles 1, 2 et 3 fait que ce ne sont pas toutes les sommes dont un redevable est débiteur qui vont être immédiatement publiées ; ce sont seulement les arriérés fiscaux qui seront rendus publics. Pour que la publicité soit obligatoire, s'agissant par exemple d'impôts directs, il faut que la majoration ait été encourue et encore n'est-ce qu'à l'expiration du semestre en cours que, si le montant de la dette dépasse le plafond, l'inscription devra être requise par le comptable chargé du recouvrement.

Telles sont les explications que j'étais en mesure de vous donner. Vous êtes en présence d'un choix à faire : veut-on une publicité ou ne veut-on pas de publicité ? Dès l'instant qu'on l'admet, elle est nécessairement complète et je pense que, dans l'intérêt du crédit et plus généralement de celui de la moralité, il est bon d'introduire la publicité que nous vous demandons de sanctionner.

Mme le président. L'amendement n° 1 est donc retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 4 dans le texte de l'Assemblée nationale.

(L'article 4 est adopté.)

[Articles 5 à 11.]

Mme le président. « Art. 5. — En cas de paiement avec subrogation, le subrogé aux droits du Trésor est tenu des obligations et formalités mises par la présente loi à la charge de l'administration, quel que soit le montant du paiement.

« Si le paiement par le subrogé a lieu sans émission de titre exécutoire prévu à l'article 3 ci-dessus, l'inscription ne peut être requise que six mois au moins après le paiement. » — (Adopté.)

« Art. 6. — Les frais de l'inscription sont à la charge du redevable, mais leur montant est avancé par le Trésor ou son subrogé. Les sommes ainsi avancées sont recouvrées sous les mêmes garanties et sous les mêmes sanctions que la créance à laquelle elles se rapportent. » — (Adopté.)

« Art. 7. — En cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens du redevable, ou d'un tiers tenu légalement au paiement des sommes visées à l'article premier, le Trésor ou son subrogé ne peut exercer son privilège pour les créances qui étaient soumises à titre obligatoire à la publicité prévue aux articles premier à 5 et dont l'inscription n'a pas été régulièrement requise à l'encontre du redevable. » — (Adopté.)

« Art. 8. — Les inscriptions prises en application des articles 1^{er} à 5 se prescrivent par quatre ans, sauf renouvellement. » — (Adopté.)

« Art. 9. — Tous registres et documents utilisés pour l'accomplissement de la publicité prévue par la présente loi et les textes pris pour son application sont dispensés du timbre. » — (Adopté.)

« Art. 10. — Un décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre de l'économie et des finances et du garde des sceaux, ministre de la justice, fixera les modalités d'application de la présente loi et notamment les formes et délais des inscriptions et de leur radiation. » — (Adopté.)

« Art. 11. — Les dispositions de l'article 1926, alinéa 6, du code général des impôts sont abrogées. » — (Adopté.)

[Article 12.]

Mme le président. « Art. 12. — La présente loi s'appliquera le premier jour du semestre civil suivant la date d'entrée en vigueur de la loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes et s'appliquera également aux créances fiscales nées antérieurement à cette date. Toutefois, en ce qui concerne la contribution des patentes et les contributions indirectes, un décret pris sur le rapport du ministre de l'économie et des finances et du garde des sceaux, ministre de la justice, fixera la date d'entrée en vigueur de la présente loi qui ne pourra être postérieure de plus de deux ans à la date ci-dessus. »

Par amendement n° 2, M. de Félice, au nom de la commission de législation, propose de rédiger comme suit cet article :

« La présente loi s'appliquera le premier jour du semestre civil suivant sa promulgation. Toutefois, en ce qui concerne la contribution des patentes et les contributions indirectes, un décret pris sur le rapport du ministre de l'économie et des finances et du garde des sceaux, ministre de la justice, fixera la date d'entrée en vigueur de la présente loi qui ne pourra être postérieure de plus de six mois à la date ci-dessus. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre de Félice, rapporteur. Je n'ai pas l'intention de revenir sur les explications que j'ai données. Le texte gouvernemental demande que l'application du texte qui est aujourd'hui en délibération soit reportée au-delà du vote d'un texte sur le règlement judiciaire et la liquidation des biens, texte qui n'a été que déposé, qui n'a pas encore été examiné, et qui sera voté on ne sait pas quand. Demander un vote d'urgence alors que cette urgence ne s'impose pas est une chose que la commission ne peut pas accepter. En conséquence, elle a déposé le présent amendement.

Je demande, ou bien que l'on fasse voter un texte dont l'application sera rapide et autonome, et alors notre vote sera légitime ; ou bien, si on nous dit que ce texte ne pourra entrer en application qu'après une date indéterminée, qu'après un texte principal auquel notre vote est lié et dont le vote n'interviendra à un moment que nul ne peut déterminer, que l'on repousse l'intégralité du texte sur la publicité du privilège du Trésor en matière fiscale.

Mme le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Foyer, garde des sceaux. Il semble au Gouvernement que la position que M. le rapporteur vient de défendre est trop absolue. J'ai essayé de vous montrer tout à l'heure quelles raisons avaient déterminé le Gouvernement à vous demander de voter dès maintenant ce projet de loi, colombe de l'Arche, avant-coureuse du vote d'une réforme plus importante encore, plus considérable en tout cas par ses dimensions, celle du règlement judiciaire et de la faillite.

En effet, nous allons soumettre à publicité les privilèges garantissant des créances très diverses, non seulement ceux qui garantissent des créances d'impôts recouverts annuellement par voie de rôle, ce qui est encore relativement simple, mais aussi des créances fiscales nées de faits générateurs qui se produisent constamment, telles que les taxes sur le chiffre d'affaires, le versement forfaitaire sur les salaires, les droits de douane.

C'est imposer aux administrations fiscales et aux services comptables des tâches auxquelles ils ne sont pas habitués puisque, jusqu'à présent, ils ne les ont jamais accomplies.

Il était donc souhaitable que dès maintenant l'obligation fût exprimée, que la loi fût publiée, que les règlements d'application fussent à leur tour signés et publiés et que l'administration, sachant désormais qu'une obligation inéluctable s'impose à elle d'assurer ces publications, se préparât à le faire et s'organisât pour faire face à ses tâches nouvelles à la date fixée.

Pourquoi avons-nous lié le projet de loi à l'entrée en vigueur de la réforme du règlement judiciaire et de la faillite ? Parce qu'en réalité tout cela constitue un ensemble. Or dans le projet de réforme du règlement judiciaire et de la faillite nous avons prévu des dispositions que vous aurez à adopter concernant, en particulier, les prérogatives du Trésor public dans ces procédures, prérogatives que nous avons d'ailleurs réduites. Ainsi, le maintien du droit de poursuite individuelle du Trésor public en cas de faillite, qui était une dérogation à la règle générale dans notre projet de loi, a à peu près complètement disparu.

Il existe donc un lien logique entre cette réforme, qu'il importait de faire sortir le plus tôt possible pour que l'on s'y prépare, et la réforme d'ensemble des procédures de règlement judiciaire et de faillite, ce qui vous explique les dispositions qui figurent dans le projet de loi.

Sans doute me direz-vous que loin d'avoir les paroles de la vie éternelle je n'ai même pas celles de la vie ministérielle, et que je ne peux, au point où nous en sommes, vous garantir même que, personnellement, je pourrai faire en temps utile ce qui sera nécessaire pour obtenir le vote de la réforme d'ensemble. En tout cas, ce que je pouvais faire, je l'ai accompli. L'élaboration de l'avant-projet de loi, je l'ai menée jusqu'à son terme, c'est-à-dire jusqu'au dépôt devant le Parlement.

Cette réforme a été souhaitée ; elle l'a été par toutes sortes d'organisations, à commencer par les chambres de commerce et les tribunaux de commerce. Le texte — je parle de la réforme du règlement judiciaire et de la faillite — a été l'objet d'une très lente élaboration et d'une longue maturation. Y ont été associés à la fois des praticiens et des théoriciens du droit.

Ce texte n'est pas de nature à rencontrer, durant l'année 1967, d'objections graves de la part du Parlement. Bien au contraire, tout permet d'espérer que la réforme sera votée dans le courant de l'année prochaine, et qu'elle entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1968. C'est là ce qui vous explique les dispositions qui figurent dans le projet de loi.

Je conviens que, sans doute, du point de vue de la logique abstraite, il eût été plus heureux de commencer par faire voter la réforme principale avant de vous appeler à vous prononcer sur l'accessoire. Mais précisément, nous laissons bien à cette réforme son caractère accessoire dans la mesure où nous lions son entrée en vigueur à celle de la réforme principale. Et c'est vous, monsieur le rapporteur — permettez-moi de vous le faire observer — qui supprimeriez ce caractère accessoire si vous triomphiez dans l'amendement que vous venez de défendre.

M. Pierre de Félice, rapporteur. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre de Félice, rapporteur. Je regrette beaucoup que la colombe de l'arche à laquelle a fait allusion M. le garde des sceaux ne devienne pas la colombe de la paix.

M. Jean Foyer, garde des sceaux. Nous ne sommes pas en guerre, monsieur le rapporteur ! (Sourires.)

M. Pierre de Félice, rapporteur. Je n'accepte pas le point de vue qui vient d'être défendu.

Il vient de nous être dit que ce texte était bien l'accessoire lié à un texte d'ensemble dont le vote interviendra à un moment indéterminé et que nous devons faire précéder le principal par l'accessoire pour que les comptables puissent s'habituer à ce nouveau régime que nous instituons.

Je crois que cet argument n'est pas assez convaincant pour que je l'accepte. Aussi je demande que le texte de la commission soit adopté.

M. Etienne Dailly. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. Dailly.

M. Etienne Dailly. Monsieur le président, monsieur le garde des sceaux, mes chers collègues, je suis un peu gêné en cet instant

et je m'en excuse auprès de mon estimé collègue M. de Félice de ne pas avoir pu assister à la réunion de la commission des lois au cours de laquelle a été délibéré ce texte.

Je sais qu'il ne m'en voudra pas puisqu'aussi bien les conditions dans lesquelles nous travaillons et contre lesquelles j'ai élevé une protestation nous obligent à rapporter trois ou quatre textes à la fois et ne nous permettent pas, occupés que nous sommes à la rédaction de nos rapports, d'assister — alors que c'est pourtant l'habitude dans notre commission — à toutes les réunions qu'elle a tenues depuis cinq ou six jours.

Si j'avais assisté à cette réunion de la commission, j'aurais fait observer à notre collègue M. de Félice que je suis très loin — comme d'ailleurs M. le garde des sceaux — de sous-estimer la valeur des arguments qu'il a invoqués.

Il est évident que l'accessoire devrait suivre le principal et ne pas le précéder ; nous en sommes tous d'accord. Seulement le problème qui se pose pour l'instant c'est de savoir si ces considérations de juridisme vont l'emporter sur les nécessités de la pratique et si nous devons ou non nous opposer au texte que nous propose le Gouvernement, qui ne prendra effet, sauf en ce qui concerne la patente et les contributions indirectes pour lesquelles un délai de deux ans est prévu, que le premier jour du semestre civil suivant l'entrée en vigueur de la loi qui a été déposée sur le règlement judiciaire.

Je me demande si nous devons vraiment nous en tenir à cet argument strictement formel et cela pour une raison simple. Je fais appel ici à tous ceux qui, de près ou de loin, ont affaire aux milieux industriels ou commerciaux. Nous avons depuis toujours dans ces milieux tant souffert et éprouvé tant de difficultés et quelquefois tant de préjudice pour n'avoir jamais pu obtenir — bien entendu puisque la loi n'en faisait pas obligation et interdisait même aux administrations financières de nous les communiquer — nous avons tant souffert, dis-je, de cette impossibilité où nous étions, nous autres créanciers chirographaires, de ne rien connaître des privilèges du Trésor, à l'encontre de tel ou tel de nos contractants, nous avons conclu tant de contrats qui ne l'auraient pas été, nous avons assisté à tant de faillites dont le passif eût été moindre si nous avions été informés de l'importance de certains privilèges du Trésor, que nous n'avons pas le droit de perdre de vue cette portée pratique du texte. Tous les milieux industriels et commerciaux l'attendent car il répond à une nécessité ; c'est une véritable question d'assainissement commercial.

D'autre part, monsieur le garde des sceaux, je sais bien que le Gouvernement est solidaire, mais il existe aussi des services singulièrement au ministère des finances — vous ne pouvez pas le dire, mais moi, je le puis — qui sont très puissants. Or je ne suis pas convaincu qu'il eût été possible à ce texte d'aboutir jusqu'à nous sans une fermeté exemplaire de l'actuel ministre des finances. Je suis même persuadé que d'autres ministres ont, à plusieurs reprises, essayé de l'extirper des cartons sans y parvenir. On peut penser de M. Debré ce que l'on veut, mais c'est un homme de caractère dont la poigne est bien connue. Je suis sûr que ce texte porte sa marque personnelle et que sans lui il ne serait toujours pas soumis au Parlement.

M. Jean Foyer, garde des sceaux. C'est un juste hommage que vous lui rendez, et conforme à la vérité.

M. Etienne Dailly. Je le dis, monsieur le garde des sceaux, après l'avoir antérieurement approuvé et soutenu, puis combattu avec une égale fermeté.

Pour toutes ces raisons, à partir du moment où ce texte passe à portée de ma main, je veux le voter et le voter conforme de peur de ne pas le retrouver et qu'il aille se perdre dans je ne sais quelle navette. Si je fais la part des arguments d'ordre juridique invoqués par M. le rapporteur, qui a raison en droit — il ne faut pas voter l'accessoire avant le principal, c'est certain — je voterai contre son amendement et j'adopterai le texte-là parce que, nous l'attendons depuis trop longtemps et je ne veux pas qu'il m'échappe. Je craindrais trop qu'un artifice de procédure, par exemple l'insuffisance du délai nécessaire pour désigner une commission mixte paritaire alors que nous sommes à quelque quarante-huit heures de la clôture de la session, ne nous empêche d'aboutir.

Voilà ce que je voulais dire en cet instant, et que notre rapporteur veuille bien m'en excuser, car j'aurais préféré le dire devant la commission des lois si j'avais eu la possibilité de participer à sa réunion.

M. Antoine Courrière. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. Courrière.

M. Antoine Courrière. J'ai été très sensible à la fois aux arguments de M. le ministre, de M. le rapporteur et de M. Dailly, et j'aurais penché pour la thèse de M. le rapporteur, car je trouve anormal que vous vouliez renvoyer à plus tard un texte d'une utilité absolue, comme M. Dailly l'a signalé, et qui ne pourra être appliqué avant longtemps.

M. Jean Foyer, garde des sceaux. J'espère qu'il le sera le 1^{er} janvier 1968.

M. Antoine Courrière. D'autre part, je crois qu'il serait inapplicable si l'on voulait voter l'amendement de la commission, puisqu'à l'article 7 il est question de la liquidation des biens du redevable. (*Marques d'approbation sur plusieurs bancs.*) C'est pourquoi il faut s'en tenir au texte du Gouvernement, bien que je regrette que celui-ci n'ait pas prévu un délai beaucoup plus bref que celui qu'il a retenu.

M. Yvon Coudé du Foresto. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. Coudé du Foresto.

M. Yvon Coudé du Foresto. Pour une fois, moi aussi, je viendrai au secours du Gouvernement. Comme ancien président de chambre de commerce, nous sommes trop attachés à cette notion de publicité en matière de privilèges du Trésor pour ne pas saisir l'occasion qui nous est donnée de voter ce texte.

J'aurais préféré pour ma part qu'il comporte un délai ; c'est incontestable. Ce n'est pas possible étant donné la date à laquelle on nous le présente. Je le déplore, mais tel qu'il est, pour ma part, je le voterai.

Mme le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 2, repoussé par le Gouvernement.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

Mme le président. Quelqu'un demande-t-il la parole sur l'article 12 ?...

Je le mets aux voix.

(*L'article 12 est adopté.*)

Mme le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(*Le projet de loi est adopté.*)

— 16 —

DEPOT D'UN RAPPORT

Mme le président. J'ai reçu de M. Henri Longchambon, rapporteur pour le Sénat, un rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'organismes de recherche.

Le rapport sera imprimé sous le numéro 175 et distribué.

— 17 —

REGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

Mme le président. Voici quel pourrait être l'ordre du jour de la prochaine séance publique précédemment fixée à demain mardi 20 décembre à dix heures :

1. — Réponses aux questions orales suivantes :

I. — M. Claude Mont expose à M. le Premier ministre les légitimes inquiétudes de l'ensemble de la population du département de la Loire devant la dégradation de la situation économique du département. De multiples facteurs, avenir des houillères du bassin de la Loire, situation de la métallurgie caractérisée par l'importance de la sous-traitance et pour laquelle les projets de fusion de la C.A.F.L. paraissent particulièrement inquiétants, non-implantation de grandes usines nouvelles fabriquant des produits élaborés, marasme dans le textile en général, disparition de services administratifs importants due à la réorganisation des grandes administrations, constituant autant d'éléments contribuant à rendre sombre l'avenir du département de la Loire et soulèvent des craintes justifiées en ce qui concerne la situation de l'emploi pour les prochaines années. Compte tenu du caractère particulièrement grave et douloureux des conséquences sociales que cette situa-

tion risque d'amener à brève échéance, il lui demande quelles sont les mesures effectives qu'il compte prendre pour remédier à cet état de fait. Ces mesures indispensables paraissent devoir être mises en application très rapidement et porter sur de nombreux domaines. Parmi celles-ci un développement plus étendu de l'enseignement supérieur dans le département, l'amélioration des moyens de communication avec, en particulier, la réalisation rapide de l'autoroute Rive-de-Gier—Givors et Saint-Etienne—Veauche dès les premières années du V^e Plan, la rénovation poussée de l'habitat sur toute l'étendue du territoire départemental, l'implantation d'industries nouvelles et l'accroissement de l'aide apportée pour la modernisation et la reconversion éventuelles de celles déjà existantes, sont de toute première importance. (N^o 754 — 25 octobre 1966.)

II. — M. Michel Durafour expose à M. le Premier ministre ses inquiétudes concernant l'application des diverses mesures prises par plusieurs comités interministériels au sujet de Saint-Etienne et de sa région, partie intégrante de la métropole d'équilibre Lyon-Saint-Etienne. La reconnaissance de la vocation universitaire de Saint-Etienne et de l'absolue nécessité de procéder à la rénovation du noyau urbain a suscité, parmi la population, de grands espoirs. Si, à l'échelon national, des décisions importantes ont été prises, il ne semble pas qu'il en ait été toujours tenu compte au niveau de l'exécution. Constatant que la construction immédiate des autoroutes Rive-de-Gier—Givors et Saint-Etienne—Veauche, la mise en place d'un enseignement supérieur du niveau le plus élevé dans toutes les disciplines, l'implantation d'industries nouvelles, la construction de nombreux logements constituent un impératif, il lui demande en conséquence quelles mesures pratiques et efficaces sont envisagées afin que les mesures arrêtées entrent rapidement dans la voie des réalisations concrètes, sans qu'aucun obstacle d'aucune sorte n'en entrave le développement. (N^o 755 — 25 octobre 1966.)

III. — M. Daniel Benoist attire l'attention de M. le ministre de l'Agriculture sur le décret et l'arrêté du 18 avril 1966 portant règlement d'administration publique des abattoirs de volailles. La fédération nationale des syndicats d'expéditeurs, exportateurs de beurre, œufs et volailles est intervenue à deux reprises pour lui exposer les conséquences malheureuses qu'entraîne pour l'activité exercée, dans les différentes régions, l'application stricte de cette réglementation. Il apparaît, en effet, que le décret est difficilement applicable, sauf quelques exceptions, en raison des investissements considérables qu'il nécessite et que ne peuvent envisager les petits et moyens exploitants d'abattoirs. Cependant, un grand nombre d'entre eux économiquement et socialement irremplaçables risquent de disparaître, si deux types d'abattoirs ne sont pas reconnus et définis par des critères. La fédération nationale des syndicats d'expéditeurs, exportateurs de beurre, œufs et volailles, a demandé la reconnaissance d'abattoirs secondaires non prévus au décret, traitant de la commercialisation de quantités importantes de toutes espèces de volailles dont la qualité donne satisfaction au consommateur. M. le ministre lui a fait savoir « qu'il ne pouvait être envisagé d'introduire dans les textes une distinction formelle entre les abattoirs de type industriel et les abattoirs à caractère artisanal, faute de critères suffisamment précis et équitables permettant d'opérer une telle classification ». Il lui demande de bien vouloir reconnaître : 1^o les abattoirs de type industriel, conformes aux normes définies par le décret du 18 avril 1966 et répondant aux exigences du Marché commun ; 2^o les abattoirs dont les aménagements, équipements, fonctionnement et conditions sanitaires d'hygiène et de salubrité, rendus nécessaires à l'heure actuelle, seraient déterminés au sein d'une commission nationale composée de représentants de l'administration et de l'interprofession. (N^o 756 — 8 novembre 1966.)

IV. — M. Jean Nayrou appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur l'importance des dommages causés dans la Haute-Ariège et le Haut-Salat par l'ouragan des 5 et 6 novembre 1966 et lui demande de prendre d'urgence toutes mesures destinées à aider les particuliers victimes du sinistre, ainsi que les communes, ces dernières ayant à faire face à de très grosses dépenses dans l'immédiat pour la protection de leurs installations et bâtiments, et ensuite pour mener à bonne fin les réparations définitives. (N^o 757 — 8 novembre 1966.)

V. — M. André Méric attire l'attention de M. le ministre des armées sur la situation alarmante de plusieurs établissements aéronautiques de la région toulousaine, notamment des Etablissements Henry Potez, et des ateliers d'aviation Louis Breguet. Les réponses qui ont été faites à l'occasion de l'examen du budget des armées par le Sénat le 16 novembre 1966 n'ont pas calmé les inquiétudes des personnels intéressés. Il lui rappelle que depuis sa réponse à sa question écrite n^o 5714 du 22 février 1966, malgré la diminution croissante des charges de travail de ces établissements, le Gouvernement considère : « ... qu'il serait prématuré de se prononcer dès maintenant sur

les perspectives d'avenir... ». Il lui indique que la sauvegarde du potentiel de ces firmes exige une intervention immédiate, et lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour assurer l'avenir des Etablissements Henry Potez et des Ateliers d'Aviation Louis Breguet. (N^o 759 — 6 décembre 1966.)

VI. — M. Martial Brousse, constatant que le département de la Meuse a été déclaré sinistré pour les céréales en 1965 par M. le préfet de la Meuse, et que la commission centrale des impôts directs a relevé de 50 p. 100 par rapport à 1964 le bénéfice forfaitaire agricole de ce même département pour l'année 1965, demande à M. le ministre de l'économie et des finances quelles raisons ont pu amener cette commission à prendre une telle décision et comment elle a pu déterminer qu'en 1965, le bénéfice moyen d'une exploitation agricole était supérieur à 50 p. 100 à celui de 1964 de cette même exploitation, alors qu'une partie des ressources de cette exploitation a été officiellement réduite de 25 p. 100. (N^o 760 — 7 décembre 1966.)

VII. — M. Bernard Chochoy expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre qu'en application des dispositions du décret n^o 65-1055 du 3 décembre 1965 levant jusqu'au 1^{er} janvier 1967 la forclusion opposée aux demandes formulées par d'anciens résistants n'ayant jamais sollicité l'attribution du titre de déporté politique de la guerre 1939-1945, un certain nombre de demandes de l'espèce se trouvent actuellement en instance dans les directions interdépartementales de son ministère ; il lui signale que les nouvelles commissions prévues par le décret susvisé pour statuer sur les demandes du titre de déporté ou interné résistant ou politique ne sont pas encore constituées, les préfets n'ayant pas reçu les directives ministérielles prévues à cet effet, et le prie de lui faire connaître à quelle date des instructions seront données aux préfets en vue de la constitution et de la mise en place des commissions instituées par le décret du 3 décembre 1965. (N^o 761 — 9 décembre 1966.)

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'exercice des fonctions judiciaires militaires. [N^{os} 33 et 94 (1966-1967). — M. le général Jean Ganeval, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, et n^o 166 (1966-1967) ; avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, de règlement et d'administration générale. — M. Edouard Le Bellegou, rapporteur.]

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant ou complétant certaines dispositions du code de justice militaire institué par la loi n^o 65-542 du 8 juillet 1965, du code de procédure pénale et du code pénal. [N^{os} 60 et 165 (1966-1967). — M. Edouard Le Bellegou, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, de règlement et d'administration générale.]

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant règlement définitif du budget de 1961. [N^{os} 54 et 124 (1966-1967). — M. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.]

(En application de l'article 59 du règlement, il sera procédé de droit à un scrutin public lors du vote par l'ensemble de ce projet de loi.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant règlement définitif du budget de 1962. [N^{os} 55 et 125 (1966-1967). — M. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.]

(En application de l'article 59 du règlement, il sera procédé de droit à un scrutin public lors du vote par l'ensemble de ce projet de loi.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant règlement définitif du budget de 1963. [N^{os} 56 et 126 (1966-1967). — M. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.]

(En application de l'article 59 du règlement, il sera procédé de droit à un scrutin public lors du vote par l'ensemble de ce projet de loi.)

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant le statut des agents de change. [N^{os} 52 et 123 (1966-1967). — M. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation ; avis de la commission des

lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement de d'administration générale. — M. Etienne Dailly, rapporteur.]

8. — Discussion du projet de loi, portant réforme du régime fiscal particulier des tabacs consommés dans les départements de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion. [N°s 251 (1965-1966) et 122 (1966-1967). — M. Jean-Marie Louvel, rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.]

9. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de l'avenant à la convention du 29 octobre 1953 entre la France et l'Italie, tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts directs sur les revenus et sur la fortune, ensemble le protocole joint, signés à Paris, le 6 décembre 1965. [N°s 104 et 131 (1966-1967). — M. Georges Portmann, rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.]

10. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention entre la République française et la Confédération suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune, ensemble le protocole additionnel joint, signés à Paris, le 9 septembre 1966. [N°s 103 et 130 (1966-1967). — M. Georges Portmann, rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.]

11. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République voltaïque, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Ouagadougou, le 11 août 1965. [N°s 100 et 127 (1966-1967). — M. Georges Portmann, rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.]

12. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Dahomey, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Cotonou, le 21 octobre 1965. [N°s 101 et 128 (1966-1967). — M. Georges Portmann, rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.]

13. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Dakar le 3 mai 1965. [N°s 102 et 129 (1966-1967). — M. Georges Portmann, rapporteur de la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.]

14. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Grèce relatif au règlement de créances financières

françaises, signé le 14 décembre 1965 à Paris. [N°s 140 et 151 (1966-1967). — M. Georges Portmann, rapporteur de la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.]

(En application de l'article 59 du règlement, il sera procédé de droit à un scrutin public lors du vote sur l'ensemble de ce projet de loi.)

15. — Eventuellement, discussion en deuxième lecture du projet de loi, adopté avec modification par l'Assemblée nationale, modifiant l'article 14 de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse et l'article 6 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques. [N°s 81 et 134 (1966-1967). — M. André Diligent, rapporteur de la commission des affaires culturelles.]

16. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 1007 du code civil relatif au testament olographe et l'article 9 de la loi du 25 ventôse an XI, contenant organisation du notariat. [N°s 118 et 171 (1966-1967). — M. Jean Geoffroy, rapporteur de la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.]

17. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les articles 234 et 235 du code civil relatifs à la procédure du divorce. [N°s 122 (1965-1966) et 173 (1966-1967). — M. Lucien De Montigny, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.]

18. — Eventuellement, discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi modifiant et complétant le code électoral, ou nouvelle lecture de ce projet de loi.

19. — Eventuellement, discussion en nouvelle lecture du projet de loi portant création d'organismes de recherche.

20. — Eventuellement, discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, ou nouvelle lecture de ce projet de loi.

21. — Discussion éventuelle de textes en navette.

Il n'y a pas d'opposition ?...

L'ordre du jour est ainsi réglé.

Personne ne demande la parole ?...

La séance est levée.

(La séance est levée à vingt-deux heures quarante-cinq minutes.)

Le Directeur du service de la sténographie du Sénat,
HENRY FLEURY.

Errata

1° Au compte rendu intégral de la séance du 8 décembre 1966.

ASSURANCES ACCIDENTS MALADIES AGRICULTURE

Page 2342, 2° colonne, 22° ligne :

Au lieu de : « ... visés à l'article 1106-3, alinéa 3°... »,

Lire : « ... visés à l'article 1106-1, alinéa 3°... ».

2° Au compte rendu intégral de la séance du 16 décembre 1966.

PUBLICATIONS DESTINÉES A LA JEUNESSE

Page 2558, 1° colonne, 42° ligne et suivantes :

Au lieu de : « Après le deuxième alinéa de l'article 6 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947, relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques, complété par l'article 40 de l'ordonnance n° 58-1298 du 23 décembre 1958, il est inséré un alinéa nouveau ainsi rédigé : »,

Lire : « Le second alinéa de l'article 6 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947, relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques, complété par l'article 40 de l'ordonnance n° 58-1298 du 23 décembre 1958, est complété ainsi qu'il suit : ».

QUESTIONS ECRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT LE 18 DECEMBRE 1966

Application des articles 74 et 75 du règlement, ainsi conçus :

« Art. 74. — Tout sénateur qui désire poser une question écrite au Gouvernement en remet le texte au président du Sénat, qui le communique au Gouvernement.

« Les questions écrites doivent être sommairement rédigées et ne contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ; elles ne peuvent être posées que par un seul sénateur et à un seul ministre. »

« Art. 75. — Les questions écrites sont publiées durant les sessions et hors session au Journal officiel ; dans le mois qui suit cette publication, les réponses des ministres doivent également y être publiées.

« Les ministres ont toutefois la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse ; ce délai supplémentaire ne peut excéder un mois.

« Toute question écrite à laquelle il n'a jamais été répondu dans les délais prévus ci-dessus est convertie en question orale si son auteur le demande. Elle prend rang au rôle des questions orales à la date de cette demande de conversion. »

6458. — 19 décembre 1966. — **M. Robert Liot** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que, sur le plan fiscal, la rémunération d'un apprenti du bâtiment sous contrat d'apprentissage bénéficie de la déduction de 10 p. 100 prévue en faveur des ouvriers du bâtiment visés aux paragraphes 1 et 2 et l'article 1^{er} du décret du 17 novembre 1936 (Cf. réponse faite le 20 décembre 1965 par **M. le ministre de l'économie et des finances** à sa question écrite n° 5431, posée le 19 octobre 1965). Il est, par ailleurs, admis (Cf. arrêt de la chambre civile de la cour de cassation du 19 février 1964) que « le droit à l'abattement pour frais professionnels est nécessairement reconnu pour le calcul des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, dès lors que l'on justifie que l'administration des contributions directes fait bénéficier un salarié de la réduction sur les traitements et salaires prévue par l'article 145, paragraphe 2, du décret du 8 juin 1946 ». Il lui demande, dans ces conditions, si la jurisprudence la plus récente de la cour de cassation (cf. arrêt du 20 mai 1966, Société Novello c/U.R.S.S.A.F. à Brest) et la doctrine administrative (cf. lettre 49202 AG du 5 novembre 1966 à la D. O.) sont susceptibles d'être invoquées au cas particulier, la réglementation du salaire minimum interprofessionnel n'étant pas applicable aux apprentis dont les conditions de rémunération demeurent fixées par les contrats d'apprentissage (circulaire ministère du travail du 25 août 1950).

6459. — 19 décembre 1966. — **M. Georges Rougeron** signale à **M. le ministre de l'agriculture** que les dispositions du décret du 16 avril 1964 relatif à la protection de certains animaux domestiques et aux conditions d'abattage demeurent inappliquées tant en ce qui concerne les conditions de leur transport que leur traitement dans la plupart des abattoirs. Des actes de cruauté sadique, des pratiques écoeurantes continuent d'être exercées sans qu'apparemment réagissent les responsables administratifs, le contrôle vétérinaire, les agents de l'autorité publique. Il lui demande quelles dispositions entend prendre son département afin de mettre effectivement terme à des actes dégradants pour l'homme et condamnables dans une société civilisée.

6460. — 19 décembre 1966. — **M. Georges Rougeron** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles** sur le sérieux danger, dont un important incendie a confirmé dans le cours de cette année l'évidence, que représente l'existence à proximité immédiate des Archives nationales d'installations entreposant et traitant des produits inflammables, et demande s'il n'apparaîtrait pas opportun d'envisager les mesures propres à assurer un périmètre de protection convenable à la propriété publique dont les dépôts ont un caractère irremplaçable.

6461. — 19 décembre 1966. — **M. Georges Rougeron** expose à **M. le ministre de l'équipement** que la commune d'Avermes (Allier) a été informée que pourrait figurer dans le cadre du V^e Plan la déviation Nord de la R. N. 7 sous réserve d'une participation à sa charge évaluée à plus de 560.000 francs, dont 227.000 francs en auto-financement, ce qui représente 57.000 centimes additionnels pour une localité de 1.750 habitants. Il lui demande sur quels principes de droit public se fonde le Gouvernement pour exiger des collectivités locales un apport financier à des ouvrages qui relèvent exclusivement de l'Etat.

6462. — 19 décembre 1966. — **M. Georges Rougeron** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le caractère pléthorique de classes dans certains établissements scolaires du département de l'Allier ; par exemple, le lycée Banville, à Moulins, compte deux classes terminales de quarante et un élèves ; le lycée de jeunes filles de Moulins, deux classes de troisième de trente-sept élèves ; le lycée technique de Moulins, quatre classes de plus de trente-cinq élèves, seize classes de plus de trente élèves. Il lui demande si, compte tenu de ce qu'un travail profitable n'est réellement possible que dans une classe au maximum de vingt-cinq élèves, des mesures sont susceptibles d'intervenir afin de donner à ces établissements et à ceux qui se trouveraient dans la même situation, le personnel enseignant nécessaire en nombre.

6463. — 19 décembre 1966. — **M. Georges Rougeron** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le fait qu'actuellement, dans le département de l'Allier, 170 jeunes enseignants, normaliens ou remplaçants, ne peuvent, bien que réunissant les conditions requises, être titularisés ou délégués stagiaires, contrairement aux règlements en vigueur. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre afin de mettre un terme à un état de choses préjudiciable tout à la fois aux intéressés, à l'intérêt du service et à l'encontre des engagements explicites ou tacites contractés par l'Etat à l'égard de ses agents.

6464. — 19 décembre 1966. — **M. Georges Rougeron** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'ont été sensiblement réduites les subventions d'Etat allouées aux chambres de métiers pour les cours de formation professionnelle dans le cadre des lois du 25 juillet 1919 et du 10 mars 1937. Ainsi, au titre de la loi du 10 mars 1937, la chambre des métiers de l'Allier n'a-t-elle perçu, pour l'exercice 1966, que 18.500 francs au lieu de 21.000 francs au cours des années précédentes ; au titre de la loi du 25 juillet 1919, 79.000 francs au lieu de 116.000 francs. Cette situation, créant des difficultés accrues pour ces établissements publics afin d'assurer le bon fonctionnement de leur service d'apprentissage, les oblige à se retourner vers les départements dont les charges se trouvent ainsi accrues. Il lui demande si le Gouvernement entend, dans l'avenir, apporter aux chambres de métiers la participation financière propre à leur permettre de satisfaire convenablement aux besoins dans ce domaine.

6465. — 19 décembre 1966. — **M. Georges Rougeron** demande à **M. le ministre des postes et télécommunications** s'il n'estimerait pas équitable de reviser la situation des anciens inspecteurs, actuellement retraités, et auxquels a été jusqu'à maintenant refusée la péréquation avec la nouvelle catégorie dite des « inspecteurs centraux » qui exercent exactement les mêmes fonctions, ont les mêmes attributions et les mêmes responsabilités que leurs collègues de l'ancien cadre.

6466. — 19 décembre 1966. — **M. Bernard Lafay** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** que le décret n° 56-826 du 17 août 1956 avait créé, en vue de la scolarisation de l'enfance algérienne, un corps d'instructeurs dont l'effectif atteignait, au 1^{er} juillet 1962, 12.000 agents. Bien que la vocation pédagogique de ce corps de fonctionnaires ait été réaffirmée par le décret n° 63-868 du 20 août 1963 et la circulaire d'application du 9 mars 1964, relatifs au reclassement en métropole des instructeurs du plan de scolarisation en Algérie, les conditions dans lesquelles sont actuellement utilisés les services académiques des 7.000 agents rapatriés ne tiennent manifestement pas compte du rôle éducatif dévolu par les textes susvisés aux intéressés. Ceux-ci, en effet, sont essentiellement chargés de tâches de secrétariat ou de surveillance et il est assez paradoxal de constater que, selon la nature des fonctions qu'ils assument, leur régime administratif diffère sensiblement en dépit de l'homogénéité du corps auquel ils appartiennent. Lorsqu'ils sont affectés dans des collèges d'enseignement

général, leurs horaires hebdomadaires de travail oscillent entre trente et quarante heures alors que leurs congés annuels sont alignés sur ceux des instituteurs. Ceux, par contre, qui relèvent de services administratifs sont astreints aux régimes horaires et de congés des personnels de l'administration universitaire mais les indemnités pour travaux supplémentaires allouées à ces personnels leur sont refusées motif pris de leur appartenance à un corps enseignant. Ces différences de situation, injustifiées, seraient inexistantes si les instructeurs se voyaient uniformément confier des tâches d'enseignement, conformément aux prescriptions de leur statut. L'atteinte de cet objectif devrait d'ailleurs être immédiate pour ceux d'entre eux qui possèdent les titres requis par les circulaires des 9 mars et 8 juin 1966 pour une intégration dans le cadre normal des instituteurs. Quant aux instructeurs susceptibles de demeurer tributaires de leur statut d'origine, une carrière plus normale que celle qui leur est faite présentement devrait leur être offerte au sein de la fonction publique car leur reclassement dans un corps d'extinction ne saurait avoir pour effet de cristalliser l'échelonnement indiciaire qui leur est applicable sur des bases telles que les intéressés seraient privés, si les dispositions en vigueur ne faisaient l'objet d'aucun aménagement, de toute augmentation indiciaire de traitement pendant leurs quinze dernières années d'activité. En égard aux observations qui précèdent, il lui serait obligé de bien vouloir lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre en vue de la réalisation des souhaitables améliorations qu'il convient d'apporter tant aux conditions d'emploi qu'au déroulement de la carrière des instructeurs rapatriés d'Algérie.